

مكتبة الشرق

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE

N° 12993 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 6 NOVEMBRE 1986

Ayant « reconquis » le Sénat et gagné des sièges à la Chambre

Les démocrates sont désormais majoritaires au Congrès américain

Le verbe brisé

Le charme de M. Reagan cette fois n'a pas joué. Le président le plus populaire que les États-Unis aient connu depuis longtemps n'a pas réussi le miracle que son parti attendait de lui. Les républicains, majoritaires au Sénat depuis son élection à la Maison Blanche en 1980, ont perdu, mardi 4 novembre, le contrôle de la Chambre haute. Même si cet échec doit être relativisé par les gains enregistrés par le parti du président pour la désignation des gouverneurs d'État, c'est dans l'immédiat ce revers qui l'opinion retiendra. C'est à une fin de règne plus difficile que prévu que doit se préparer désormais M. Reagan.

Dans cette campagne sans passion et dans laquelle les deux grandes parties n'ont pas pris le risque de lancer des idées nouvelles, les républicains disposaient au départ de trois atouts : l'argent, l'organisation et M. Reagan. Aucun n'a été décisif. Malgré des ressources cinq fois plus importantes que leurs adversaires, le recours massif aux techniques de communication les plus modernes et le verbe du « Grand Communicateur », les amis du président n'ont pas réussi à consolider durablement les positions qu'ils avaient conquises à la fin de la vague républicaine.

Faut-il pour autant célébrer la fin de l'ère Reagan, comme s'empresse de le faire certains démocrates ? La prudence pour le moins s'impose. Tous les éléments démocratiques ne sont pas, loin s'en faut, des adversaires farouches de la « révolution réaganienne ». Après tout, quelques-unes des réformes les plus importantes introduites par M. Reagan, telle celle de la fiscalité, ont été votées au Congrès par une coalition de démocrates et de républicains. La marque laissée sur le plan social et dans le domaine économique par les républicains conservateurs ne s'effacera pas de sitôt.

En faisant par ailleurs jeu égal avec les démocrates dans l'attribution des postes de gouverneur, les républicains peuvent espérer établir dans les prochaines années, notamment dans le Sud, des espaces de pouvoir qui dans certains cas, comme l'Alabama, leur étaient refusés depuis la guerre de Sécession.

Si disposés soient-ils à la conciliation et au compromis, les démocrates ne devraient pas moins exercer demain leur influence dans le débat budgétaire par une pression plus forte sur M. Reagan pour réduire l'imposant déficit accumulé depuis des années. Les lobbies protectionnistes vont être, par l'issue des élections, encouragés à donner davantage de la voix.

Mais c'est assurément à propos du projet de « guerre des étoiles » que les démocrates devraient s'employer à nuire au président. Déjà le futur leader de la nouvelle majorité au Sénat, M. Byrd, a donné le ton en appelant de ses vœux « un meilleur équilibre entre les forces classiques et stratégiques ». Après le curieux pas de deux de Reykjavik, le rêve de M. Reagan de désarmement nucléaire total et de défense spatiale s'éloigne encore davantage. Peut-être était-ce là, pendant le rendez-vous islandais, le secret espoir de M. Gorbatchev ?

Les démocrates dominent désormais les deux Chambres du Congrès. Ils ont reconquis, à l'occasion des élections du mardi 4 novembre, la majorité au Sénat, et gagné des sièges à la Chambre des représentants, qu'ils contrôlaient déjà. En revanche, les républicains ont enlevé plusieurs postes de gouverneurs à leurs adversaires.

WASHINGTON
de notre correspondant

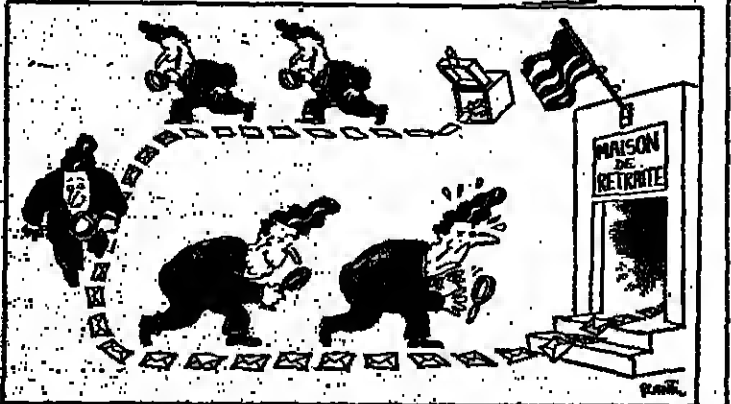
A deux ans de la fin de sa carrière politique, M. Reagan a perdu, mardi 4 novembre, le contrôle du Sénat, la seule des deux Chambres du Congrès où ses amis républicains étaient jusqu'à présent majoritaires. Ainsi, menacé de devenir ce que l'argot politique américain appelle un « canard boiteux » (un président

sans pouvoir), il devait passer à la contre-offensive dès ce mercredi après-midi en exposant devant ses collaborateurs — et bien sûr aussi devant la presse — ses principaux objectifs pour la seconde moitié de son second et dernier mandat.

Il s'agissait pour lui de montrer à l'opinion qu'il n'avait nullement jeté le gant.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 2.)



La reprise à Vienne du dialogue soviéto-américain

Les ambiguïtés de l'après-Reykjavik

L'entretien que M. Shultz, secrétaire d'État américain, a le mercredi 5 novembre après-midi, en marge de la conférence de Vienne, avec son homologue soviétique, M. Cherdinev, marque la reprise des contacts à un haut niveau entre les deux grandes puissances après la fin « abrupte » du sommet de Reykjavik, le 12 octobre. M. Shultz aura un second entretien avec M. Cherdinev jeudi, avant de gagner Paris où il sera reçu, vendredi, par M. Mitterrand.

Par Michel Tatu

Faut-il avoir débouché sur un franc succès ou sur un échec patent, mais précisément parce qu'elle s'est située entre les deux, la rencontre de Reykjavik donne lieu depuis sa conclusion il y a trois semaines à toutes sortes de conjectures et de réinterprétations. Un défilé d'explications est venu du côté américain, mais les Sovi-

tiques n'ont pas été à la traîne. M. Gorbatchev en personne a prononcé à ce sujet trois discours télévisés, la presse publique quasi quotidiennement de nouveaux commentaires, enfin — et c'est une nouveauté pour le traitement des événements — « à chaud » — des « tables rondes » sont organisées à Moscou à l'intention des journalistes étrangers (1).

Pour une fois, donc, l'information ne manque pas sur les positions des uns et des autres, mais bien des contradictions subsistent, qui ne sont pas toutes décelées. Si la rencontre avait été planifiée longtemps à l'avance du côté soviétique, elle a été largement improvisée du côté américain et, de toute manière, le goût de la précision n'est pas le fort de Ronald Reagan. Ainsi, le président américain semble bien être allé jusqu'à promettre la liquidation de toutes les armes nucléaires, et non pas des seuls missiles balistiques, comme le

veut la position officielle d'aujourd'hui à Washington.

De même, on ne sait toujours pas très bien comment la rencontre a pris fin. Selon M. Poincaré, conseiller du président américain pour la politique étrangère, c'est M. Reagan qui a pris l'initiative de ramasser ses papiers, de se lever et de sortir, suivi par M. Gorbatchev. Mais M. Poincaré a été contredit depuis lors sur d'autres points par d'autres responsables américains présents à Reykjavik, et l'un de ceux-ci, s'exprimant en privé, nous a donné une version différente.

Selon lui, c'est M. Gorbatchev qui a, le premier, posé sa serviette sur la table et commencé d'y ranger ses affaires. M. Reagan a fait de même, après quoi les deux hommes se sont regardés et se sont levés ensemble. Les Soviétiques sont imités sur cet aspect des choses, mais l'on peut supposer que, si la rupture avait été le fait du président américain, ils

n'auraient pas manqué de le faire savoir.

Ces détails ne sont pas sans importance, car tout le monde se retrouve d'accord pour qualifier la fin des entretiens d'« abrupte » : autrement dit, tout s'est terminé en queue de poisson. Or bien des malentendus actuels auraient pu être évités si les deux hommes s'étaient accordés, même après la constatation de l'impasse, et précisément pour en limiter les effets — une petite heure d'entretien supplémentaire.

(Lire la suite page 3.)

(1) Celle à laquelle nous avons participé a été en présence, sous les auspices de l'agence Novosti, six journalistes de pays différents et une dizaine de responsables soviétiques, dont MM. Faline, président de l'agence et ancien ambassadeur à Bonn, Chukhmanov, premier chef adjoint d'un département du comité central du parti, le général Lebedev, représentant l'état-major de l'armée rouge, un académicien, un écrivain et même un évêque de l'Eglise orthodoxe.

La défense au conseil des ministres

M. Mitterrand a imposé la priorité des sous-marins nucléaires

Au cours du conseil des ministres consacré à la loi de programmation militaire, M. Mitterrand a rappelé les principes de la stratégie de la France. Il a notamment souligné la priorité qu'il donnait à la force océanique stratégique, c'est-à-dire aux sous-marins nucléaires lance-missiles.

Trois semaines après avoir réaffirmé, le 13 octobre dernier au camp militaire de Caylus, son autorité de chef des armées, M. François Mitterrand a obtenu satisfaction du gouvernement sur deux points qui lui tenaient à cœur en matière de défense. D'abord, le chef de l'État demeure, sans ambiguïtés possibles, le responsable suprême de l'emploi éventuel des forces nucléaires, y compris pour ce qui concerne les armes préstratégiques, ou tactiques, comme les missiles Hadès de l'armée de terre. Ensuite, dans le calendrier de mise en place des prochaines générations d'armements stratégiques, la priorité demeure en faveur du sous-marin lance-missiles et, s'il doit y avoir modernisation des systèmes d'armes terrestres pour succéder au plateau d'Albion, le développement d'un nouveau missile ne devra pas retarder, comme il avait été envisagé à l'origine, la « composante » navale.

Entre le discours, le 12 septembre dernier, du premier ministre à l'Institut des hautes études de défense nationale et la ferme mise en garde du président de la République à Caylus, un mois après, il y a eu comme une partie de bras-de-

fer très discrète et très souterraine, entre Matignon et l'Élysée, sur les conceptions stratégiques, et donc le choix des matériels, à adopter pour la France. A la présidence de la République, on soupçonnait le premier ministre de se laisser entraîner par les « dérives » de doctrine. A Matignon, on parlait de malentendus.

Le réalignement des thèses en présence a eu lieu au fil des réunions, partielles, puis plénières, du conseil de défense. Le coup d'arrêt marqué à Caylus a permis un rapprochement autour des premières orientations dessinées par le président de la République. C'est en se battant dur, sur le montant de ses crédits que le ministre de la défense, M. André Girard, a permis de retrouver une certaine convergence. La loi de programmation militaire 1987-1991 n'abandonne, en effet, aucun des programmes majeurs qu'il s'agissait de financer et, dans la mesure où elle a pour ambition de conserver l'essentiel de la dissuasion, elle participe de la cohésion.

JACQUES IGNARD.

(Lire nos informations pages 9 et 28.)

Le sort des otages

Un émissaire américain se serait rendu à Téhéran.

PAGE 6

Répression du terrorisme

La France va ratifier la convention européenne de 1977.

PAGE 12

Formation professionnelle

M. Soisson demande au gouvernement de se ressaisir.

PAGE 25

Remous à Usinor

Les petits porteurs s'insurgent contre l'annulation de leurs titres.

PAGE 23

Audiovisuel : M. de Broglie président

Ancien membre de la Haute Autorité, il a été élu par ses pairs à la tête de la Commission nationale de la communication et des libertés.

PAGE 20

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

MUSIQUE

André Boucourechliev parle de Franz Liszt

EXPOSITION

Les Grands Prix de Rome aux Beaux-Arts

VARIÉTÉS

Paul Lederman et le disque des « Records »

CINÉMA

Diane Kuryls tourne à Rome

Pages 13 à 15

Le sommaire complet se trouve page 28

La recherche à l'Université

Le pavé dans la mare

« La moitié des universitaires ne font pas de recherche. » Ce titre à la une du Monde du 16 octobre a fait mal. Pour de nombreux universitaires, dont nous publions les réactions en page 21, il a été ressenti comme une mise en cause injustifiée de leur rôle, de leur travail, de leur statut même.

Il ne faisait pourtant que traduire — brièvement — le constat établi par le Comité national d'évaluation dans son rapport récent sur les universités et la recherche.

On peut certes chipoter sur le chiffre, contester la méthode employée pour parvenir à ce sévère état des lieux, regretter que le Comité d'évaluation s'en

tienne aux blocages institutionnels en oubliant pudiquement le nerf de la guerre : faiblesse des moyens budgétaires, poids écrasant de la recherche militaire, suppression massive de postes de techniciens et d'administratifs qui fait supporter aux enseignants chercheurs une part croissante de l'entretien des laboratoires et des tâches d'enseignement.

Aussi pertinentes soient-elles, ces réserves n'épuisent pas, cependant, le sentiment que le Comité d'évaluation a tapé juste et soulève publiquement un problème dont on ne débattait jusque-là qu'en famille, au point de l'occulte.

Car la recherche est en réalité la clé de voûte du système univer-

sitaire. Elle représente la partie noble, au détriment de l'enseignement, bien souvent relégué au chapitre des corvées convenues.

Elle constitue surtout le pivot des carrières, la clé de l'avancement et du pouvoir : les universitaires sont recrutés, reconnus par leurs pairs, évalués et promus en fonction d'un seul critère : leurs activités de recherche.

Affirmer qu'une partie des universitaires ne font pas de recherche revient donc à ébranler tout l'édifice. Une évaluation sérieuse de la recherche universitaire est d'autant plus nécessaire et urgente.

GÉRARD COURTOIS.



Hôtel Hilton, 18, avenue de Suffren PARIS, 45.06.50.69
Hôtel George V, 31, avenue George V PARIS, 47.23.54.00

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Mont de Cartier, un certificat authentifie leur authenticité et les accompagnes.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 5 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Italie, 95 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 L.L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 325 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Etranger

Les résultats des élections aux Etats-Unis

Le nouveau Congrès ne compte plus dans ses rangs plusieurs grandes figures politiques de l'après-guerre

WASHINGTON
de notre correspondant

Pour un parti, c'est la victoire : pour l'autre, l'échec, mais pour beaucoup d'hommes politiques, démocrates ou républicains, l'élection du centième Congrès des Etats-Unis ne se résume pas à d'aussi simples mots.

On ne verra plus à la tribune de la Chambre trôner l'énorme Tip O'Neill (démocrate) et l'on n'entendra plus, dans les couloirs du Sénat, l'imprévisible Barry Goldwater (républicain) menacer de « botter le cul » à la moitié de Washington. A 74 ans, pour le premier et à 77 pour le second, tous deux avaient décidé de ne pas se représenter. C'est la classe politique de l'après-guerre qui s'efface avec eux, celle qui avait gagné ses premières élections il y a quarante ans et qui emporte dans sa retraite la mémoire d'un siècle.

Parmi ceux qui arrivent, tout en muscles et en ambition, la figure de provocation pour son nom Kennedy, Joe, 33 ans, fils de Robert et neveu du président assassiné. Pour lui, c'est le début d'une carrière, et pour l'Amérique qui n'avait pas 40 ans dans les années 60, celle dont l'adolescence a été marquée par le meurtre de Kennedy, son entrée à la Chambre marque une ère nouvelle — celle de la maturité.

Les jeunes se sont faits sages. Dans sa quête de la présidence, M. Gary Hart, 50 ans ce mois, ne fait plus, comme il y a deux ans encore, figure d'étudiant insolent ravissant la vedette aux caciques. Il est désormais considéré comme l'un des candidats les plus sérieux à l'investiture démocrate pour 1988, et chacun sait bien — même si rien n'a été officiellement dit — qu'en ne se représentant pas à son siège de sénateur du Colorado il a voulu économiser le temps et l'argent dont il a besoin pour 1988.

Le sénateur Laxalt, soixante-quatre ans et *primus inter pares* dans le premier cercle des amis personnels du couple Reagan, ne cache pas non plus le plaisir qu'il aurait, bien que ses chances soient presque nulles, à être le prochain président des Etats-Unis. C'est donc pour

cette raison aussi qu'il avait laissé vacant le siège du Nevada, Etat du sable, du soleil et des casinos, planté de blais entre la Californie de M. Reagan et l'Arizona d'où M. Goldwater avait lancé en 1964 le premier assaut de la reconquête de l'Amérique par les conservateurs.

Comme de règle pour les précurseurs, Goldwater avait échoué, et lamentablement, puisqu'il n'avait alors pu remporter que cinq Etats contre Lyndon Johnson, successeur de John Kennedy, président démocrate sortant et grand artisan, dans le même temps, de l'engrenage vietnamien et de l'arsenal législatif contre la ségrégation raciale. Amant de mots qu'on ne dit d'ordinaire pas dans les micros, Barry Goldwater s'était rendu fameux par sa justification de la force militaire, des valeurs morales traditionnelles et par son anti-étatisme militant. « J'ai peu d'intérêt à rationaliser le fonctionnement de l'Etat ou à le rendre plus efficace, aimait-il à dire, car c'est à réduire son poids que j'entends m'employer, et mon but n'est pas de faire voter des lois mais d'en abroger. »

Un chantre de l'Etat-providence

Ce programme avait tant plu à un certain Ronald Reagan, qui, avant de se faire élire seize ans plus tard sur un projet de même inspiration, l'avait passionnément défendu devant la convention républicaine qui avait investi M. Goldwater et s'était ainsi gagné sa première notoriété nationale. Autant dire que, pour l'ancien sénateur de l'Arizona, le président Reagan n'était jamais qu'un petit gars auquel il avait tout appris et qui n'allait pas l'intimider.

A partir de 1981, M. Goldwater était, au ravisement des libéraux, devenu l'enfant terrible du conservatisme triomphant. Il détestait les amis fondamentalistes de M. Reagan qui voulaient imposer par la loi leur morale à l'Amérique et se disaient « décadent et fustigé » de cette « utilisation de la religion à des fins

politiques » et de ces « préceptes politiques venant me dire que si je veux avoir de la morale, je dois croire en « A », « B », « C » et « D ». Non content de ce blaspème, il avait ensuite fait carrément sensation en décrétant, en 1984, que le niveau atteint par le budget militaire était « plus que suffisant », qu'il était temps de le geler et de mettre un peu d'ordre dans les dépenses du Pentagone.

M. Goldwater était aussi sincère et entier dans son anti-étatisme que l'était Tip O'Neill dans sa fidélité à la philosophie de l'Etat-providence. Fils de maçon et politicien professionnel depuis 50 ans, le « speaker » (président) de la Chambre était un démocrate d'une espèce en voie de disparition, libéral et pragmatique, idéaliste dans les aspirations et réaliste dans l'appréciation des rapports de forces, totalement attaché au New Deal de sa jeunesse et parfaitement conscient que cette page était tournée. Révé de caricaturiste avec ses cheveux blancs neige en bataille, le cigare vissé aux lèvres, 140 kilos pour 1,85 mètre, le visage couronné et le nez aplati, il incarnait si bien le « boss » de la politique washingtonienne que la propagande républicaine l'avait pris pour cible privilégiée.

Au lieu de devenir le repoussoir qu'avaient espéré les amis de M. Reagan, le « speaker » avait été élevé au rôle de porte-parole d'un Parti démocrate démodé et en pleine crise d'identité. Au lieu d'être l'ennemi du bien de la Maison Blanche, répondant le vieux Irlandais bougon de la Chambre, qui tenait bon, s'emportait et battait jusqu'au bout, même quand la cause était perdue, même quand ses propres trompes volaient avec le président.

S'il n'y en avait plus qu'un seul pour dire que ce n'était pas pour tout le monde « la matin en Amérique », c'était bien lui, l'un des derniers hommes politiques américains à oser fumer en public, qui ne trouvait pas démodé de défendre les libertés-pour-compte et lançait tel jour à M. Reagan : « Décidément, vous n'avez rien appris. » Ce n'était pas un penseur, encore moins un stratège, mais un homme qui honnait la politique.

Il laisse un grand vide à la Chambre des représentants, où le siège de la huitième circonscription du Massachusetts que lui avait cédé John Kennedy lorsqu'il s'était, en 1952, présenté au Sénat revient aujourd'hui dans le clan Kennedy, en la personne de Joe, élu avec plus de 70 % des voix.

B. G.

Les démocrates ont reconquis le Sénat et gagné des sièges à la Chambre

(Suite de la première page.)
Il n'y a pas de renversement spectaculaire du rapport des forces politiques, mais le charisme du président en a pris un coup...

Le basculement du Sénat a en effet de redoutables conséquences concrètes pour M. Reagan puisqu'il dessine sur son chemin non seulement deux chambres du Congrès au lieu d'une mais aussi plusieurs personnalités démocrates de premier plan qui vont maintenant prendre la tête de commissions sénatoriales, dont le poids est considérable dans la vie politique américaine. Les démocrates vont, autrement dit, retrouver des porte-parole à même de formuler des alternatives à la politique de la Maison Blanche, de la critiquer et d'ébrancher par là la définition d'une identité dont leur parti est en quête.

De nouveaux porte-parole

La commission des forces armées devrait par exemple revenir à M. Sam Nunn, le jeune sénateur de Géorgie qui a pour lui le double avantage d'une compétence indiscutée en matière stratégique et d'une réputation d'homme parfaitement conscient que le pacifisme souriant n'est pas forcément le chemin le plus sûr vers la paix. Il avait ainsi été, dans la totale confusion de l'après-Reikjavik, le seul responsable américain à sortir des fausses questions pour poser la plus sérieuse : est-il souhaitable que le président des Etats-Unis propose l'abandon des armes nucléaires ?

Avec M. Nunn en poste, M. Reagan ne pourra plus — sans danger du moins — se laisser aller à des approximations improvisées. Il sera, ce qui est une nouveauté de taille, sous contrôle comme le seront, autre exemple, ses nominations aux différents échelons de l'appareil judiciaire qu'il a systématiquement, à chaque vacance, peuplés d'hommes connus pour un conservatisme militant et parfois outragés. Sauf remaniement des cartes, c'est M. Ted Kennedy qui devrait présider demain la commission des affaires judiciaires et y apporter la fougue qu'il avait, hier, vainement mise à s'opposer aux choix les plus discutables de la Maison Blanche.

L'un dans l'autre, ce n'est aucunement à un virage en épingle à cheveux des orientations des Etats-Unis qu'il faut s'attendre, car la discipline de vote n'existe pas dans les partis américains, particulièrement au Sénat, et qu'ils sont tous deux divisés sur la plupart des grands dossiers. Pour ne citer que les plus discutés, l'aide aux « contras » nicaraguayens (qui a de nombreux et influents partisans démocrates) et la poursuite du programme d'initiative de défense stratégique ne sont pas automatiquement condamnés.

« Recenter » le parti démocrate

Elles ne sont que menaces, car M. Reagan sera contraint d'exposer maintenant plus complètement la logique de ses démarches et de convaincre l'opinion, les démocrates mais aussi les républicains, qu'ils avaient déjà, en imposant à M. Reagan des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, fait montre d'indépendance. Or cela devrait être désormais plus que jamais le cas puisqu'il est prouvé qu'il ne suffit plus de se réclamer du président pour être élu, que cela soit par défaut, au contraire (on vient de le voir dans plusieurs des Etats agricoles), et que les profondes divisions de ce parti vont s'aggraver entre les vestiges de la fraction libérale, la masse composite des modérés et les radicaux d'obédience fondamentaliste, anti-étatiste ou antisoviétique.

Bref, le jeu s'ouvre et les seules certitudes sont que personne n'a

perdu d'avance et qu'on ignore sur quel il va déboucher. Sur des législatures protectionnistes ? Très vraisemblablement, mais il n'est pas certain qu'elles soient de réelle ampleur et encore moins qu'il se trouve des majorités suffisantes pour passer contre un veto qu'y opposerait M. Reagan. Sur des augmentations d'impôt ? Elles sont indispensables et les démocrates les souhaiteraient pour ne pas avoir à couper plus encore dans les dépenses civiles, mais la nouvelle majorité du Congrès choisira sûrement d'autres terrains que celui-ci pour une épreuve de force avec la Maison Blanche.

Sur une prolongation du respect des accords SALT II ? Presque à coup sûr, mais cela n'impliquerait pas un abandon de la ferme vis-à-vis de l'URSS que des hommes comme M. Nunn défendent. Sur l'apparition d'une nouvelle génération de dirigeants démocrates ? Cela ne prête pas à discussion puisqu'on va compter dès cette semaine non seulement avec M. Nunn ou M. Joseph Biden, sénateur du Delaware, et autre jeune talent démocrate modéré, mais aussi avec l'ensemble de la génération des quarante-cinq ans qui rêve de prendre en main le parti, de le « recenter », dirait-on en France, et de le rétablir dans sa position de force dominante des Etats-Unis en tenant compte des signaux d'alerte envoyés par le phénomène reaganien.

Sans exception, tous ces hommes pensent à la Maison Blanche, pour 1988 ou 1992, et représenteront de sérieux rivaux pour M. Gary Hart et surtout pour M. Mario Cuomo, l'intellectuel, chaleureux et habile gouverneur de l'Etat de New-York qui vient d'être réélu avec 66 % des voix, un pourcentage jamais vu et qui conforte ses notables ambitions présidentielles.

Mais de toutes les interrogations qui pèsent maintenant sur l'évolution des Etats-Unis la plus sérieuse, car la plus lourde de conséquences, porte sur la situation économique. L'échec essuyé mardi par M. Reagan peut être légitimement expliqué de mille manières, mais sa cause première est l'érosion de la confiance en la poursuite du redressement.

A en croire les sondages effectués par la chaîne ABC, à la sortie des bureaux de vote, 40 % seulement des Américains considèrent maintenant que leur situation matérielle est meilleure aujourd'hui qu'en 1980. Ce pourcentage était supérieur de neuf points en 1984, lorsque M. Reagan avait été triomphalement réélu, et ce changement d'état d'esprit est largement justifié par le ralentissement de la croissance, les dangers d'une reprise de l'inflation, la persistance désormais d'un chômage de quelque 7 %, la disparition des emplois industriels bénéficiant de garanties sociales au profit d'emplois sous-payés et sans protection d'aucune sorte.

L'économie américaine supporte aujourd'hui les fardeaux d'une dette publique de plus de 2 000 milliards de dollars et de déficits commerciaux et budgétaires qui ne seront pas significativement réduits de sitôt. La confiance intérieure et extérieure demeurerait néanmoins entière grâce à la personnalité de M. Reagan. On savait que l'heure de vérité viendrait avec son retrait des affaires, mais la possibilité est désormais réelle qu'elle soit plus tôt.

Pour l'instant, le président américain a su réagir avec hauteur : après s'être fait déclarer « optimiste », il est allé se coucher tôt — ce qu'il y avait de mieux à faire à l'issue d'une épaisse et vaine campagne dans laquelle il s'était mis en première ligne et à la veille de deux années difficiles. Si la logique existe en politique, les perspectives d'accord soviéto-américain sur la réduction des armements sont meilleures que jamais.

BERNARD GUETTA.

NICARAGUA

Livraisons d'armes américaines à la Contra

Tegucigalpa. — Les premières livraisons d'armes et de munitions des Etats-Unis à la Contra (opposition armée au régime nicaraguayen), prévues dans le programme d'aide de 100 millions de dollars, sont arrivées au Honduras, ont indiqué, mardi 4 novembre, des militaires honduriens liés aux opérations. « Nous allons assister à une intensification des opérations militaires » de la Contra a, pour sa part, déclaré samedi à Managua le secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires interaméricaines, M. Elliot Abrams, qui a souligné que cette aide allait « contribuer à la coopération » entre les différents groupes de la guérilla. Les dirigeants de la Contra ont, eux, indiqué mardi qu'ils avaient entamé avec une « tierce partie » non identifiée des négociations pour un échange de prisonniers avec les autorités de Managua, afin de faire libérer Eugene Hasenfus, le mercenaire américain actuellement jugé au Nicaragua. — (AFP, Reuters.)

● CHILI : le sort des auteurs présumés de la tentative d'attentat contre le général Pinochet. — La famille de l'un des cinq auteurs présumés de l'attentat manqué contre le chef de l'Etat chilien conteste la version officielle selon laquelle Victor Diaz Caro, vingt-sept ans, aurait tenté de se suicider dans sa prison le 25 octobre. La mère et les deux sœurs de l'accusé sont, au contraire, persuadées que « sa sécurité est menacée » et ont intenté, mardi 4 novembre, un recours judiciaire afin que celle-ci soit assurée. — (AFP.)

● M. Gorbatchev envisagerait une tournée en Amérique latine. — Selon des responsables américains, M. Mikhail Gorbatchev envisage une tournée officielle au Mexique et dans plusieurs autres pays d'Amérique latine au printemps prochain. Le numéro un soviétique ira à Cuba, au Brésil, en Argentine, et peut-être dans d'autres pays de la région. Aucune confirmation officielle n'a encore été donnée par Moscou ni par les différents pays concernés par cette tournée. — (AFP.)

250 ans de grands vins

Domaine du Château de Beauré
92 hectares dont 71 hectares
de premiers et grands crus.
BOUCHARD PÈRE & FILS
Documentation LM
BOITE POSTALE 70
21202 BEAUNE CEDEX
Tél. : (03) 22 14 41
TELEX : BOUCHARD 360 830 F



Le Monde

7, RUE DES ITALIENS
75277 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65872 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Waut.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

TELEX : MONDIPUB 286 136 F

Le Monde USPA 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 480 per year by Le Monde

s/o Speedprint, 48-46 38th street, L.L.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at

New York, N.Y. Postmaster : if address changes to Le Monde s/o Speedprint U.S.A.,

P.L.C., 48-46 38th street, L.L.I., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 890 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 38-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 457

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPA 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 480 per year by Le Monde

s/o Speedprint, 48-46 38th street, L.L.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at

New York, N.Y. Postmaster : if address changes to Le Monde s/o Speedprint U.S.A.,

P.L.C., 48-46 38th street, L.L.I., N.Y. 11104.

Mes infos ?
C'est une question de seconde

L'actualité sur Minitel.
Les flashs minute par minute.
Les dossiers du jour.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

هكنا من الزملا

سكينة الحزن

Diplomatie

La reprise, à Vienne, du dialogue soviéto-américain Les ambiguïtés de l'après-Reykjavik

(Suite de la première page.)

Venons en maintenant aux problèmes de fond qui ont motivé la rupture. Selon le témoin américain déjà cité, l'entrevue de M. Reagan, qui n'avait eu pendant les premières vingt-quatre heures que de bonnes surprises, en est deux moins bonnes le second jour, notamment dans l'après-midi du dimanche 12 octobre. La première portait sur la position soviétique à propos de l'initiative de défense stratégique (IDS), la seconde sur le lien qui s'établissait désormais entre les divers dossiers du désarmement.

A propos de l'IDS, ce n'est qu'un cours de cette dernière séance du dimanche qui fut l'éclat du mot qui allait symboliser aux yeux des Américains l'« amendement tueur » : celui de « laboratoire ». Jusque-là, le débat avait été dur sur l'IDS, tant entre les chefs de délégation qu'au sein des groupes de travail, mais il portait surtout sur le délai pendant lequel les deux parties auraient à respecter le traité de limitation des armées (ABM) : dix ans, demandaient avec insistance les Soviétiques, cinq ans, puis dix tout de même, avait fini par concéder Ronald Reagan.

Or en précisant, dans la journée de dimanche, que Washington devrait confiner ses travaux sur l'IDS aux seuls essais en laboratoire, M. Gorbatchev avançait une revendication qui, d'après M. Shultz, « allait bien au-delà de ce dont nous étions convenus, nous et les Soviétiques, lorsque le traité fut signé en 1972 ». Cela équivaudrait à demander le traité pour le rendre encore plus contraignant. M. Poindexter croit pouvoir affirmer que cette demande d'amendement était claire dès le début de la rencontre, mais il est là encore démenti par M. Perle, pour qui « la position soviétique sur l'IDS était plutôt différente, à la fin de la journée de dimanche, de ce que nous pensions avoir entendu auparavant ».

A Moscou, les experts rencontrés ne s'attardent pas sur la question du calendrier, mais ils justifient leur fermeté sur le problème-clé du

laboratoire sans dissiper certaines ambiguïtés. Non, disent-ils, nous ne demandons pas une révision du traité, mais nous contestons formellement l'interprétation qu'en donnent les Américains ; pour nous, précise par exemple M. Falina, l'article 5 interdit formellement tout essai « d'arme ou de composant d'arme antimissile destinée à être déployée dans l'espace ». C'est donc déjà « une concession à Ronald Reagan » que d'autoriser des essais en laboratoire.

On peut conclure de tout cela que le traité doit être sinon amendé, du moins complété par un nouvel accord d'interprétation, ce que M. Gorbatchev confirme d'ailleurs implicitement lorsqu'il parle de « renforcer » le traité. Depuis lors il est vrai, certaines indications données à Genève laissent à penser que le terme de laboratoire pourrait être à son tour interprété au sens large, en couvrant par exemple deux points fort éloignés du territoire des États-Unis et pas forcément sous abri. Mais un accord sur ce point reste problématique.

Le « paquet indissoluble »

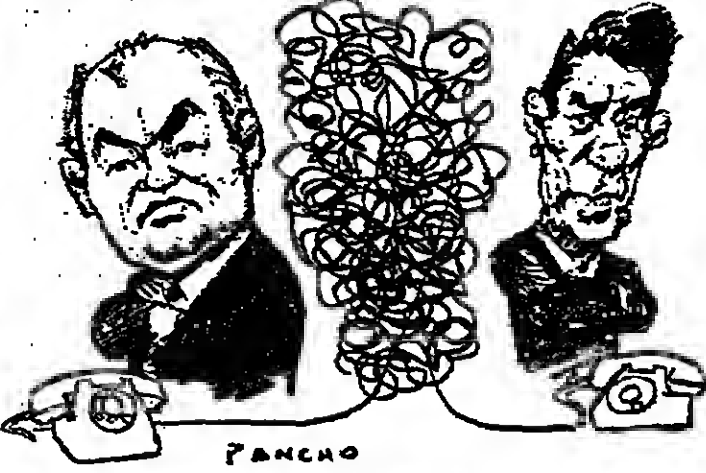
La seconde grande difficulté, celle d'un « paquet » de propositions à prendre ou à laisser, a surgi, elle, beaucoup plus tardivement. Là encore, M. Poindexter est seul dans son genre lorsqu'il affirme que, « dès samedi après-midi » (donc le premier jour), M. Gorbatchev « liait ses propositions des deux domaines à un accord sur l'IDS et le traité ABM ». Mais il ajoute aussitôt que cela « n'était pas clair dans les propos » tenus ce jour-là par le numéro un soviétique et n'est apparu « qu'avec le recul du temps ». Autrement dit, le lien n'était pas mentionné dans le document de quatre pages remis dès le début de la rencontre par M. Gorbatchev à M. Reagan, et qui contenait toutes les propositions soviétiques.

En outre, les autres participants américains ne sont pas d'accord.

avec M. Poindexter. Celui que nous avons rencontré affirme qu'il a entendu parler pour la première fois du fameux lien au cours d'une session préparatoire que MM. Shultz et Chevardnadze ont eue à 14 heures le dimanche, avant la dernière rencontre des Deux Grands. Le ministre soviétique aurait alors avancé que l'existence d'un accord sur le traité ABM (encore ne s'agissait-il alors que du

lien qu'ils avaient auparavant accepté de ne pas établir).

Autrement dit, la « fin abrupte » évoquée plus haut est la première source d'ambiguïté à ce sujet. Mais il y en aura d'autres, y compris à Moscou, où l'idée d'un « paquet indissoluble » n'est affirmée que progressivement, avec de surcroît une argumentation variable d'une source à l'autre.



PANCHO

délai de dix ans exigé pour le maintien du traité, pas encore de l'« amendement tueur » sur la recherche en laboratoire, les autres ententes réalisées jusqu'à ne pourraient être conclues.

Pour M. Perle, secrétaire adjoint à la défense américaine et présent lui aussi à Reykjavik, ce problème a été soulevé si tardivement que les Deux Grands n'en ont même pas discuté. « Lorsque nous n'avons pas pu nous mettre d'accord sur la défense stratégique », raconte-t-il à la presse le 14 octobre, la rencontre prit fin, et les deux dirigeants quittèrent les lieux. Il n'y a pas eu d'occasion de revenir et d'explorer la question de savoir si les Soviétiques, contrairement aux apparences, acceptaient à leur position affirmée précédemment, affirmèrent l'existence d'un

Dans sa première conférence de presse à Reykjavik, M. Gorbatchev n'affirme pas explicitement un lien entre toutes ses propositions, même si l'absence d'accord parle d'elle-même. Il est un peu plus précis dans son allocution télévisée du 14 octobre, lorsqu'il affirme que, sans accord sur l'IDS, « il était impossible de parvenir à un accord général » et que « tout ce que nous avions tenté de créer s'écroulait ».

Des précisions tardives

Mais ses propos restent encore sujets à interprétation, d'autant que dans le même temps, et le lendemain 15 octobre encore, M. Karlov, le négociateur soviétique à Genève, réaffirme à Londres et à Bonn que la présence des forces nucléaires intermédiaires (FNI) « peut toujours faire l'objet d'un accord en tant que sujet séparé ».

M. Karlov rectifie le tir le 17 octobre : c'est la négociation d'un accord, précise-t-il au cours d'une conférence de presse à Moscou, qui peut être menée séparément, non pas sa conclusion, laquelle doit couvrir « tous les aspects principaux du désarmement ». M. Gorbatchev, lui, a mis les points sur les « i » en parlant du « paquet » au président argentin Alfonsín dès le 15 octobre. Et pourtant le doute reste permis, car les médias soviétiques se gardent bien de publier toutes ces précisions et mises au point, dans un sens comme dans l'autre. Et M. Falina, interrogé au cours de la même semaine par l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, évite de répondre directement à de multiples questions sur l'impossibilité de conclure un accord séparé sur les FNI.

Le vrai tournant ne sera pris que le 21 octobre, soit dix jours après la rencontre de Reykjavik. Ce jour-là, la Pravda choisit de se prendre à MM. Perle et Reagan (le secrétaire général de la Maison Blanche), qui s'étaient dits surpris de découvrir sur la tard l'existence d'un « paquet ». S'abritant derrière M. Poindexter, le quotidien soviétique s'attache à démontrer que le lien avait été affirmé dès le début par la partie soviétique. Le même jour, et toujours sous le prétexte de démentir des commentaires occi-

dentaux, l'agence Tass affirme pour la première fois explicitement que « les assertions selon lesquelles il existe des perspectives d'accord séparé sur les missiles à moyenne portée sont dénuées de tout fondement. Les négociations de Genève peuvent déboucher sur la préparation d'accords séparés, mais leur mise en vigueur devra intervenir simultanément ».

Le 22 octobre enfin, au cours d'une nouvelle intervention télévisée, M. Gorbatchev est un peu plus catégorique : « Le paquet représente un équilibre d'intérêts, de concessions, une interdépendance des intérêts de sécurité (...). Pas de paquets, pas de concessions » (soviétiques).

Le secrétaire général introduisait par là un nouvel argument. Dans son intervention du 14 octobre, l'existence, encore implicite d'ailleurs, d'un lien entre les divers volets du désarmement avait été justifiée par le fait qu'en commençant à réduire les arsenaux « les deux parties doivent être sûres que personne ne créera pendant ce temps de nouveaux moyens qui minent la sécurité et la paix ». Six jours plus tard, l'accent est mis sur le caractère relatif des concessions soviétiques : quel que soit leur domaine d'application, celles-ci deviennent dépendantes d'un geste américain qui était fort peu probable dès le départ, et qui effectivement ne s'est pas produit.

C'est d'ailleurs bien ainsi que se prononcera aujourd'hui les responsables soviétiques à Moscou. Selon le général Lebedev, les concessions soviétiques étaient si importantes qu'il a été décidé de les présenter en paquet. Un accord FNI conclu isolément, par exemple, permettrait aux États-Unis d'acquiescer « une certaine supériorité unilatérale », et de voter l'ajout d'armes soviétiques en droit d'atténuer de Washington des concessions sur l'IDS en réponse à tant de gestes de sa part.

M. Falina pousse la dialectique plus loin en affirmant que la constitution d'un paquet n'est pas un pas en arrière, comme le disent les Occidentaux, mais que, si ces derniers veulent revenir à la situation d'avant Reykjavik et à la possibilité d'accords séparés, ils le peuvent. Simplement, les positions soviétiques seront elles aussi celles d'avant Reykjavik : pas de réductions de l'arsenal de SS-20 en Asie, pas de plafonnement des missiles à courte portée, pas de renonciation à la prise en compte des forces françaises et britanniques, toutes choses concédées par M. Gorbatchev lors de la rencontre des 11 et 12 octobre.

A la limite, et comme les choses n'allaient pas si mal à la négociation FNI de Genève jusqu'à ces dates, on est tenté de penser qu'un peu moins de concession, mais pas du paquet aurait été plus profitable.

Un durcissement imposé ?

As total, la surprise n'est pas l'opposition de M. Gorbatchev à l'IDS, un projet que l'Union soviétique combat depuis le début et auquel elle a quelques solides arguments à opposer. Dans tous les cas de figure, les Américains devront convaincre le Kremlin que ce système est purement défensif et ne se transformera pas en un « arsenal cosmique de frappe » capable d'attaquer d'autres objectifs que les missiles en vol, comme on le prétend à Moscou. Elle n'est pas non plus dans l'établissement d'un lien entre divers dossiers du désarmement, car chaque partie a tendance à vouloir une longue période de liberté d'initiative.

MICHEL TATU.

« La sécurité de l'Europe n'aurait pas été nécessairement renforcée » par un accord entre les Deux Grands déclare M. Jean-Bernard Raimond

VIENNE
de notre envoyé spécial

Les Soviétiques sont toujours résolus à établir un lien entre les différents négociations sur le désarmement. Ils ne sont donc pas prêts à conclure un accord sur les forces nucléaires intermédiaires (à moyenne portée) tant qu'ils n'auront pas obtenu de garanties des Américains concernant l'IDS : guerre des étoiles. C'est ce qu'a confirmé mardi 4 novembre à Vienne, en marge de la première journée de la conférence, le ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, au cours d'entretiens bilatéraux avec les chefs des diplomates de plusieurs des principaux pays ouest-européens.

Les propositions soviétiques doivent bien être considérées comme un « paquet », « compte tenu des circonstances actuelles », a ainsi expliqué le ministre soviétique au cours d'un entretien de cinquante minutes avec M. Jean-Bernard Raimond. Ces circonstances sont-elles durables, en d'autres termes, les Soviétiques sont-ils décidés à maintenir l'engagement cette exigence à laquelle ils avaient renoncé avant le sommet de Reykjavik ? M. Chevardnadze n'a pas été très explicite. Peut-être en dira-t-il plus au secrétaire d'État américain, M. George Shultz, qu'il doit rencontrer ce mercredi, après que ce dernier et lui-même auront pris la parole devant la conférence.

La question du terrorisme

Mardi, c'est le ministre ouest-allemand M. Genscher qui s'est entretenu le plus longuement avec M. Chevardnadze : pas moins de deux heures. Mais il lui fallait du temps pour se livrer à un exercice passablement désagréable : présenter à l'attention de M. Gorbatchev les excuses du chancelier Kohl qui s'était laissé aller à comparer l'art de la propagande de l'actuel chef de Kremlin à celui pratiqué naguère par Goebbels, spécialiste nazi en la matière. Des excuses qui furent aussi plates qu'il est possible. M. Kohl expliquant que ses propos avaient été mal compris.

Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, aborda, lui, avec M. Chevardnadze, la question du terrorisme. L'URSS a ainsi

donné son accord à la tenue, vraisemblablement à Londres, avant la fin de cette année, de « consultations d'experts » sur ce sujet. Cela n'a pas empêché Sir Geoffrey de se montrer fort dur sur la réaction très négative de Moscou à la mise en cause de la Syrie par la Grande-Bretagne dans l'affaire de l'attentat manqué contre un avion d'El Al. Le ministre soviétique a ainsi répliqué : « Les preuves supplémentaires » de l'implication syrienne.

Sir Geoffrey expliqua aussi que en Europe, l'actuel déséquilibre au profit de l'URSS en matière d'armement conventionnel, chimique et nucléaire tactiques, posait un problème en cas d'accord sur les forces nucléaires intermédiaires. Le ministre français M. Jean-Bernard Raimond fut, lui, encore plus catégorique, déclarant dans son discours devant la conférence : « Nous avons le sentiment que l'on a été très près d'aboutir à Reykjavik à une certaine réduction de l'écart entre les positions [soviétiques et américaines], mais que la sécurité de l'Europe n'en aurait pas été nécessairement renforcée. Une négociation qui aboutirait à une disparition totale des armes nucléaires stratégiques en Europe sans que les déséquilibres conventionnels et chimiques soient également réduits serait dangereuse pour la sécurité de notre continent. » La conclusion qu'en tire la France est simple : « Il n'y a pas, à vue humaine, d'alternative à la dissuasion nucléaire. »

M. Raimond a donc plaidé pour « une approche progressive et minutieuse du désarmement : savoir ce qui est possible mais aussi reconnaître ce qui, pour longtemps encore, demeure hors de portée ».

Le secrétaire au Foreign Office qui avait la charge de s'exprimer au nom des douze pays de la CEE, fut particulièrement vigoureux sur le thème des droits de l'homme, citant le nom d'Andrei Sakharov parmi ceux qui « gardent allumés le flamme de l'esprit humain ». M. Jean-Bernard Raimond s'est demandé pour sa part « comment un jeune, né à Dresde (RDA) ou à Bratislava (Tchécoslovaquie) (...) pourrait comprendre et a fortiori admettre qu'à l'intérieur de ce que l'on désigne comme la « maison commune de l'Europe », il ne soit toujours pas possible de passer d'un pays à l'autre, de communiquer, d'échanger librement des

idées ». M. Raimond a évoqué dans son discours la nécessité de procéder, dans le domaine des droits de l'homme, à « une sans qualité ». Dans la réalité, les experts des Occidentaux semblent plus modestes, mais tout-ci paraissent bien décidés à ne pas s'y laisser. Les divers groupes de discussion des droits de l'homme ont d'ailleurs été actifs à Vienne pour les encourager dans cette voie. Même si certains parmi eux ne sont pas forcément très bien inspirés, sachant un peu trop légitimement, pour un sujet aussi grave, aux tentations du spectaculaire pour ne pas dire du cirque. Les boîtes qui battent du tambour à la sortie des défilés et le « juif en cage » gardé par un « ours » soviétique, aux côtés de manifestants protestant contre l'asservissement du Tychod du Sud sous le « joug italien », tout cela n'est peut-être pas du meilleur effet pour donner une juste idée de ce qu'est le vrai combat pour les droits de l'homme.

Même des manifestations beaucoup plus sérieuses et respectueuses comme celle à Miraflores (Colombie) organisée par l'Internationale de la Résistance et l'Institut Sakharov de Paris, échappèrent difficilement à une critique peu charitable. La présence de certains membres du « jet set » des droits de l'homme, l'intervention par téléphone d'Yves Montand, annoncé mais retenu à Paris, tout comme Françoise Segal, elle aussi annoncée mais absente, d'étranges voisinages à la tribune (Eugène Ionesco à côté de Daniel Cohn-Bendit) et puis ces micros qui défilaient subitement au moment où M. Marek Halter croit utile de regretter l'élection de M. Waldheim à la présidence de l'Autriche, tout cela pourrait porter à sourire.

Pourtant le sujet est sérieux, comme le rappelle le soulèvement des hommes comme Yuri Orlov et d'autres rescapés des prisons et des camps. Le chancelier Kohl a d'ailleurs adressé un message de sympathie à cette manifestation, et le chef de la délégation américaine à la CEE, M. Walter Zimmermann, est venu en personne lui rendre hommage. Le matin même, il avait d'ailleurs fait en sorte que Yuri Orlov puisse assister au tout qu'invité de la délégation américaine à la séance d'ouverture de la CEE. Sans que cela provoque d'incident de la part des Soviétiques.

JAN KRAUZE.

KANT-OPUS POSTUMUM

CHOIX, TRADUCTION, PRÉSENTATION ET NOTES PAR FRANÇOIS MARTY

Le « passage » de la métaphysique à la physique. La nostalgie secrète des trois critiques. Le chef-d'œuvre inconnu de Kant.

Collection « Epiméthée » dirigée par Jean-Luc Marion. 464 pages - 195 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Diplomatie

Le quarantième anniversaire de l'UNESCO

M. Chirac rend hommage à M. M'Bow

Inaugurant, mardi 4 novembre, au siège de l'UNESCO, à Paris, une exposition intitulée « Un grand dessein en action » et consacrée aux quarante années d'activité de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, M. Jacques Chirac a déclaré à l'adresse de M. M'Bow, directeur général de l'UNESCO : « Vous avez été le pilote avisé de cette grande entreprise. Vous avez tenu fermement le gouvernail. Sous votre direction, l'UNESCO a su pleinement jouer son rôle. » Commentant la décision de M. M'Bow de ne pas briguer l'an prochain un

troisième mandat à la tête de l'UNESCO, le premier ministre a indiqué qu'il y voyait « le témoignage d'avoir courageusement fait face à une tâche immense ».

« L'idéologie est une tentation dangereuse et sans cesse renaissante », a poursuivi le premier ministre. « Nulle croissance, bien sûr, sans crise : l'opinion s'est alarmée très exagérément de la dernière. Elle a déploré certains abandons, s'est préoccupée de certaines critiques, généralement disproportionnées avec les réalités », a-t-il conclu.

Dazibaos

Comme chacun sait, l'UNESCO est bourrée de défauts... Le moindre n'est pas de n'avoir jamais su bien mettre en valeur ses réalisations sur le terrain. Aussi faut-il se réjouir de l'exposition, inaugurée par M. Chirac et M'Bow, sorte de « journal mural », conçu notamment par le critique d'art français Michel Comil-Lacoste, et retraçant quarante ans, sinon de la vie culturelle et scientifique du monde, du moins de la vision large qu'en a retenue et donnée l'UNESCO.

On pourrait sans doute discuter le choix de certains des « grands témoins » chargés de définir, en un « dazibao » géant, l'essence de l'UNESCO. Mais la citation du spécialiste brésilien d'Auguste Comte, Paulo de Berrido Carneiro (1901-1982), peut mettre tout le monde d'accord : « La vocation de l'UNESCO est d'être une question permanente. »

Après les panneaux, à la fois concis et détaillés, sur les grandes étapes d'une institution quadrangulaire, une autre partie de l'exposition retiendra sans doute le chaland : le mur où sont montrés la trentaine de sites archéologiques mondiaux, à la pérennité desquels l'UNESCO a contribué ou contribue. Car il n'y a pas eu que les opérations spectaculaires de sauvetage des temples de Nubie (Égypte, 1960-1980) ou de Borobudur (Indonésie, 1972-1983).

L'incroyable Manhattan arabe de l'Hadramout, la cité de l'âge de bronze pakistanaise de Moenjodaro, le délicat palais impérial de Hué, la formidable citadelle La Ferrière d'Haiti, les villes ensablées de Mau-

ritanie, sont ou vont être arrachées à la décrépitude et à l'oubli, grâce à l'UNESCO, qui n'attend que crédits ou amélioration de l'environnement politique local pour aller passer Tyr au Liban, Hérat en Afghanistan ou les missions jésuites du Paraguay. La liste du patrimoine universel confié à la vigilance de l'Organisation atteint aujourd'hui le chiffre de deux cent seize monuments ou sites.

Ne figurent toutefois pas au tableau les Grandes Pyramides. Et pourtant, c'est grâce à une intervention personnelle, aussi pressante que discrète, de M. M'Bow — l'UNESCO en tant que telle ne pouvait intervenir, sous peine d'ingérence dans les affaires de l'État égyptien — auprès de Sadate, que le rais renoua à son projet, pourtant

Message de M. Chirac au président irakien. — M. Saddam Hussein a reçu un message de M. Chirac portant sur les moyens de développer les relations bilatérales « pour servir la paix et la stabilité dans la région », a indiqué mardi 4 novembre l'agence irakienne d'information INA. Ce message a été remis au chef de l'État irakien par le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur, M. Michel Noir, qu'il a reçu mardi à Bagdad. — (AFP.)

Tournée asiatique de M. Le Pen. — Le président du Front national, en visite aux Philippines, a été reçu mardi 4 novembre par le président M. Cory Aquino. Arrivé

déjà entamé sur le terrain, de construire vingt-quatre villages touristiques sur le plateau sacré de Guilzeu.

Ne serait-ce que pour des actions de ce type — ou pour continuer l'œuvre de transition (sept mille œuvres en soixante-dix langues) — l'UNESCO, comme le proclame Jean-Paul II sur un « dazibao » doit pouvoir « continuer, continuer toujours ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Outre l'exposition du quarantième anniversaire (jusqu'au 31 décembre), se déroulent au siège de l'UNESCO plusieurs autres manifestations, dont une exposition internationale de peinture « Quarante peintures de quarante ans ». Tél. : (1) 45-68-10-00.

samedi à Manille, M. Le Pen a également rencontré le vice-président M. Salvador Laurel, et le ministre de la défense, M. Juan Ponce Enrile, ainsi que le cardinal Jaime Sin. Il a quitté Manille mercredi pour Tokyo, et se rendra ensuite en Corée du Sud. — (AFP.)

Prochain sommet du COMECON. — Les dirigeants des pays du COMECON se réuniront dans les jours qui viennent à Moscou, a annoncé, mardi 4 novembre, un Roumain, M. Nicolas Ceaucescu. Le dirigeant roumain a communiqué cette information dans un discours prononcé devant les chefs de gouvernement des pays de la communauté économique socialiste actuellement réunis dans la capitale roumaine et dont la texte a été publié par l'agence Agerpress. — (Reuters.)

Le conflit des Malouines

L'Argentine sollicite les « bons offices » de M. Perez de Cuellar

L'Argentine a accusé la Grande-Bretagne, mardi 4 novembre, devant les Nations unies, de violer l'intégrité de son territoire et a sollicité les « bons offices » de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, en vue de « négociations bilatérales sur tous les problèmes [entre les deux pays], et notamment celui de la souveraineté sur les îles Malouines », a indiqué le ministre argentin des affaires étrangères. Dans une note transmise à M. Perez de Cuellar, l'Argentine estime que la décision britannique d'instituer autour de l'archipel des Malouines une zone d'exclusion maritime « constitue une nouvelle violation de son intégrité territoriale ».

L'établissement d'un dialogue entre les deux pays a été encouragé par le président Reagan lors d'un

entretien téléphonique que le président américain a eu avec son homologue argentin. M. Reagan a déclaré que les États-Unis soutiendraient tout ce qui peut contribuer à l'établissement d'un dialogue. Le secrétaire d'État argentin aux affaires étrangères, M. Jorge Sabato, a rappelé, de son côté, aux responsables de la CEE, mardi à Bruxelles, la position de son pays en affirmant que la zone exclusive de pêche décrite par la Grande-Bretagne « constitue un nouvel obstacle à une solution pacifique ».

Le gouvernement canadien, qui s'est toujours refusé à prendre parti dans ce conflit, a cependant considéré l'établissement de cette zone de pêche comme un « geste inopportun » du gouvernement britannique

« qui complique une situation déjà délicate dans l'Atlantique sud », a indiqué, mardi à Ottawa, un porte-parole du secrétariat d'État aux relations extérieures.

La position de la Grande-Bretagne a été une nouvelle fois rappelée devant la Chambre des communes par le premier ministre, M. Margaret Thatcher : « Nous avons essayé d'obtenir un accord multilatéral sur la pêche par l'intermédiaire de la FAO [Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture]. Mais, si elle n'est pas acceptée, l'Argentine a conclu depuis des années bilatérales avec d'autres pays par lesquels elle s'arroge le droit de règlementer la pêche dans les eaux des Malouines. » — (AFP, Reuters.)

Haut fonctionnaire roumain à l'ONU

M. Liviu Bota est accusé d'espionnage par Bucarest

New-York (AFP). — La Roumanie a pour la première fois accusé d'espionnage M. Liviu Bota, le plus haut fonctionnaire roumain en poste aux Nations unies, qui est depuis près d'un an retenu contre son gré dans son pays.

M. Bota dirigeait l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) dont le siège est à Genève. Les autorités roumaines l'avaient empêché de regagner son poste en décembre 1985 et ont depuis soumis au secrétaire général une lettre de démission de M. Bota.

Depuis qu'a éclaté cette affaire, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a été en contact fréquent avec les autorités roumaines pour obtenir le retour de M. Bota à son poste, ou au moins sa venue à New-York pour qu'il puisse confirmer lui-même et sans pressions d'aucune sorte sa décision de

démisionner (le Monde des 28 mars et 10 mai 1986). La famille de M. Bota est restée à Genève.

Mardi 4 novembre, en prenant la parole devant la première commission (désarmement) de l'Assemblée générale, l'ambassadeur roumain à l'ONU, M. Teodor Marianescu, a indiqué que M. Bota avait violé les lois de son pays et s'était livré « aussi à certaines activités d'espionnage » pendant sa mission à la tête de l'UNIDIR.

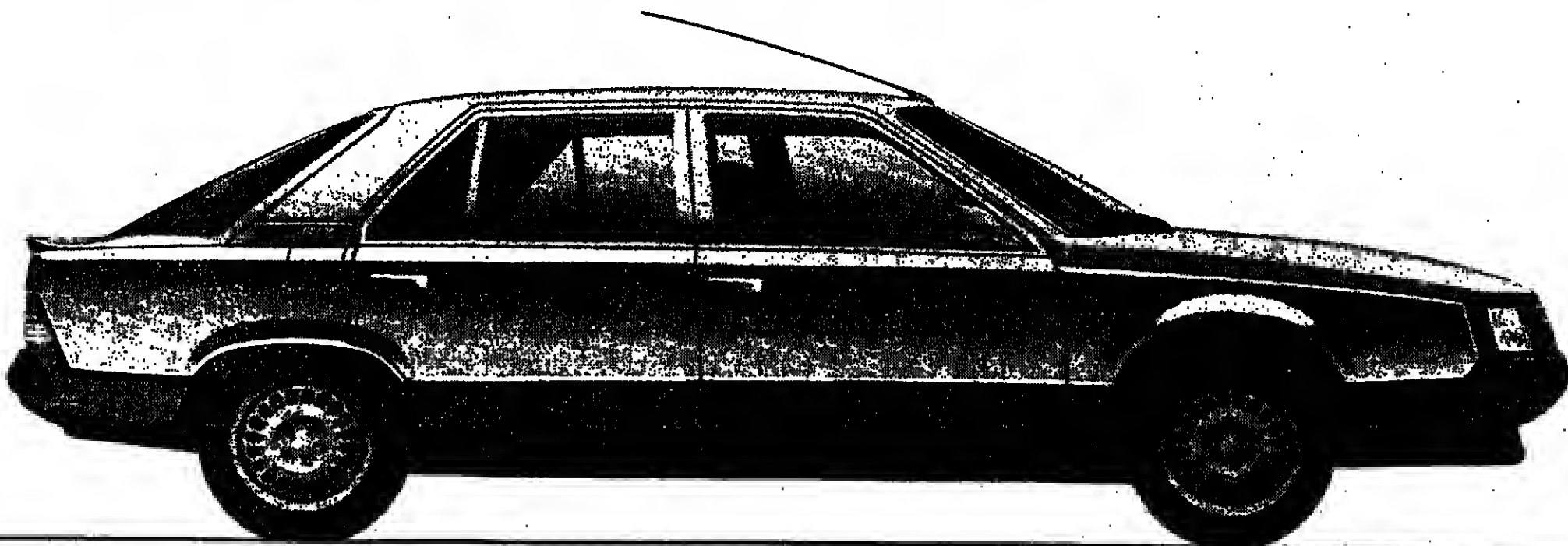
Dans les milieux officiels de l'ONU, on considère que la Roumanie, en accusant maintenant M. Bota d'espionnage, entend ainsi signifier son mécontentement devant la publicité donnée à l'affaire par le syndicat du personnel des Nations unies qui a pris fait et cause pour le directeur de l'UNIDIR, et protester contre le fait que son sort est maintenant évoqué devant la première commission.

DANEMARK : vers un accord d'indemnisation avec la RDA. — Les négociations que le gouvernement danois mène depuis treize ans avec la RDA pour obtenir des indemnités en contrepartie des confessions des biens de ses ressortissants sortent du point d'aboutir. Une délégation d'Allemands de l'Est est venue ces jours-ci à Copenhague pour discuter avec les représentants du ministre des affaires étrangères les dernières modalités d'un accord à ce sujet — accord qui sera sans doute très voisin de celui que la RDA a signé le mois dernier avec la Suède. Les négociations portent sur cent cinquante-cinq dossiers. La valeur des biens concernés est évaluée à une centaine de millions de francs. — (Corresp.)

DÉCLARATION D'ABSENCE

Cabinet RICHARD avait, à l'issue de son voyage, quitté Paris. M. RICHARD, Ministre COME, Ministres TRIPONNEY et MILLET ont quitté au Grief du Tribunal de Grande Instance de Bobigny, une requête pour voir déclarer l'absence de M. RICHARD. M. BOYER, Greffier DES CHAMPS, n° 1 Paris 9, le 20-7-1986 dans le dernier domicile de M. RICHARD, 93 - 2, rue de la Digne - qui n'a pas répondu à son domicile depuis 1983.

Série limitée pour succès illimité.



La Renault 25 GTX ABS série limitée porte la sécurité active à un niveau exceptionnel, le confort y est total, l'harmonie règne sur le voyage. La Renault 25 GTX ABS série limitée se distingue par un équipement remarquable :

Garantie anti-corrosion 5 ans sur tous les modèles de tourisme millésime 87. Modèle présenté : Renault 25 GTX ABS série limitée, 1500 exemplaires, prix clés en main au 10.09.86, 136.500F. Millésime 87. DAC votre financement.

Système ABS d'antiblocage de roues avec 4 freins à disques.
Peinture métallisée vernie, coloris "Havane".
Roues spécifiques en alliage léger.
Deux rétroviseurs extérieurs, à commande intérieure, ton carrosserie.
Radio Renault 4x20W avec 6 haut-parleurs.
Volant cuir.

RENAULT présente elf

Renault 25 GTX ABS Série limitée.



حکومت اسلامی

مكتبة المجلد

ices»

EN EUROPE UN ARBRE CREE UN NOUVEL ESPACE DE LIBERTÉ.

BULL est européen par ses engagements dans les grands projets européens. Ainsi, dès l'origine, BULL a participé activement au programme Ariane en y apportant le meilleur de ses techniques.

BULL est européen par sa réalité économique.

BULL emploie hors de France 6 000 professionnels. Sur plus de 16 milliards de francs de chiffre d'affaires, le Groupe réalise 6 milliards hors de France, dont 80 % en Europe.

BULL est européen par son activité. Dans chaque pays, BULL coopère avec les meilleurs partenaires locaux pour enrichir son offre et l'adapter aux marchés nationaux.

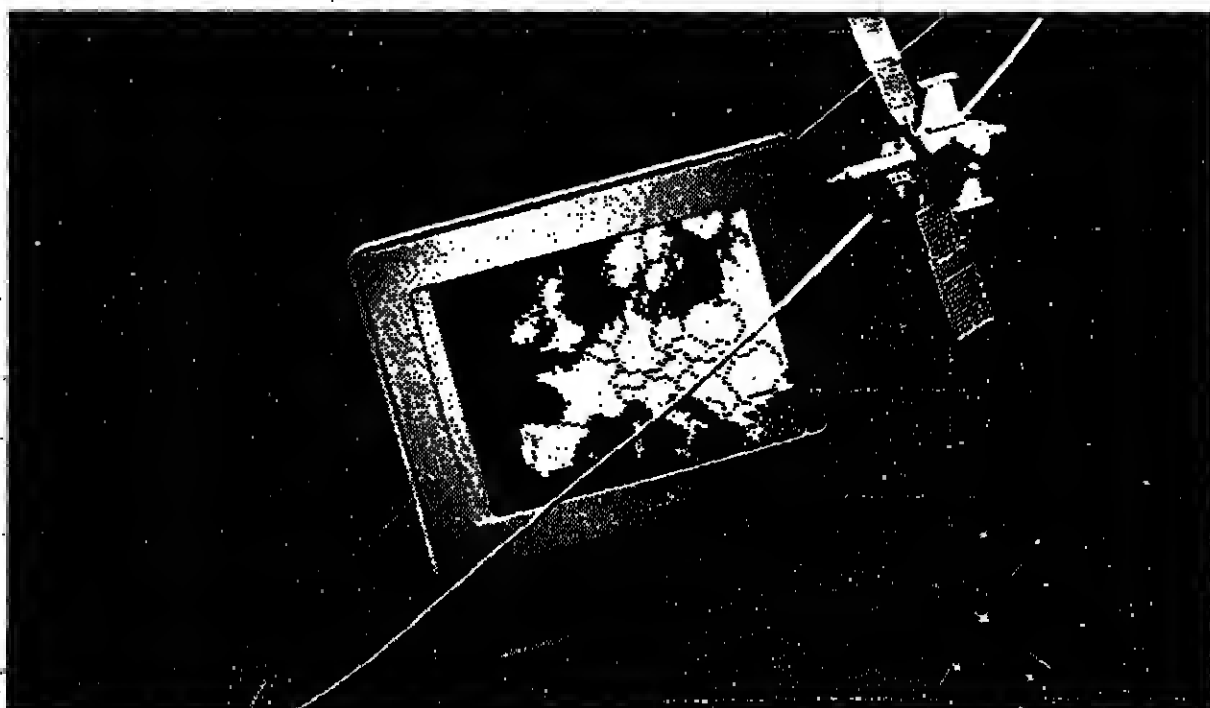
BULL est européen par sa volonté de construire une Europe technologique. Avec d'autres industriels européens, BULL participe à 35 projets du programme "Esprit" (European Strategic Program on Research in Information Technologies). BULL participe également à plusieurs projets retenus dans le cadre d'Eurêka.

BULL est européen par sa détermination dans la

promotion d'un espace européen de communication. Avec onze constructeurs européens, BULL a contribué à la définition des standards O.S.I. (Open System Interconnection) qui offrent la possibilité de relier entre eux des matériels d'origines différentes. Adoptées en janvier 1986 par dix-sept constructeurs américains, ces normes sont aujourd'hui universellement reconnues. BULL a adopté ces standards pour son architecture de réseaux de communications ISO/DSAdont l'efficacité et la souplesse sont reconnues dans le monde entier.

BULL est européen car il organise, à l'échelle de l'Europe, une informatique plus ouverte, plus flexible, plus communicante. Une in-

formatique donnant aux entreprises davantage de liberté d'évolution et de communication pour leur permettre d'être plus compétitives.



D. Ruffat
Directeur Général
des Réseaux
Commerciaux



Proche-Orient

Le sort des otages occidentaux au Liban

- L'Iran pose ses conditions pour aider à leur libération
- Un émissaire américain de haut rang se serait rendu à Téhéran

L'affaire des otages occidentaux du Liban entre-t-elle dans une nouvelle phase qui pourrait être le prélude à la libération de certains d'entre eux, français et américains notamment ? La question doit être posée avec prudence, tant les déceptions ont été fréquentes dans le passé ; mais, incontestablement, des développements nouveaux paraissent être intervenus. Pour la première fois, mardi 4 novembre, peu après la libération de l'Américain David Jacobson, le président du Parlement iranien a publiquement reconnu que son pays pouvait obtenir l'élargissement des Occidentaux retenus au Liban par les extrémistes chiites proches de la République islamique.

C'est un aven sans précédent depuis le début de la crise des otages. Il est d'autant plus important que l'homme d'État iranien Rafsanjani a indiqué dans le même temps que les États-Unis avaient récemment tenté de se rapprocher de l'Iran et délégué pour ce faire un émissaire à Téhéran en la personne de M. Robert McFarlane, ancien conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité.

Dans un discours prononcé devant plusieurs milliers de personnes devant le siège du Parlement, M. Rafsanjani, qui passe pour être le numéro deux du régime, a énuméré les conditions d'une aide de l'Iran à la libération des otages.

« Les deux États (la France et les États-Unis) doivent prouver qu'ils ne sont pas en guerre contre l'Iran et ne nous trompent pas ; les États-Unis ne doivent pas confisquer nos biens et la France notre argent ; les demandes des musulmans opprimés du Liban doivent être satisfaites (...) notamment la libération des prisonniers détenus en Israël, en France, au Koweït et ailleurs... ». Si ces conditions sont satisfaites, a-t-il poursuivi, « l'Iran fera connaître son point de vue à ses amis au Liban ; ceux-ci sont libres mais s'ils nous écoutent, les otages seront libérés ».

Jamais aucun dirigeant de Téhéran n'avait signalé avec tant de franchise que l'Iran était susceptible d'exercer une pression aussi directe

et décisive sur les ravisseurs des otages. Il reste que les conditions énoncées par M. Rafsanjani paraissent difficilement acceptables pour les Occidentaux.

La France a toujours souligné qu'un rapprochement avec l'Iran — et notamment le règlement du contentieux financier, opposant les deux pays — ne se ferait pas aux dépens des relations qu'elle entretenait avec l'Irak. Si, en principe, il n'y a plus de véritable différend financier entre Téhéran et Washington, les États-Unis ont, en revanche, toujours soutenu qu'ils n'exerceraient aucune pression sur le Koweït pour que ce pays relâche les dix-sept extrémistes chiites qu'il détient et que réclame le Djihad islamique. Le Koweït a réaffirmé, mercredi, qu'il n'avait aucun « marchandage » à ce sujet. Enfin, les dirigeants français maintiennent qu'il ne saurait y avoir de négociation quant à l'élargissement de certains détenus en France, tels que Georges Ibrahim Abdallah ou Anis Naccache.

Une version rocambolesque

M. Rafsanjani, qui prenait la parole à l'occasion d'une manifestation organisée pour l'anniversaire de la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran, le 4 novembre 1979, a, d'autre part, laissé entendre que les États-Unis cherchaient à se rapprocher de l'Iran. Il a affirmé que M. McFarlane s'était rendu « récemment » à Téhéran, en compagnie de quatre autres Américains, et avait été refoulé sans avoir pu rencontrer les dirigeants iraniens.

La version de M. Rafsanjani est assez rocambolesque. M. McFarlane serait arrivé dans la capitale iranienne porteur d'un message du président Reagan en se faisant passer pour un membre de l'équipage d'un avion venu livrer d'Europe des pièces détachées d'armement. Les cinq hommes ont été conduits dans un hôtel et y ont été maintenus cinq jours en détention avant d'être renvoyés du pays. A leur arrivée, « il nous a fallu trois heures et demie pour tenir une réunion en toute

hâte, prendre une décision et informer l'imam (Khomeiny) qui nous a dit de ne pas leur parler et de ne pas recevoir leur message », a déclaré M. Rafsanjani.

« Ils avaient aussi apporté un gâteau en forme de clé, censé représenter la reprise des contacts [entre les États-Unis et l'Iran], mais les gâteaux de la sécurité avaient faim et ils ont mangé le gâteau », a poursuivi le président du Parlement. Selon lui, M. McFarlane aurait été « furieux » de voir ainsi ses avances repoussées.

A Washington, la Maison Blanche a refusé de confirmer ou de démentir d'éventuels contacts américains-iraniens, conseillant à la presse de « faire attention », afin de ne pas nuire à la situation des otages. Le porte-parole de la présidence, M. Larry Speakes, s'est abstenu de commenter les informations de M. Rafsanjani sur le pègre qu'aurait effectué M. McFarlane à Téhéran. En revanche, le porte-parole a catégoriquement démenti que les États-Unis aient décidé de remettre en cause l'embargo qu'ils se sont imposé sur toute vente d'armes ou de pièces détachées à l'Irak comme à l'Irak depuis le début de la guerre du Golfe.

Seulement, l'étonnant discours de l'homme d'État iranien a été suivi ou accompagné d'une avalanche de « révélations » de presse, notamment aux États-Unis, laissant entendre que Washington et Téhéran avaient bel et bien entamé un processus de rapprochement — dont une des premières manifestations aurait été la libération, dimanche dernier, de M. David Jacobson. Pour la chaîne de télévision ABC, citant des « sources gouvernementales bien informées », M. McFarlane a bien effectué une mission secrète à Téhéran, afin de proposer à l'Iran des pièces de rechange d'armes américaines. La même information est publiée par l'hebdomadaire libanais *Al Shiraa* (prosyrien), qui précise que la visite de M. McFarlane a eu lieu « en septembre » que l'émissaire américain était logé à l'hôtel Independence à Téhéran (ancien Hilton) et avait pu s'entretenir avec plusieurs hauts responsables ira-

niens, notamment le chef du département politique au ministère des affaires étrangères, M. Mohamed Lavassani.

Les rumeurs vont bon train...

Le *Times* de Londres assure, pour sa part, mercredi, citant des « sources diplomatiques arabes », que les États-Unis et l'Iran ont conclu un accord secret destiné à assurer la libération des otages américains et devant déboucher sur une reprise des relations diplomatiques entre les deux pays. Enfin, le *New York Times* croyait savoir, mardi, que des responsables iraniens, soucieux d'améliorer les relations avec Washington, avaient contribué à la libération de M. Jacobson.

Ce dernier est d'ailleurs optimiste. Hospitalisé à l'hôpital américain de Wiesbaden (RFA), il a déclaré, mardi, qu'il avait bon espoir que ses compagnons de captivité, Terry Anderson et Thomas Sutherland, « se trouveraient bientôt à sa place ». « Terry et Thomas sont en bonne santé et ont le sentiment que leur libération est proche », a poursuivi M. Jacobson. Toujours à Wiesbaden, M. Terry Waite, l'émissaire de l'archevêque de Canterbury, qui a, semble-t-il, joué un rôle déterminant dans la libération de M. Jacobson, a indiqué qu'il attendait d'être contacté dans les prochaines vingt-quatre heures pour savoir s'il repartait pour le Liban.

A Damas aussi, les rumeurs vont bon train. A en croire certaines sources, les dirigeants syriens auraient exercé le maximum de pressions sur le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati — en visite à Damas la semaine dernière — pour le convaincre de favoriser la libération des otages — américains et français. Il s'agirait pour la Syrie de pouvoir se prévaloir d'un « geste » à l'égard des Occidentaux avant la réunion que les Douze de la Communauté européenne doivent tenir le 10 novembre à Londres pour décider d'éventuelles sanctions à l'encontre de la Syrie. — (AFP, Reuters, AP.)

Les tensions politiques à Téhéran

La répression s'intensifie contre les proches de l'ayatollah Montazeri

Tandis que l'ayatollah Rafsanjani, le tout-puissant président du Parlement iranien, paraît multiplier les efforts en vue de normaliser les relations de l'Iran avec l'Occident, la répression contre les proches de l'ayatollah Montazeri, le dauphin de l'imam, se poursuit sans relâche. Près de trois semaines après l'arrestation des frères Mahdi et Eladi Hachemi, les principaux dirigeants de la section des pasdaran chargée de superviser l'action en faveur des mouvements de libération islamique à travers le monde, les mesures de persécution et de détention arbitraires se multiplient.

On estime à plusieurs centaines le nombre des responsables — commandants des pasdaran, sous-préfets et autres dirigeants locaux — arrêtés dans la région d'Ispahan qui a toujours été le fief de l'ayatollah Montazeri et de ses proches.

La radio iranienne participe à cette véritable chasse aux sorcières en diffusant depuis plusieurs jours à intervalles réguliers un communiqué du ministre des renseignements, l'ayatollah Khatami, invitant la population à dénoncer ceux qui ont collaboré de près et de loin avec les frères Hachemi et la section des pasdaran chargée des mouvements de libération islamique.

Une « machination » ?

Cette campagne rappelle par son intensité celle qui avait été menée en 1985 contre les membres du parti Toudch et qui avait abouti rapidement au démantèlement total de l'appareil clandestin du parti communiste. L'ayatollah Khatami Ray-Chahri qui avait été le principal artisan de la liquidation du Toudch, après avoir successivement décliné les rangs des partisans de l'ancien ministre des affaires étrangères M. Gholizadeh, et de l'ayatollah Ouzmeh Chahri Madhri, semble avoir reçu carte blanche pour en finir rapidement avec les amis de l'ayatollah Montazeri.

La plus grande incertitude réside sur le sort de ce dernier. Selon certains, il serait assigné à résidence dans sa maison de Qom, sous la surveillance étroite de pasdaran nouvellement nommés à ces fonctions par le ministre des renseignements. D'autres affirment qu'il s'est retiré

dans sa maison natale de Nadjafabad.

Ce qui est certain, c'est que depuis cinq jours, il n'a été aperçu nulle part. On sait cependant qu'il a pris énergiquement position en faveur des frères Hachemi, qui sont à la fois ses plus proches collaborateurs et ses parents, en affirmant que « quels que soient les reproches que l'on peut formuler à leur égard, la manière dont ils ont été arrêtés, ainsi que la façon cavalière avec laquelle toute cette affaire est traitée, démontre qu'il s'agit d'une machination dirigée contre la révolution islamique ».

La thèse d'une machination contre la révolution islamique est partagée par une partie des religieux combattants de Téhéran, la plus puissante association des mollahs d'Iran, qui n'est pratiquement scindée en deux autour de cette affaire. Lundi, ceux qui appuient les frères Hachemi ont distribué des tracts à Téhéran dans lesquels ils insistent sur le fait que le « complot en cours » a pour objectif d'affaiblir les « valeurs islamiques » du régime iranien. Entre-temps, les charges qui pèsent contre les personnes arrêtées s'aggravent de jour en jour.

On laisse maintenant entendre que les frères Hachemi étaient à l'origine des attentats qui, au début de la révolution, ont coûté la vie aux ayatollahs Montazeri et Mousfatah, deux dignitaires religieux proches de l'imam Khomeiny. Ces attentats avaient, à l'époque, été revendiqués par le Forghan, un groupuscule religieux extrémiste opposé à la hiérarchie religieuse. Aujourd'hui, on commence à affirmer qu'il existait une « connivence » entre les frères Hachemi et le Forghan.

Tout semble indiquer que les autorités iraniennes sont décidées à mettre les bouchées doubles en vue de liquider une fois pour toutes les réseaux mis en place par les frères Hachemi en vue d'aider les mouvements de libération islamique à travers le monde et de neutraliser les derniers tenants d'une « révolution islamique mondiale pure et dure ». Ce qui favoriserait singulièrement les efforts de l'ayatollah Rafsanjani en vue de normaliser les relations avec l'Occident.

JEAN GUEYRAS.

A Beyrouth violents combats autour du camp palestinien de Bourj-Barajneh

De violents duels d'artillerie autour du camp palestinien de Bourj-Barajneh, dans la banlieue chiite au sud de Beyrouth, ont fait, mardi 4 novembre, plus de soixante victimes, en majorité civiles.

Le mouvement chiite Amal et le Front national palestinien (FNSP), coalition pro-syrienne hostile au chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, se sont accusés mutuellement de la reprise des combats, après une trêve relative de quarante-huit heures, pendant laquelle quatre personnes ont été tuées et douze autres blessées.

Le bombardement du camp par des chars, des fusées et des mortiers a fait sept morts et quatorze blessés, selon un bilan provisoire donné par le porte-parole du FNSP.

Parmi les victimes figurent trois enfants qui ont été tués et dix autres blessés, la plupart grièvement, par la chute d'obus sur un terrain de jeu, en début d'après-midi, alors que régnait un calme relatif dans ce secteur.

Par ailleurs, le bombardement des quartiers résidentiels chiites de Bourj-Barajneh, Bir-Al-Abed, Harat Firk et Roumeis a fait trois morts et quarante-sept blessés. Un grand nombre de victimes, qui se trouvent dans un état critique, ont été transférées à l'hôpital de l'université américaine de Beyrouth (AUH).

Dans un communiqué, le bureau militaire d'Amal a accusé « les bandes de toutes les organisations palestiniennes d'avoir déclenché les hostilités ». Il s'est engagé « devant la population (chiite) de la banlieue à ne pas se contenter d'exiger des représailles contre les Palestiniens armés. Nous saurons comment riposter le moment opportun », a-t-il déclaré.

Pour sa part, le FNSP a mis en garde, dans un communiqué contre le « complot exécuté par des dirigeants locaux au sud du Liban et dans la banlieue sud de Beyrouth, qui ont des liens suspects et exécutent les ordres donnés par des services de renseignements stipendiés », sans mentionner leur identité. — (AFP.)

Passant outre à l'interdit gouvernemental

Une trentaine de pacifistes israéliens vont rencontrer à Bucarest des représentants de l'OLP

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Une trentaine seulement de pacifistes israéliens, au lieu de plus d'une centaine prévus initialement, ont quitté ce mercredi 5 novembre Tel-Aviv pour Bucarest où ils doivent rencontrer, cette semaine, une délégation de l'OLP à l'invitation de l'Association des écrivains romains, organisme dont le président d'honneur est le chef de l'Etat, M. Ceausescu. Un profond désaccord parmi les invités sur les circonstances de cette rencontre a, en effet, provoqué la défection des groupes de juifs orientaux (sépharades) de gauche,

favorables à un dialogue avec les Palestiniens.

Le départ des pacifistes a été mouvementé. A l'aéroport de Tel-Aviv, des familles de victimes du terrorisme palestinien ont tenté d'empêcher physiquement l'embarquement de la délégation, qui a finalement pris l'avion sous la protection de la police. Tout contact entre des Israéliens et des responsables de l'OLP étant depuis soit dernier possible de trois ans de prison, le fait même que des dizaines de politiciens, d'intellectuels et d'artistes sépharades choisissent de se rendre en Roumanie pour l'honneur d'un dialogue avec le gouvernement. En changeant d'avis, ils ont privé la rencontre d'une partie de son intérêt.

Deux raisons essentielles les ont incités à faire machine arrière. D'une part, ils ont eu, au fil des jours, le sentiment d'avoir été manipulés, voire manipulés, par certaines formations politiques d'extrême gauche, dont le Parti communiste israélien, lequel participera en bonne place à la rencontre de Bucarest. D'autre part, ils n'ont pas reçu de l'OLP les assurances politiques qu'ils espéraient, peut-être un peu naïvement.

La délégation israélienne s'entretiendra avec une trentaine de représentants de l'OLP dont deux membres du comité exécutif, M. Mahmoud Abbas et M. Mohamed Milhem, ancien maire de Tul-karem, une ville de Cisjordanie. Ces

contacts ont été quasi unanimement condamnés par la classe politique et les commentateurs. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, les a qualifiés mardi d'« insulter » et de « dangereux ». Le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Peres, a souligné leur inutilité. La presse juge pour le moins inopportune de paraître cautionner les positions de l'OLP quelques semaines à peine après l'attentat revendiqué à Jérusalem par la centrale palestinienne. Le gouvernement n'aurait pas évité un incident avec la Roumanie, seul pays d'Europe de l'Est qui entretient des relations diplomatiques avec Israël.

J.-P. LANGELLIER.

A TRAVERS LE MONDE

Tchad

M. Aurillac à N'Djamena

M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, est attendu ce mercredi 5 novembre à N'Djamena, où il s'entretiendra avec le président Hissène Habré des derniers développements de la situation au Tchad. Cette visite imprévue intervient une semaine avant le sommet franco-africain de Lomé où se rendent le président François Mitterrand et le premier ministre Jacques Chirac, et quatre jours après que M. Hissène Habré ait lancé un appel indirect à une intervention militaire française pour libérer le nord du Tchad.

On peut penser à cet égard que M. Aurillac prodiguera quelques conseils de prudence au président

tchadien et lui renouvelera la volonté de la France de ne pas s'engager au-delà du 10^e parallèle. M. Aurillac s'informera aussi de la situation exacte qui règne dans le nord du pays alors que des sources dignes de foi laissent entendre que l'ancien président Goukouni Oueddei serait dans le coma à Tripoli. Ce dernier aurait été blessé lors d'un accrochage avec les forces de sécurité libyennes.

Chine

Première visite de navires de guerre des Etats-Unis depuis 1949

Trois navires américains de la flotte du Pacifique sont arrivés, ce mercredi 5 novembre, à Qingdao, en

Chine du Nord, pour la première fois depuis la fondation de la République populaire en 1949. Cette visite de six jours des navires — le croiseur *Reeves*, le destroyer *Oberdorff* et le frégate *Rentz* — résulte d'un accord, annoncé le mois dernier à Pékin par le secrétaire à la Défense, M. Casper Weinberger, aux termes duquel Pékin et Washington s'abstiennent d'aborder publiquement la question des armements nucléaires dont seraient éventuellement por-

teurs les bâtiments (le *Monde* du 11 octobre). Le *Rentz* et l'*Oberdorff* peuvent être dotés de têtes nucléaires de 20 mégatonnes. La visite est présentée par les États-Unis comme une « preuve visible » du renforcement de la coopération militaire sino-américaine. C'est du même port, quartier général de la flotte des États-Unis en Asie pendant la seconde guerre mondiale, qu'était parti, en mai 1949, la *Dixie*, dernier navire à évacuer les ressortissants américains de Chine lors de la chute du régime nationaliste. — (AFP, UPI.)

SCIENCE & VIE MOINS

Compatible avec l'IBM PC-AT
COMPAQ DESKPRO 386
LE MICRO-ORDINATEUR LE PLUS PUISSANT DU MONDE.
Au banc d'essai dans SVM.

NOVEMBRE 86

« La cuisine est délicieuse, et le service, ultra-raffiné. Colette Tan n'a pas tort. Son « chinois » est vraiment grand. »

LE GRAND CHINOIS

12-25 sept. 86

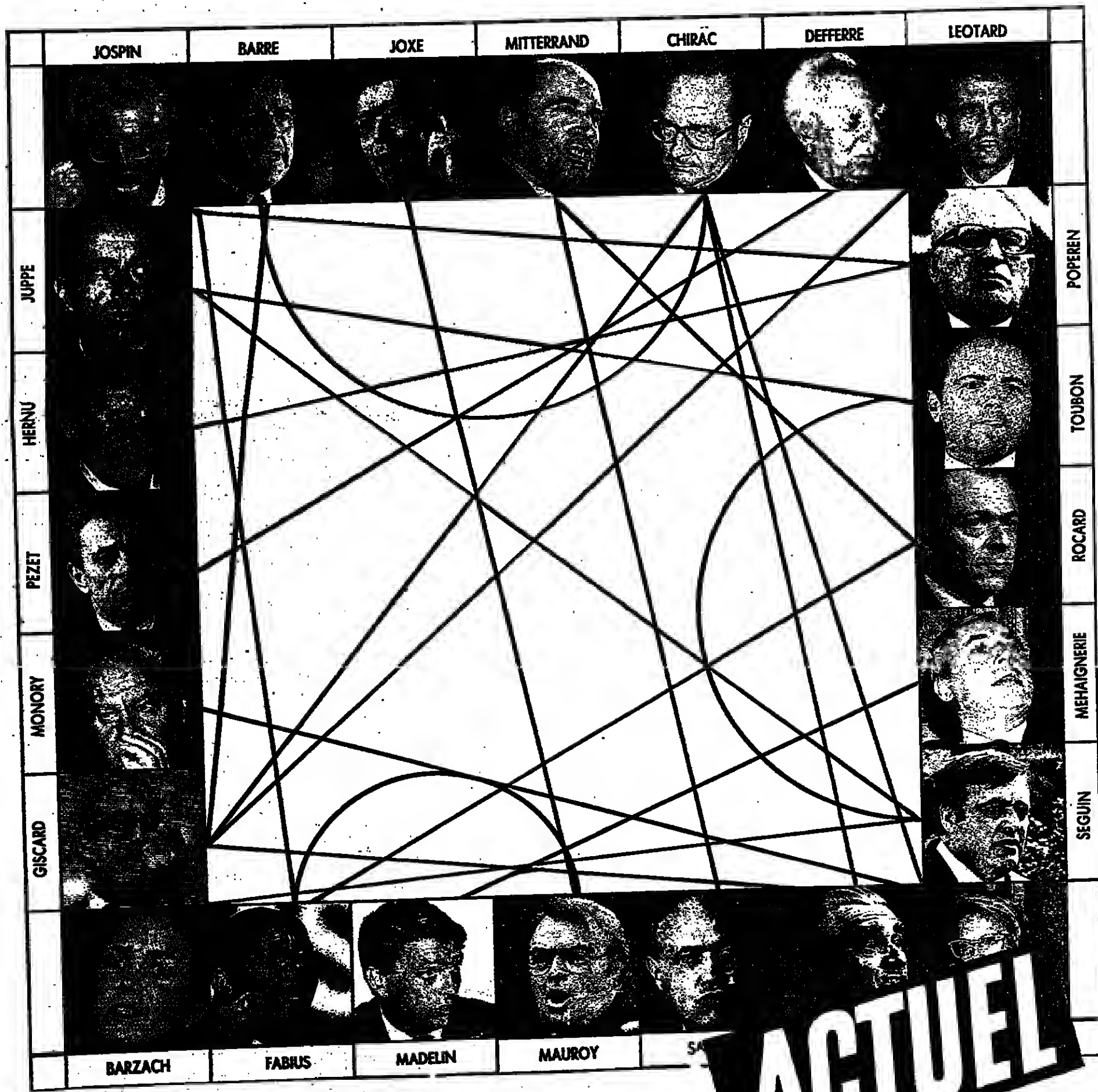
6, Av. de New-York - Paris 10^e - Tél. 47.23.98.21 Fermé lundi

مكتبة الأمل

ATTEN

مكتبة الأمل

EST-CE LA HAINE QUI NOUS GOUVERNE ?



ACTUEL

Voici la première carte des courants haineux.
Toutes les explications et les précisions,
les papots et les histoires sont dans Actuel.
Saviez-vous qu'au restaurant Giscard commande
du bar grillé, qu'à l'Assemblée
Barre s'endort quand Chirac parle.
Plus sournoise que la haine entre les pires ennemis.

celle qui s'insinue entre les meilleurs amis dépasse
les idéaux politiques et la raison d'état.
La perfidie est partout.
Un article à lire obligatoirement pour comprendre
enfin les propos des hommes politiques.



ATTENTION LES YEUX : 14 PHOTOGRAPHES EXTREMISTES CE MOIS-CI DANS LE SUPPLEMENT PHOTO GRATUIT :

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Recherche et enseignement supérieur : vive querelle de chiffres

L'Assemblée nationale a adopté le mardi 4 novembre les crédits du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur (le RPR et l'UDF ont voté pour, le PS et le PCF contre, le FN s'abstenant). L'enveloppe de ce budget s'élève à 42,7 milliards de francs (3,67 % du budget général). Il se décompose ainsi : 21,7 milliards de francs pour l'enseignement supérieur, 21 milliards de francs pour la recherche. Le ministre délégué à la recherche et à l'enseignement supérieur, M. Alain Devaquet, a annoncé sa course au débat qu'il a qualifié de « un supplément de 10 milliards de francs serait débattu en faveur de l'enseignement supérieur privé ».

« Maquillage et gonflé artificiellement » pour M. Jean-Pierre Chevènement (PS, Territoire de Belfort), « ambitieux et sérieux » pour le ministre, M. Alain Devaquet, le budget de la recherche et de l'enseignement supérieur a été, de tous les budgets examinés depuis le 21 octobre, celui qui a suscité dans l'hémicycle l'empoignade la plus vive. La divergence d'analyse entre l'opposition et la majorité était irréductible puisque chacun se fondait sur des chiffres différents pour comparer les budgets 1986 et 1987. Pour M. Chevènement, le gouvernement a beau jeu d'invoquer une augmentation de ces crédits puisqu'il ne prend pas en compte dans sa comparaison le budget 1986, initialement voté par la majorité socialiste, mais son montant revu à la baisse dans la loi de finances rectificative votée après le 16 mars par l'UDF et le RPR. L'entourage de M. Devaquet avait estimé, en avril, que les sommes prévues « avaient été surevaluées » et qu'il convenait donc de comparer le budget 1987 au budget 1986 « rectifié » (le Monde du 21 août).

« C'est un tour de prestidigitateur indigne d'un homme de qualité sympathique comme vous l'êtes », devait dire M. Chevènement. « Il faut recomposer bien des lignes et des chapitres pour arriver à compenser 1986 et 1987 », se plaignait à son tour M. Robert Chapuis (PS, Ardèche). Le rapporteur pour avis de la commission estimait, avec M. Jean Giaré (PC, Isère), rapporteur spé-

cial, que les dépenses ordinaires avaient diminué, en fait, de 20,33 points, quand le ministre ne concédait qu'un recul de 1 point. M. Giaré s'est également inquiété de l'« abandon progressif » de la notion de budget civil de la recherche et du développement (BCRD) au profit d'un agrégat intitulé « effort budgétaire de recherche et de développement » (EBRD) (1) dont le sens lui échappe : « Ce changement de terminologie ne sert-il pas à masquer le recul du BCRD, en passe de devenir une coquille vide ? », s'est interrogé le député communiste.

M. Devaquet a, à la tribune, sur un ton très posé, presque ému, réfuté cette « querelle » de chiffres. « On ne peut pas prendre en compte un seul indicateur pour bien définir la recherche en France. Il y a en toute une pyramide, du plus vaste au plus étroit », a-t-il expliqué, en citant la part du PIB en augmentation de 5 %, l'effort national de recherche et de développement (public et privé) qui représente en 1987 127 milliards de francs (+ 8,5 %), l'effort budgétaire de recherche civile et militaire de l'Etat avec 80 milliards de francs (+ 8,6 %), le budget civil de la recherche, tous ministères confondus, 39 milliards (+ 8,6 %) et enfin le budget de la recherche lui-même, enregistré, selon M. Devaquet, une progression de 6,1 %. « C'est cette progression que nous devons avoir devant les yeux pour juger globalement l'effort de recherche de notre pays (...). La recherche est le socle sur lequel se construit l'avenir, à poursuivre le ministre, et le socle du socle, c'est la recherche fondamentale. »

L'ironie

de M. Chevènement

M. Devaquet a souligné le fait que les crédits des établissements publics, scientifiques et techniques étaient en progression de 9 %. Il a également rappelé que la recherche fondamentale pouvait aujourd'hui, dans certains domaines comme la biologie, déboucher sur des applications à moyen terme (trois à cinq ans). Mais pour autant le gouvernement n'aurait pas « dévié de sa ligne » en blanc, aux organismes de recherche, a prévenu le ministre. Il s'est également défendu de vouloir

sacrifier la recherche industrielle sur l'autel de la recherche fondamentale. Tout en reconnaissant la baisse ponctuelle des crédits de recherche industrielle pour certains ministères, il a estimé à 20 % une progression globale des crédits de recherche industrielle, qui prend en compte notamment une augmentation de 5 milliards de francs des crédits de recherche militaire (30 milliards tous). Pour le ministre, 70 % de ces 5 milliards de francs supplémentaires iraient à la recherche industrielle. « C'est une justification pernicieuse », a estimé pour sa part M. Giaré. « On sait combien les retombées sur la recherche civile sont incertaines », a rappelé, quant à lui, M. Chapuis.

M. Chevènement devait, pour sa part, faire sourire les députés en se demandant, « laissant aller [son] regard sur les bancs, où se trouvait le ministre de la recherche ? ». « Je veux dire M. Giaré », a-t-il ironisé, le ministre de la défense, n'a-t-il pas le droit à 30,8 milliards de francs, alors que vous vous contentez de 21 milliards ? », a-t-il ironisé, en regardant M. Devaquet. « Je ne partage pas le déclin de certains orateurs pour la recherche militaire », a répliqué le ministre. Elle a beaucoup apporté à de nombreuses industries de pointe.

Répondant ensuite aux critiques de l'opposition, qui avait protesté contre la réduction des crédits de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR), le ministre a déclaré que cette agence retrouverait sa mission première, à savoir celle de donner des subventions publiques aux programmes d'investissement à haut risque. S'agissant du programme Euréka, M. Devaquet a déclaré : « J'espère qu'il portera à ce projet européen de coopération spatiale en rappelant que ses crédits, d'environ 700 millions de francs, marquent un « doublement de l'effort ». « Comment s'ont répartis ces 700 millions ? », a demandé M. Jean-Pierre Serres (PS, Loire), sous l'ignominie. Faut-il alors douter de votre volonté de mettre en œuvre le programme tel qu'il a été conçu initialement ? Pour sa part, le rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, M. Jean-Pierre Bouché (RPR, Rhône), a déclaré que le gouvernement avait « choisi l'avenir » avec ce budget, qu'il a résumé en faisant sienne une phrase

du ministre : « Plus de chercheurs travaillant sur des équipements plus nombreux et plus sophistiqués, avec un peu moins d'assistance technique et un peu plus de contraintes de gestion ».

Tutelle ou pénurie ?

Les députés ont alors abordé l'examen de l'enveloppe budgétaire de l'enseignement supérieur, tout en semblant cependant se réserver pour la discussion prochaine de la loi Devaquet sur l'enseignement supérieur. « Budget de sagesse et de confiance » pour M. Yves Fréville (UDF, Ille-et-Vilaine), rapporteur spécial, il est apparu aux yeux de M. Jean-Claude Cassinag (PS, Corrèze), rapporteur pour avis, comme celui « du renoncement et du repliement ». Quant à M. Roger-Gérard Schwartzberg (PS, Val-de-Marne), il a estimé que le ministre, par sa politique excessive de compression d'effectifs, allait désorganiser le fonctionnement de bon nombre d'universités. « Vous êtes leur ministre de tutelle, ne soyez pas le ministre de leur pénurie », les élus du Front national ont, quant à eux, proposé à M. Devaquet que soit versée directement aux étudiants « une somme égale à la plus grande part du financement public de l'enseignement ». « Les étudiants eux-mêmes remettraient les fonds à l'établissement de leur choix, exerçant ainsi un contrôle de qualité », a expliqué M. François Bachelot (FN, Seine-Saint-Denis).

En réponse à une question de MM. Jean-Pierre Delalande (RPR, Val-d'Oise) et Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne), le ministre a annoncé que les subventions en faveur des facultés catholiques et des écoles de la FESIC (Fédération des écoles supérieures d'ingénieurs et de cadres) seraient portées de 55 millions à 65 millions de francs. Une mesure qui donne satisfaction aux députés de la majorité qui avaient demandé un gouvernement un geste significatif.

PIERRE SERVANT.

(1) Il comprend le budget civil de recherche, la recherche universitaire, la contribution du budget annexes des FTT (les crédits destinés à la recherche militaire).

Jeunesse et sports : les malheurs de M. Bergelin

L'Assemblée nationale a adopté, mardi 4 novembre, le budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports. D'un montant de 2 174,2 millions de francs il représente 0,19 % de l'ensemble des crédits de l'Etat et est en baisse de 0,57 % sur l'an dernier (le Monde des 4, 11 et 31 octobre). Les députés du PS et du PC ont voté contre ; ceux du RPR et de l'UDF ont voté pour.

M. Christian Bergelin doit parfois regretter d'avoir été l'orateur principal du groupe RPR chargé de critiquer les budgets de la gauche pour la jeunesse et les sports. Aujourd'hui, devenu membre du gouvernement, ayant en charge ce secteur, il doit défendre des crédits en diminution. Sa position s'est pas comode, d'autant que son prédécesseur, M. Alain Calmette (app. PS, Cher) n'a pas manqué de lui rappeler ses déclarations passées. Certes le nouveau ministre répond que l'accroissement des ressources espérées du Loto sportif permettra de fournir aux sports plus de crédits que les années passées.

Mais l'ancien ministre est plus que dubitatif sur la réalité de cette augmentation attendue des résultats du concours de pronostics, qu'il a lui-même créé malgré les réticences de certains socialistes. Une fois encore il apparaît qu'un mode de financement nouveau institué pour augmenter les ressources ne sert finalement

qu'à compenser la baisse des crédits fournis par l'Etat lui-même.

Les rapporteurs d'ont pu constater cette diminution des crédits publics : M. Jacques Roux (PC, Hérault), au nom de la commission de la production, la critique ; M. Eric Rasmès (RPR, Seine-Saint-Denis), au nom de la commission des finances, l'a regretté mais s'est félicité de la nouvelle politique sportive.

M. Bergelin est aussi le tuteur des associations s'occupant des jeunes. Là aussi les crédits sont sévèrement réduits alors que ceux attribués au fonctionnement de l'administration du ministère augmentent légèrement. M. Laurent Cathala (PS, Val-de-Marne) comme M. François Asselineau (PC, Seine-Saint-Denis) ont souligné cette « curieuse conception du moins d'Etat » d'autant qu'elle prive des associations, telles que celles qui gèrent des centres de vacances, de crédits dont elles ont besoin. En dehors de M. Jean-Paul Fuchs (UDF, Haut-Rhin), tous les orateurs de la majorité se sont félicités de cette évolution. Comme le ministre, ils estiment qu'il ne faut plus aider des associations « sans discernement » mais simplement des projets précis.

Pour le Front national cette section s'est pas encore assez sévère. M. Jean-François Jalkh (FN, Seine-et-Marne) a demandé (mais la majorité ne l'a pas suivi) que soient supprimées des subventions à des associations accusées d'être « d'obédience communiste », comme les Francs et Francs camarades et le MRAP.

Th. B.

L'Acte unique européen

Le RPR attend des apaisements du gouvernement

M. Jacques Chirac a reçu, mardi 4 novembre, à l'hôtel Matignon certains parlementaires de la majorité directement concernés par le projet de ratification de l'acte unique européen dont la discussion est prévue pour le 20 novembre à l'Assemblée nationale. Parmi les convives se trouvaient notamment M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement et président du CDS, et M. Jean de Lipkowski, député et RPR, rapporteur du projet de loi. Celui-ci avait indiqué le matin dans une interview à Libération : « Il est impossible d'amender l'acte unique européen lui-même, sauf à vouloir le renégocier. En revanche, rien n'empêche d'accompagner le projet d'une déclaration interprétative. Mais il faut savoir qu'une telle déclaration n'aurait vis-à-vis des tiers aucune valeur juridique ».

M. Pierre Messmer, président du groupe RPR, à l'issue de la réunion de celui-ci a admis que « certains députés RPR ont exprimé leur volonté, mais pas leur décision, de s'opposer à cette ratification s'ils n'obtenaient pas l'assurance du ministre des affaires étrangères ou du premier ministre que l'acte unique n'annulerait pas le « compromis de Luxembourg » (1). Une telle requête, selon M. Messmer, est d'autant moins abusive que plu-

sieurs Etats ont déjà assorti leur ratification d'une procédure comparable ». Les députés UDF ont également examiné ce projet lors de leur réunion de mardi. M. Bernard Bosson, ministre délégué aux affaires européennes les a facilement convaincus de la portée symbolique de l'acte de ratification. Ces élus, qui refusent tout amendement au projet de loi, accepteraient cependant une déclaration gouvernementale qui en précisait les limites.

En fait, giscardiens, léotardiens et barthistes ne sont pas mécontents de voir que, pour une fois, les difficultés pour le gouvernement n'apparaissent pas chez eux mais chez leurs alliés du RPR : « C'est à Jacques Chirac de s'arranger avec ses amis les plus proches », disent-ils. Pour eux, affirmant-ils, il s'est pas question de céder. M. Jean-Claude Gaudin l'a dit très clairement mardi : « Le RPR ne peut pas tout avoir. Il dirige le mécanisme gouvernemental, il faut qu'il s'exerce un peu de ses réflexes de parti ». Tout à la fois conciliant et menaçant, il prévient : « Que le gouvernement ne vienne pas provoquer les centristes de l'UDF sur une affaire aussi toute banale. C'est M. Valéry Giscard d'Estaing qui sera le porte-parole de l'UDF à la tribune de l'Assemblée nationale lors du débat de ratification ».

(1) Le « compromis » permet à un Etat d'écarter de ses « intérêts vitaux » pour s'opposer à une décision acquise à la majorité.

● Le RPR à Brest : une décharge publique. — Plutôt que de se rendre devant la commission nationale des conflits du RPR, M. Jacques Berthelot, qui était démis de son mandat de maire de Brest, en juillet 1985, a préféré tenir, mardi 4 novembre, une conférence de presse dans la décharge publique municipale de Brest, « image, estime-t-il, du RPR qui incorpore un comportement des dirigeants [déclaré] transparent à nos électeurs ». Menacé d'exclusion, M. Berthelot, qui est toujours conseiller municipal, assure ne pas être en opposition avec les orientations politiques du RPR. MM. René Baron et Jean-Michel Pethin, respectivement secrétaire et président de la fédération brestoise du RPR, accusés par M. Berthelot d'être à l'origine de sa demande d'exclusion, avaient remis leur démission pour amener les instances nationales à « rétablir la discipline » dans une fédération atteinte de dissidence endémique. Après avoir rencontré M. Francis Barot, secrétaire général adjoint et porte-parole du mouvement, ils ont accepté de reprendre leurs fonctions.

La réforme du Code de la nationalité

Le RPR et l'UDF récusent le Conseil d'Etat

Le gouvernement ne doit pas suivre l'avis du Conseil d'Etat. Il doit réformer comme il l'entend le code de la nationalité. Telle est l'opinion des deux présidents de groupe de la majorité à l'Assemblée nationale, qui rejoignent ainsi celle que M. Jacques Toubon a exprimée dans nos colonnes (le Monde du 5 novembre).

M. Pierre Messmer, le mardi 4 novembre, au cours de son point de presse hebdomadaire, a été un peu plus net : « Si le gouvernement tient compte de l'avis du Conseil

d'Etat, je ne conseillerais pas au groupe RPR de suivre la position du gouvernement ». En clair, si les ministres décidaient d'atténuer leur projet, les députés RPR pourraient l'amender pour le faire coïncider avec la plate-forme électorale de la majorité. M. Jean-Claude Gaudin, le même jour, s'est pas dit autre chose : « L'avis négatif du Conseil d'Etat ne m'a pas surpris car il penche plutôt à gauche. Il a fait preuve de son traditionnel conservatisme juridique. Mais son avis n'étant que consultatif, il ne doit pas nous empêcher d'appliquer notre programme ».

Pour autant, la majorité, unie sur le principe, connaît quelques divergences sur son application. Le président du groupe RPR est pour un « sursis » qui devrait précéder la mise en œuvre du projet initial. Il a donc décidé de courir le risque qu'un « geste significatif » moins solennel pourrait suffire. Ce n'est pas cet aspect de la réforme envisagée qui gêne les centristes mais la suppression de la naturalisation automatique par mariage. M. Jacques Barrot trouve que bousculer le droit de la famille simplement pour mettre fin à l'utilisation des « mariages blancs » est une méthode bien lourde pour l'objectif recherché.

Les uns et les autres sont parfaitement conscients que les arguments utilisés par le Conseil d'Etat (la référence aux principes républicains) pourraient nourrir une saine discussion constitutionnelle si le gouvernement maintenait son projet initial. Ils sont donc prêts à courir le risque qu'un « geste significatif » moins solennel pourrait suffire. Ce n'est pas cet aspect de la réforme envisagée qui gêne les centristes mais la suppression de la naturalisation automatique par mariage. M. Jacques Barrot trouve que bousculer le droit de la famille simplement pour mettre fin à l'utilisation des « mariages blancs » est une méthode bien lourde pour l'objectif recherché.

Th. B.

● Modification du mécanisme du « carry back ». — La commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté, mardi 4 novembre, un amendement commun de son président et de son rapporteur général, M. Michel d'Ornano (UDF, Calvados) et M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne), améliorant pour les entreprises le mécanisme du « carry back » (imputation des pertes sur les bénéfices antérieurs) mis en place par les socialistes. La période au terme de laquelle l'Etat rembourse à une entreprise une créance constatée au titre du report en arrière de ses déficits — si cette créance n'a pas été utilisée pour le paiement de l'impôt sur les sociétés — sera ramené de 10 à 5 ans si l'Assemblée suit sa commission.

Un amendement Giscard contre le gouvernement

Devant un ministre des finances au budget serré, un ancien président de la République peut avoir guère de crédit. M. Valéry Giscard d'Estaing avait proclamé qu'il demanderait à l'Etat d'aider les régions à faire face aux dépenses d'entretien et de construction des lycées, que la décentralisation a mis à leur charge.

Le député d'Auvergne ne manquait pas d'arguments : comme pour les autres secteurs transférés, l'Etat a calculé les crédits qu'il accorde aux régions en fonction des sommes que lui-même dépense pour l'action décentralisée confiée à la collectivité locale. Or, depuis plus de dix ans, l'Etat ne consacre pas assez d'argent à l'entretien des lycées et s'en a prévu beaucoup pour faire face à la nécessité d'en construire de nouveaux.

Toutes les régions ont fait la même constatation. Le député du Puy-de-Dôme a donc pris la tête de la grogne. Mais la rigueur budgétaire s'est pas permis au gouvernement de lui donner les crédits qu'il souhaitait. Avec les autres députés membres de la majorité, présidents de région, il a donc simplement

déposé un amendement demandant que la commission consultative sur l'évaluation des charges approuve, dans un rapport officiel, pour chaque région le coût du transfert des lycées et l'état du patrimoine transféré. Cet amendement est venu en discussion le mardi 4 novembre, à la fin du débat sur le budget de l'éducation nationale, budget qui a été approuvé.

A priori il n'aurait pas dû poser de problème, puisqu'il n'implique aucune dépense supplémentaire en 1987. Mais personne n'est dupe : en vu du rapport demandé, l'Etat devra fournir de l'argent en 1988. Les services du ministère du budget ne tentent donc pas l'adoption.

Le ministre de l'éducation fut chargé de confirmer l'opposition du gouvernement à l'amendement ; il annonça toutefois des facilités de prêt de la Caisse des dépôts aux régions. M. Gaudin s'en montra heureux, mais maintint l'amendement, dont il reconnut qu'il était un moyen de pression sur la Rue de Rivoli. Il reçut le soutien de tous les groupes, et son amendement fut voté à l'unanimité hors l'abstention de M. Alain Griotteray (UDF, Val-de-Marne).

Th. B.

Au Sénat

Modification des relations entre propriétaires et locataires

Les sénateurs ont poursuivi, mardi 4 novembre, la discussion du projet de loi présenté par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, relatif à l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux. Ce texte tend à renouveler le bail pour une durée au moins égale à trois ans ainsi qu'un amendement de M. Pierre-Christian Taittinger (RI, Paris) précisant que le locataire peut intervenir au terme de chaque année pour réaliser son contrat de location.

Une longue discussion s'est déroulée sur les articles relatifs aux charges et au loyer. Le projet rétablissant le principe de la libre négociation du bail, M. Robert Lauouret (PS, Haute-Vienne) a défendu, sans succès, un amendement stipulant que la fixation des loyers se ferait après consultation d'un observatoire départemental du marché locatif, créé pour la circonstance.

En ce qui concerne le dépôt de garantie — l'adoption d'un amendement socialiste exclut ce dépôt dans le cas d'un loyer payable d'avance pour une période supérieure à deux mois, comme l'établissait la loi Quilès —, M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) a défendu, en vain, un amendement pour empêcher le bailleur de faire fructifier cet argent « qu'il ne lui appartient pas ».

A. Ch.

هكذا من الأهل

Politique

Évaluée à 474 milliards de francs

La programmation militaire maintient la priorité à la modernisation des sous-marins stratégiques

La priorité restera à la modernisation de la force océanique stratégique et, notamment, aux sous-marins lance-missiles de la Force océanique stratégique (FOS). A côté de cette « composante » navale de la dissuasion, la France maintient son projet d'un nouveau missile terrestre dont la mobilité devra être déterminée pour permettre une montée en puissance très rapide.

Cette double assurance est donnée par le premier ministre, M. Jacques Chirac, et par le ministre de la défense, M. André Girard, qui co-signent le projet de loi de programmation militaire 1987-1991 soumis au conseil des ministres du mercredi 5 novembre. Ce texte de loi, qui devra être approuvé par le Parlement, annule la programmation militaire 1984-1988 préparée en 1983 par le premier ministre, M. Pierre Mauroy, et par le ministre de la défense M. Charles Hernu. A l'issue du conseil des ministres, il sera présenté aux commissions spécialisées (défense nationale et finances) de l'Assemblée nationale.

La nouvelle programmation militaire se présente en trois parties. D'abord, un exposé des motifs qui définit l'environnement international, en précisant les menaces potentielles, et fixe les missions et l'organisation des forces pour les cinq années à venir. Ensuite, une série, très courte, d'articles de loi qui précisent l'enveloppe financière allouée aux armées durant cette période. Enfin, des annexes qui indiquent les références économiques du gouvernement à partir desquelles il garantit un pourcentage de croissance annuelle des crédits militaires. A la différence de la précédente loi, qui avait additionné les dépenses de fonctionnement et les crédits d'équipement pour donner une indication

globale de chacun des cinq budgets annuels entre 1984 et 1988, le document présenté par MM. Chirac et Girard se contente d'une estimation, en volume, des seuls crédits d'équipement, modifiés et classés, des armées et de la gendarmerie. Le texte de loi ne fournit, donc, aucune évaluation des dépenses de fonctionnement (soldes et activités) en cinq ans.

Un double compromis

Entre 1987 et 1991, le gouvernement actuel propose de consacrer environ 474 milliards de francs à l'équipement des forces armées. Cette somme est présentée en francs constants, sur la base d'une valeur 1986, c'est-à-dire qu'elle est corrigée du pouvoir d'achat exprimé en crédits de paiement et non, comme ce fut le cas antérieurement, en autorisations de programme.

De longues discussions ont opposé le ministère de la défense à l'administration des finances et à celle du budget, avant la fixation de cette somme selon les modalités retenues. Au début, M. Girard souhaitait obtenir de l'ordre de 500 milliards de francs pour satisfaire les besoins recensés par les états-majors. Après une première contre-proposition de 400 milliards de francs, vite abandonnée, les services de MM. Edouard Balladur et Alain Juppé ont avancé l'estimation de 445 milliards de francs. Au fil de leurs conversations, les différents interlocuteurs impliqués se sont arrêtés, avec 474 milliards de francs, à mi-chemin des exigences, c'est-à-dire à un compromis.

On retrouve, du reste, ce sentiment d'un compromis, mais cette

fois-ci entre la présidence de la République et le gouvernement, avec la liste des engagements militaires et celui du système Syracuse-2 de satellites de transmission.

Aucun programme dit « majeur », dans le domaine nucléaire comme dans le secteur des armes classiques ou encore en matière spatiale, n'est abandonné. L'armée de terre aura son char de combat Leclerc (elle prévoit de commander mille quatre cents exemplaires à 22 millions de francs pièce) et son nouveau missile préstratégique Hadès (le successeur du Pluton), sans que le mode d'emploi de cette dernière arme ait été infléchi (l'ordre d'engagement est réservé au président de la République). La marine nationale, qui devra financer le nouveau sous-marin stratégique lance-missiles (dit « nouvelle génération » ou NG) et son porte-avions *Richelieu* à propulsion nucléaire, verra son programme de construction de navires de surface étalé dans le temps. L'armée de l'air équipera en avions-radar (8 milliards de francs leur son réservé) et elle devra choisir, l'année prochaine, les caractéristiques définitives de son avion de combat Rafale, à partir des neuf versions proposées de l'appareil.

L'attitude des socialistes

Si le programme de sous-marins NG est accepté, le chef de l'Etat, le gouvernement ne renoncera pas, pour autant, à prévoir la réalisation d'un missile terrestre, ce qu'on appelle la nouvelle « composante » de la dissuasion, dont le déploiement sera progressif au rythme des événements.

Dans le domaine spatial, enfin, la loi de programmation retient le projet de satellite Hélios d'observation militaire et celui du système Syracuse-2 de satellites de transmission.

Pour faire entrer tous ces programmes d'équipement au sein d'une enveloppe financière arrêtée autour de 474 milliards de francs, le ministre de la défense, qui ne renonce à aucun de ses projets initiaux, a dû en remanier ou ralentir certains. Ainsi, la mobilité attendue de la nouvelle « composante » terrestre de la dissuasion sera aménagée selon d'autres critères que le mode de déploiement primitivement retenu pour le missile SX. Le programme d'avion de combat Rafale sera étalé dans le temps.

Tel qu'il se présente, le projet de loi de MM. Chirac et Girard sera en arrière-plan de la discussion, prévue pour le mercredi 12 novembre au Palais-Bourbon, du projet de budget militaire pour 1987 qui marque la première étape de la programmation. Au sein de l'opposition, les socialistes préfèrent attendre de connaître le contenu exact des deux textes — celui du projet de budget et celui du projet de loi de programmation — avant de se prononcer. Il existe, cependant, au PS une tendance, symbolisée par M. Charles Hernu, favorisée au vote de ces deux textes dès lors que la loi de programmation militaire, adoptée en conseil des ministres, aurait reçu « l'imprimatur » du chef de l'Etat, chef des armées. Mais tous les députés socialistes ne sont pas de cet avis. Le groupe parlementaire a prévu de se réunir lors d'une réunion préalable le matin du 12 novembre.

J. L.

Le gouvernement et les pieds-noirs

Ces chères promesses...

M. Jacques Chirac fut-il M. André Santini ? Le secrétaire d'Etat aux rapatriés est en tout cas, en ce moment, le plus ardent des membres du gouvernement. A quarante-huit heures de la discussion de son projet de budget à l'Assemblée nationale, il n'a toujours pas obtenu du premier ministre le rendez-vous qu'il sollicite depuis plusieurs semaines dans l'espoir de s'entendre dire qu'il disposera bien des crédits nécessaires pour pouvoir financer les très nombreuses promesses qu'il a faites aux rapatriés d'Afrique du Nord dès son entrée en fonctions, sur la foi des engagements personnels de M. Chirac (*Le Monde* du 29 avril).

De toute évidence, le doute assaille M. Santini, qui avait juré ses grands dieux aux pieds-noirs qu'il disposait enfin, depuis le changement de majorité, d'une « chance historique » de voir leur contentieux avec l'Etat « vraiment clos » ; et, en particulier, que le gouvernement annoncerait, avant la fin de l'année, le règlement définitif de la question de l'indemnisation des biens perdus. Une question qu'il ne doit pas se résoudre, disant en avoir la solution d'Etat, à un problème d'espérance.

Or, si le premier ministre apparaît aujourd'hui embourbé, c'est justement parce que le ministre de l'Economie et des Finances, M. Edouard Balladur, ainsi que le ministre du budget,

M. Alain Juppé, trouvent déraisonnable l'addition que leur a présentée M. Santini. Pourtant, en réclamant 30 milliards de francs sur dix ans pour clore enfin le débat aussi équitable que possible cette question de l'indemnisation, le secrétaire d'Etat aux rapatriés ne s'est pas aligné sur les propositions maximalistes de certaines associations. Selon les estimations officielles, si l'Etat voulait vraiment, vingt-cinq ans après l'exode de 1962, indemniser totalement les pieds-noirs de tous leurs biens perdus, il lui en coûterait encore 80 milliards, au bas mot.

Mais rigueur oblige, MM. Balladur et Juppé se montrent inflexibles. Diverses indications autorisent même à penser que la décision a déjà été prise de ne pas donner suite aux promesses de M. Santini, malgré les risques politiques que les réactions des pieds-noirs déçus pourraient faire courir à M. Chirac. Si ces indications se confirment, il n'y aura pas de nouvelle loi d'indemnisation. Le secrétaire d'Etat aux rapatriés n'aurait alors d'autre « choix », admet-on volontiers dans les milieux gouvernementaux, que d'accepter d'être totalement déconsidéré aux yeux des pieds-noirs ou de se démettre de sa charge. On comprend donc que M. Santini espère une intervention subite, in extremis, du premier ministre. Suspendu...

ALAIN ROLLAT.

A'ONASEC

Liquidation avant dissolution

Le personnel de l'ONASEC (Office national à l'action sociale, éducative et culturelle, chargé d'aider à l'intégration des rapatriés de confession islamique) a été informé, au cours de plusieurs réunions avec les représentants de sa nouvelle direction (*Le Monde* du 24 juillet), de la décision prise par le gouvernement de dissoudre cet organisme avant le 1^{er} janvier 1987. Cela à la suite du rapport de l'Inspection générale de l'Administration, établi l'été dernier à la demande du secrétaire d'Etat aux rapatriés.

En attendant, les effectifs de l'ONASEC sont réduits. Dix-sept cadres

ont été ou vont être licenciés. Sur les cent soixante-cinq employés de l'établissement, dont la gestion a été très critiquée et a provoqué une controverse entre le secrétaire d'Etat et son prédécesseur socialiste, une quarantaine seulement conserveront un emploi en devenant « correspondants départementaux » auprès des commissaires de la République dans les départements comptant beaucoup de rapatriés de confession islamique. En revanche, une centaine de contractuels, parmi lesquels de nombreux jeunes Français d'origine maghrébine, ne seraient pas reclassés.

PROPOS ET DÉBATS

M. Messmer :

M. Barre

M. Pierre Messmer, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a affirmé, le mardi 4 novembre, à propos des récents commentaires de M. Raymond Barre (dans son bulletin *Faits et arguments*), qu'il ne voit « pas d'élément nouveau » dans les remarques hostiles à la cohabitation de l'ancien premier ministre, qui, selon lui, « est fidèle à lui-même ». « Il a, depuis maintenant deux ans passés, continué M. Messmer, porté un pronostic qu'aujourd'hui il transforme en diagnostic. Il n'y a rien de nouveau ni dans le pronostic ni dans le diagnostic ».

M. Gaudin :

persévérer...

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a déclaré, le mardi 4 novembre, à propos des nouvelles déclarations de M. Raymond Barre sur la cohabitation qu'il n'y a « rien d'étonnant », de la part de l'ancien premier ministre, à associer « la classe politique et la cohabitation dans la même réprobation d'une pratique qu'il juge contraire à l'esprit des institutions ». « Il n'y a rien là », a ajouté M. Gaudin, « de très nouveau ni de très étonnant. (...) Personne n'a jamais imaginé que Raymond Barre puisse un jour changer d'avis sur la cohabitation. Persévérer humanum est... ».

M. Rocard :

le droit du président

M. Michel Rocard, qui a entamé, le mardi 4 novembre, une tournée de plusieurs jours dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA), à Sainte-Cécile-les-Vignes (Vaucluse), a remarqué, selon l'AFP, que « le président de la République disposant du droit de se représenter, on ne connaît pas le nom du candidat socialiste avant février ou mars 1988 ».

[Le 19 octobre dernier, au « Club de la presse, d'Europe 1 », M. Michel Rocard avait affirmé : « J'ai en effet annoncé ma candidature, il y a deux mois (...) et je l'ai tout récemment confirmée (...) 1988 (...) sera l'année de mon entrée en fonction d'un grand débat.

En Guadeloupe

L'Inspection générale de l'Administration enquête sur la gestion des organismes régionaux

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

Un enquêteur de l'Inspection générale de l'Administration, M. André François — celui-là même qui avait dirigé l'enquête sur la gestion, en métropole, de l'ONASEC (Office national à l'action sociale, éducative et culturelle en faveur des rapatriés de confession islamique) — séjourne actuellement en Guadeloupe depuis trois semaines, et-on apprend mardi 4 novembre. Il étudie la gestion des différents organismes installés ces dernières années autour du conseil régional et mis en cause dans un rapport commandé par le nouveau président de cette assemblée, M. Félix Prote, membre du Parti socialiste (*Le Monde* du 23 septembre).

Après la première phase du rapport établi par un expert guadeloupéen, M. José Dicale, qui avait relevé de graves anomalies et conduit à s'interroger sur la destination réelle de plus de 6 millions et demi de francs au cours des années 1983 à 1985, un second rapport a été établi par un expert venu spécialement de métropole. Le préfet de région, M. Yves Bonnet, qui avait assuré qu'il s'exprimerait sur cette affaire après les élections sénatoriales, n'en a rien fait, continuant de garder le silence et affirmant qu'il n'avait pas reçu le rapport établi par M. Dicale, alors que M. Prote avait soutenu le contraire.

Bien que la plupart des élus locaux préfèrent éviter, eux aussi, d'évoquer ce scandale politico-financier, il n'est pas impossible qu'à la suite de l'enquête de M. François, l'affaire connaisse d'une manière ou d'une autre quelque rebondissement, le travail du président de l'association des inspecteurs généraux de l'Administration étant jugé « fructueux » par plusieurs sources généralement bien informées.

ANDRÉ LÉGER

● GUADELOUPE : un magistrat se convertit partie civile. — A la suite de la mesure de mise en liberté dont a bénéficié le commanditaire présumé de la tentative d'assassinat de Robert Tchalek, (*Le Monde* du 4 novembre), de dernier, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Pointe-à-Pitre, devrait se constituer partie civile, ce mardi 5 novembre, et-on après mardi de source judiciaire. Cette constitution de partie civile, commentée dans les milieux judiciaires locaux, pourrait avoir pour conséquence le classement de M. Michel Lévy, actuellement saisi du dossier dans la mesure où MM. Lévy et Tchalek sont les deux seuls magistrats instructeurs du ressort de Pointe-à-Pitre. — (Correspondant.)

Un événement historique

La coutume canaque entre au Sénat

Un événement historique a eu lieu, mardi 4 novembre, en début d'après-midi au palais du Luxembourg pour la première fois de l'histoire de la haute assemblée de la grande salle des conférences du Sénat a été le théâtre d'un échange coutumier entre Canaques. Porte-parole d'un groupe de Néo-Calédoniens en vacances en Europe, dans le cadre d'un voyage organisé par le comité d'entreprise de la société La Nickel, un grand chef de l'île de Maré, M. Etoré, a honoré, suivant le rite mélanésien, le parent qui le recevait en ces lieux, M. Dick Ukevé, sénateur RPR de Nouvelle-Calédonie. La scène s'est déroulée sous le grand lustre de cristal et à défaut des traditionnelles coupes d'étoiles, paquets de cigarettes et roquignols d'ignames, ce grand chef a offert à son frère de race un billet de 100 F. Très ému, M. Ukevé a rendu la pareille à son invité, quelques instants plus tard, dans l'un des salons du restaurant du Sénat, tandis que les jeunes vacanciers calédoniens célébraient cette manifestation de fraternité en accompagnant de leurs chants un jour de guitare tahitienne.

Alerté par les échos de cette fête familiale inattendue, le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, qui déjeunait à côté, s'est joint au chœur en fin de repas, pour célébrer la Nouvelle-Calédonie tricolore : « La Nouvelle-Calédonie est partie intégrante de la République française et elle le restera » a-t-il notamment lancé. Le grand chef Etoré en a eu la ferme à l'œil. M. Ukevé aussi, qui a affirmé, en particulier, que désormais les Néo-Calédoniens vont célébrer partout qu'il sont des hommes libres et majeurs.

A. R.

Recherche, rôle de l'Etat, décentralisation

M. Mitterrand fait entendre sa différence

M. François Mitterrand s'est rendu, mardi 4 novembre, à Montpellier, municipalité socialiste dirigée par M. Georges Frêche. Il a visité le salon Europe-médecine et promotion, à l'hôtel de ville, une allocation consacrée essentiellement à la recherche et à la science.

MONTPELLIER de notre envoyé spécial

M. Mitterrand procède, vis-à-vis du gouvernement et dans la donne qui reviennent à l'équipe de M. Chirac, par mises en garde successives qui sonnent comme autant d'alertes adressées à l'opinion. Le chef de l'Etat s'est ainsi clairement démarqué du gouvernement, mardi 4 novembre à Montpellier, faisant entendre sa différence, sur quatre thèmes : décentralisation, rôle de l'Etat, recherche, protection sociale et réforme hospitalière.

Après avoir visité le salon international Euro-médecine, M. Mitterrand a notamment déclaré, à l'hôtel de ville :

— Décentralisation : le dynamisme de Montpellier et de sa région dans le domaine des technologies nouvelles prouve qu'il ne s'agit pas d'une simple réforme administrative mais d'un changement profond qui donne à un projet de société cohérence, force et avenir. La décentralisation est devenue le principal creux où s'opère l'alchimie du développement du pays et où se dessine le visage de la France du vingtième et vingt-et-unième siècle. M. Mitterrand réaffirme ainsi une forme volontaire par cette réforme qu'il a mise en œuvre et à laquelle M. Chirac, méfiant, veut imposer une « pause ».

— Rôle de l'Etat : « La puissance publique doit être là, modeste, attentive, sans chercher à se substituer à l'initiative privée, accompagnant tous les efforts qui ne seraient pas accomplis sans elle. » — Rien ne se fera sans une volonté politique

cohérente et organisée, sans une grande ambition pour le pays. » M. Mitterrand, qui applique son propos essentiellement à la recherche et à la science, se place ainsi en contrepoint d'une action gouvernementale marquée par le désengagement de l'Etat.

— Recherche : « Il y a peu de matières mots. J'en connais une, c'est la recherche. » M. Mitterrand qualifie la recherche, « sans esprit politique », de « devoir national ». « Le chômage, les difficultés d'insertion des jeunes, l'extension du chômage de longue durée, ne trouveront leurs réponses que par un effort résolu en faveur de la science (...). La solidarité nationale doit veiller à ce que ceux qui ne peuvent s'adapter à ces changements n'en soient pas exclus. » — Un pays qui fait de la recherche une priorité est sûr de préparer les décennies qui viennent. Le chef de l'Etat intervenait au moment même où l'Assemblée nationale débattait d'un budget de la recherche dont les crédits sacrifieraient à la rigueur budgétaire.

— Protection sociale et structure hospitalière : « Nous devons garantir à chacun, riche ou pauvre, le droit d'accès au meilleur de la médecine. Notre système de protection sociale et notre organisation hospitalière l'ont permis jusqu'ici. Sachons les préserver. » M. Mitterrand s'exprime sur ces sujets alors même que l'on craint pour la sauvegarde d'une protection sociale égale pour tous et que M. Michèle Barzach, ministre délégué de la santé et de la famille, défend un projet de loi qui prévoit notamment le retour du secteur privé dans les hôpitaux publics.

Au terme de cette allocation, M. Mitterrand a courtoisement remercié M. Barzach, comme prévu, par le même avion que lui. Le ministre a décliné l'offre ainsi renouvelée.

Avant de s'exprimer à l'hôtel de ville, le chef de l'Etat avait parcouru à pied les quelques centaines de

SCIENCE & VIE



CONNAISSEZ-VOUS LA BIOMÉTRIE ?

La biométrie, elle, vous connaît. Personnellement. L'ordinateur biométrique vous identifie par une mesure effectuée sur votre propre corps. Infalsifiable.

OÙ BRONZER CET HIVER AUX MEILLEURS PRIX ? C'EST DANS GAULT-MILLAU MAGAZINE DE NOVEMBRE

Chez tous les marchands de jouvenceux



HEMISPHERES

Manteau classique
Michel FIRER

En exclusivité
pour HEMISPHERES,
en laine à chevrons
en 3 coloris, 3650 F.
Uni en cashmere, 3950 F.
Une palette de couleurs
importante pour une écharpe
en cashmere, 1080 F.

1, boulevard Émile-Augier, 75116 PARIS
22, avenue de la Grande-Armée, 75017 PARIS

FOURRURES THIERRY MULLER

artisan

Belles collections automne-hiver
Clinique fourrures • Réparations • Transformations
72, rue de Flandre - Paris - Tél. : 42-08-52-50

Une fourrure s'achète chez le spécialiste

LUCIEN FLAUD

FOURREUR

vous garantit de qualité

Grand choix - Prix très étudiés

Toutes tailles et petites femmes

4^e étage 7 RUE DE LA PAIX Ascenseur

42.61.74.34

LE
FOURREUR
DE
COPENHAGUE,
DE
NEW-YORK,
DE
LONDRES,
EST
MAINTENANT
A
PARIS.



Un grand nom de la four-
rure s'installe à Paris. Ve-
nez découvrir rue Saint
Honoré le nouveau style
de la fourrure contempo-
raine de qualité.

Représentant exclusif de la Cour du Danemark

BIRGER

CHRISTENSEN

RAD

Fourrure

412, rue Saint-Honoré

75008 Paris

Demandez-nous conseil pour transformer
vos fourrures - Tél. : 42.60.36.50

FOURRURES

ROBERT MARCUS

ACTUELLEMENT PRIX EXCEPTIONNELS !
EN VEDETTE LES VISIONS A PRIX IMBATTABLES

Des nouveautés :

une pelisse en jean amovible doublée lapin : 3 850 F

Veste en agneau façonné : à partir de 4 500 F

3, avenue de Villiers (17^e) - 42-27-46-76

LA PAVA'NERIE

FOURRURES SUR MESURE
PRET A PORTER

AGNEAU DOUBLE FACE

Place de Passy - 18, rue Duban, Paris 16^e
Tél. : 45-20-93-14.

RÉPARATIONS - NETTOYAGES - TRANSFORMATIONS - GARDES

Christian
Dior

30, avenue Montaigne
12, rue Boissy-d'Anglas
PARIS 8^e

LES FOURRURES MALAT

FOURREUR

FABRICANT

GARANTIE

DE CONFIANCE

PELISSES ET CUIRS.

Grand choix de manteaux et vestes à des prix très étudiés pour

leur qualité et la finition du travail. Spécialiste sur mesure.

Grande taille, réparations, transformations.

Possibilité crédit. Service après-vente. Tél. : 878-80-87.

Ouvert du lundi au samedi sans interruption.

47, rue La Fayette, 75009 Paris - M^o La Paillote

Vison, marmotte, mouton :

« **L** A fourrure tourne bien », affirme Georges Constant, secrétaire général de la fédération professionnelle. Il s'agit en effet, pour lui, du plus vieux métier du monde, la honte ayant habillé Adam et Eve de peaux de bêtes lorsque l'ange les chassa du paradis. Les élégantes d'aujourd'hui accordent leurs faveurs au mouton et au vison, aux deux extrêmes du luxe.

Quelque mille deux cents entreprises à travers la France emploient vingt mille personnes dans la fourrure, et ce, malgré l'augmentation à 33 % du taux de TVA, seuls le mouton et le lapin restant à 18,6 %. La plupart sont à la fois fabricants et détaillants, souvent depuis plusieurs générations. A Paris, ils ont pignon sur rue aussi bien dans les artères à vocation commerciale que

dans les quartiers résidentiels où ils réussissent à maintenir des relations suivies avec leurs clientes à travers leur remarquable service après-vente. Ils gardent, nettoient et transforment les vêtements, notamment en morte saison, d'avril à juillet.

Si les pays scandinaves, le Canada, les États-Unis et l'URSS sont les plus importants producteurs de pelletteries, l'élevage de visons de Beauregard en Charente se classe troisième sur le plan

Formes carrées



RAYMONDE LESCUR : pelisse YVES SAINT-LAURENT, parements de mouton.

MERENLENDER : redingote d'agneau plongé de Millau vert bronze, à col boulé et poignets en renard lustré pekan.

ALEXANDRE : veste épanlée de vison naturel, châtaigne foncé, chambré, lustré et imperméabilisé.

ou vert bouteille, et de longues vestes amples en *fin racoon* (marmotte de Finlande). Des visons réversibles remplacent les pelisses.

Mécène, collectionneur de tableaux modernes, Birger Christensen apporte de son Danemark natal une façon chaude et moelleuse de traiter la fourrure pour protéger du froid. Il réalise aussi les modèles de *Claude Montana* et de *Ralph Lauren* désormais accessibles à Paris. Ses longs pardessus de vison se distinguent par leurs cols bien ajustés et leur double boutonnage doré. Une originale parka en renard roux argenté naturel est ourlée de renard noir.

La somptuosité des visons s'étale sur un étage entier des fourrures George-V qui importent la collection canadienne Grosvenor. Des effets de bavolets aux grandes écharpes, tout est conçu pour - 30%.

Les visons lustrés en couleurs dégradées, c'est la spécialité de Lucien Flaud, travaillés de façon à éclaircir le visage en gris, bleu ciel à acier, rouge, tabac ou champagne. Les vestes *dark on lunarine* sont traitées en classiques pour le jour comme le Swakara réversible.

Jeux de manches chez Maurice Kotler en grands manteaux de vison amples et carrés, qu'on vient chercher ici en tons *black glama*

ou *lunarine*, croisement le plus proche du carmin naturel, sans oublier les chinchillas.

Merenlender, c'est la super-qualité pour elle et lui. Fournisseurs en vêtements de cuir des couturiers parisiens en prêt-à-porter, les trois frères sont aussi fourreurs et réalisent, exclusivement, en sur-mesure tailleurs, manteaux, pelisses et imperméables, du porc velours à l'agneau plongé de Millau.

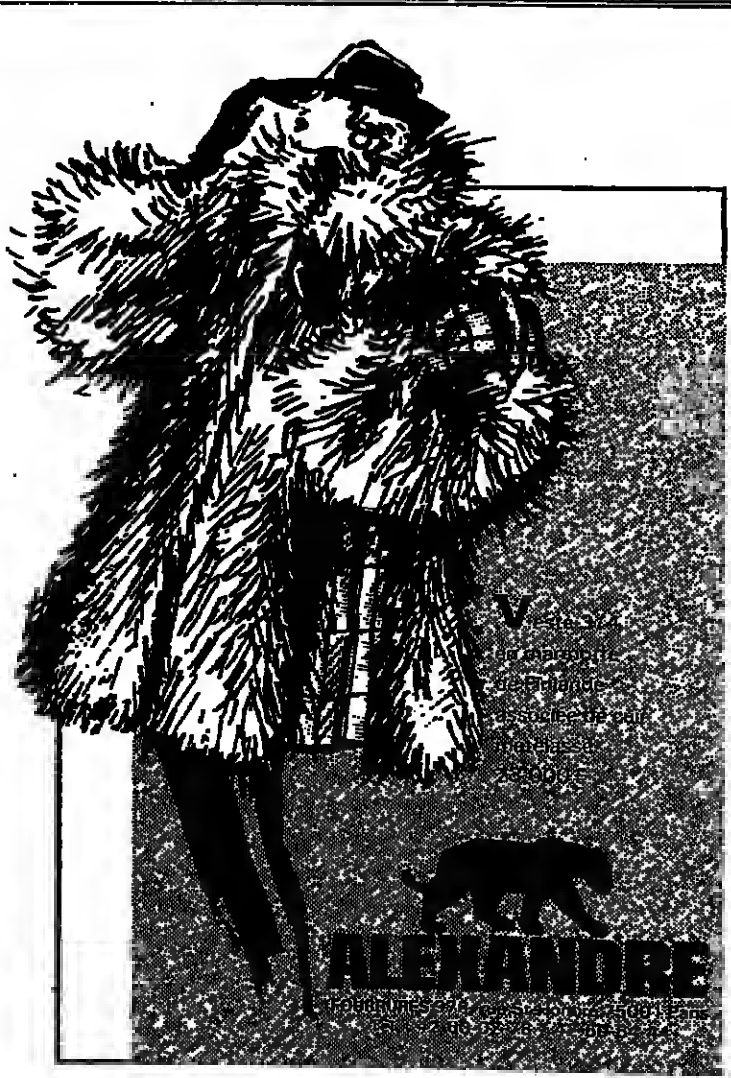
La Pava'nerie offre de nouveaux agneaux doubles, à dessins tachetés, frappés comme le cuir de Cordoue. Ils sont légers et souples, bénéficiant d'un traitement antipluie au tannage qui en facilite l'entretien.

Du manteau de cocher à la réussite sociale

Le vison était surtout connu au début du siècle pour sa solidité et on en doublait les pelisses de cocher, tandis que les élégantes des romans de Colette préféraient à l'astrakan solide la souplesse moelleuse de la zibeline.

Cependant, l'amélioration des procédés de tannage et d'appât de la fourrure permettant, dès avant 1914, sa démocratisation. Si les pelisses masculines s'apparentent aux manteaux de cavaliers et dégagent les bottes, les automobilistes s'enveloppent dans des houppelandes de pelages rustiques à poils longs, dont la marmotte, le putois et autres sauvagines, aujourd'hui reproduits à cet effet.

Le vison, symbole de réussite sociale, prend la relève de la zibeline, notamment aux États-Unis où les éleveurs réussissent, après la dernière guerre, les croisements stabilisés en teintes définies. Le plus répandu est le *dark*, le *lunarine* se rapprochant du sauvage, le *black glama* étant un des plus cotés. Pour leur part, les Scandinaves lèvent la *Sega*, de renards et de visons. Les Soviétiques utilisent la griffe *Bargouine* pour les zibelins, et transforment en lebeles les robes russes des visons et des breitschwanz.



هكذا من الأمل

مكتبة الأمل

le tiercé 86 de la fourrure

mondial. Il est spécialisé dans le « demi-buff » (traduit *buffalo* du Sioux : sauvage), teinte très appréciée, dont il exporte les étalons vers les Etats-Unis. Simon, du côté de Vannes, est aussi très connu. On commence à y élever des putois et des marmottes de Finlande, appréciés pour leur souplesse dans la catégorie des poils demi-long.

Après une absence de quelques saisons, l'astrakan Swakara voit ses cours

remonter, les éleveurs de Namibie ayant multiplié les croisements clairs supportant la teinture. Ils retrouvent ainsi la double rentabilité dont jouissent également les éleveurs de visons, la graisse fournissant les émoulinants de l'industrie cosmétique.

Sur le plan pratique, les manteaux d'agneau ou de mouton se situent, avec le lapin, dans les premiers prix : à partir

de 6 000 F le veste, les astrakans griffés autour de 25 000 F. Les visons commencent à 15 000 F dans les grands magasins, notamment aux Galeries Lafayette, au Printemps et à La Samaritaine, qui multiplient leurs stands de marques. La plupart des fourrures accordent des facilités de paiement, sur six à huit mois, voire un acompte au comptant.

NATHALIE MONT-SERVAN.

et longs manteaux



FOURRURES GEORGE-V : 7/8 en vison « Black Glama » à double bavolet et grande écharpe.



BIRGER CHRISTENSEN : manteau en tani, genre de marmotte dorée, à col moyen et manches à l'horizontale.



CHRISTIAN DIOR : manteau en renard « Saga » travaillé en chevrons contrastants noir et beige cristal.

grands manteaux très élaborés à la haute fourrure.

Le volume des cols donne un confort souple aux vestes de cuir fourrées de Roger Gerko, dont la doublure de lapin rasé peut se porter en gilet. Les mariages de couleurs en chat sauvage mettent l'accent sur l'écoïsaie. Le ragondin est taillé en modèles de ville.

Pour celles qui aiment le changement, les Deux Oursons proposent, en occasion, quelque mille cinq cents pièces, de 500 F à 20 000 F, achetées à des particuliers de France, des Etats-Unis ou du Canada où les fourreurs représentent les vêtements au lieu de les transformer. De la veste de renard bleu au vison allongé, les prix représentent environ 50 % du neuf.

Lady Troc a choisi une approche différente : « Vous entrez en vieux vison, sortez en lapin neuf », explique M. Rodzynek. Achats et dépôts-vente se complètent d'échanges et de reprises. Les modèles Riccardo Rozzi neufs sont présentés dans un local séparé. Vedette de la saison : un manteau de renard et de cuir en douze coloris, 15 900 F.

RAYMONDE LESCUR
FOURRURES - PELISSES : YVES SAINT-LAURENT
JUSQU'A 30 % DE REMISE
Centre Maine-Montparnasse (15^e)

LADY TROC FOURRURES
membre de la chambre syndicale de la Fourrure
ACHAT-VENTE-ÉCHANGE
« OCCASIONS SÉLECTIONNÉES »
Création neuve signée : Riccardo Rozzi
13, rue de l'Etoile - 75017 Paris - Tél. : 47-88-37-37 et 42-87-88-89
Métro Etoile (sortie av. Wagram) - Du lundi au samedi 10 h à 19 h

Vivez l'hiver en fourrure griffée!
N°1 DE LA FOURRURE D'OCCASION
La qualité du neuf au prix de l'occasion
Achat - Dépot - Vente
LES DEUX OURSONS
106 Bd de Grenelle
Paris 15^e M^o La Motte Picquet
45 75 10 77

ADRESSES A PARIS

- Alexandre : 376, rue Saint-Honoré (1^{er}).
- Birger Christensen : 412, rue Saint-Honoré (1^{er}).
- Christian Dior : 30, avenue Montaigne (8^e).
- Les Deux Oursons : 106, boulevard de Grenelle (15^e).
- Fourrures George-V : 40, avenue George-V (8^e).
- Lady Troc : 13, rue de l'Etoile (8^e).
- Lucien Flaud : 7, rue de la Paix (2^e).
- Maurice Kotler : 10, rue La Boétie (8^e).
- Morandier : 3, faubourg Saint-Honoré (8^e).
- La Pava/Morie : 18, rue Duboué (10^e).
- Raymonde Lescur : centre Maine-Montparnasse (15^e).
- Reillon : 40, rue La Boétie (8^e); 44, rue du Dragon (8^e).
- Robert Marcus : 3, avenue de Villiers (17^e).
- Thierry Muller : 72, rue de Flandre (19^e).
- Paco Rabanne : 7, rue du Cherche-Midi (6^e).
- Robert Baudouin : 59, rue La Boétie (8^e).
- Léon Vissot : 49, faubourg Saint-Honoré (8^e).
- Roger Gerko : 5, rue Saint-Roch (1^{er}).

Au centre Maine-Montparnasse, Raymonde Lescur représente le luxe. En vitrine, le manteau de mouton *tableau* dans les couleurs de Mondrian. C'est le royaume des griffes : *Pierre Balmain* en parka de monton imprimé panthère, visons *Guy Laroche*, pelisses et manteaux *Yves Saint Laurent*.

Aux Galeries Lafayette, Chloe de Bruneton se concentre sur les blousons édités de mouton doré, opossum de Tasmanie ou vison, et pare de manches en marmotte un dufile-coat d'agneau plongé noir.

Jean-Paul Avizon chez Revillon joue le quotidien, de la pelisse et du manteau de mouton laine jusqu'à la veste de vison violet d'une ampleur carrée, les longues redingotes se réchauffent d'écharpes et de poignets de vison. La maison réalise pour Paco Rabanne des manteaux au relief de fleurs de vison sur vison rayé.

Affaire presque centenaire, Robert Marcus se transmet de mère en fille. Les peaux sont achetées directement à Leningrad, Montréal ou Londres pour

maintenir de bons rapports qualité-prix.

Dans ce quartier résidentiel, les adolescentes se voient offrir à seize ans une veste de lapin imprimé castor ou panthère. Les trois-quarts de fouine marron et blanc rivalisent avec les pelisses de jean pour le jour.

Les pelletteries offrent un large éventail chez Thierry Muller, une boutique artisanale travaillant aux mesures et en prêt-à-porter : *fin racoon*, renard bleu, rat d'Amérique aux tons roux fondés et pétales de vison, un patchwork de ventres du carnaissier en losanges, particulièrement chaud, léger et abordable.

Robert Beaulieu gense en contraste ses manteaux sport de mouton naturel laine et découpe en bandes fines des flancs de marmotte. Il reste fidèle aux visons réversibles Sage sur cuir noir ou châtaigne.

Léon Vissot lance, en avant-première du centenaire de sa maison en 1987, un rayon boutique de renards et de cuirs vifs, d'astrakans et de vestes de vison, réservant le chinchilla beige et les

Visons en vedette
aux FOURRURES GEORGE V
MANTEAUX

VISION Dark	24850F
VISION Ranch	32750F
VISION Pastel	38650F
VISION Tourmaline	41750F
VISION Koh-i-noor	43750F
VISION Saphir	45000F
VISION Blanc	48750F
VISION Rovalia	55000F
VISION Lunaraine	56850F

VESTES

VISION Dark milleraie et Renard	11850F
VISION Dark	26750F
VISION Mahogany	18750F
VISION Tourmaline	34850F
VISION Lunaraine	38750F
VISION Blanc	42750F

"Collection Haute Fourrure GROSVENOR CANADA"
Exclusivité pour la France
Les plus prestigieuses collections de visons Blackdiamond, Blackglama, Saga, Canada Majestic, Emba...

Le plus grand choix en France de somptueuses Zibelines de Russie
10, Av. George V, Paris. 8^e

l'atelier CUIR DES GRANDES GRIFFES



réalisé sur mesure pour Elle, pour Lui des superbes vêtements de peau, de fourrures et ses vêtements de pluie 3, FAUBOURG-ST-HONORE 13^e (appel) 42-85-12-38

Via Veneto

115, av. St-Lambert, 06100 NICE Tél. 93-51-56-55

Société

Devant la cour d'assises de Paris

Cinq ans de prison avec sursis pour « un crime inexplicable »

La cour d'assises de Paris a condamné, mardi 4 novembre, à cinq ans de prison avec sursis Grazziella Castellano. Si l'on se contentait seulement d'ajouter que cette peine sanctionne un double infanticide par noyade dans une baignoire, il y aurait assurément de quoi demeurer perplexe. Seulement voilà, cette noyade, le 24 janvier 1985, personne n'est capable d'en déceler les raisons. Si l'avocat général, M. Henri Saludo, a pu parler d'un « crime insoutenable », nous ne comprenons pas non plus, devait dire de son côté M. Michel Cotta, chargé de la défense.

Faute de comprendre ce geste d'une mère qui aimait follement aussi bien Vladimir, quatre ans, qu'Alexis, trois ans, il restait à faire connaître ce que l'on savait de cette mère, à reconstituer tant bien que mal l'histoire d'une vie marquée par six tentatives de suicide, l'histoire d'une femme qui garde dans le crâne la balle qu'elle se tira lors d'une de ces tentatives, dont aucune ne relève du chiqué.

Cette histoire commence en Argentine, la patrie de Grazziella. Elle y naquit le 3 octobre 1941. Tout concorde aux prédictions d'un bonheur, au moins matériel. Le père, pharmacien, éduqua les aînés comme il convenait. Certes, Grazziella n'a pas connu la réussite sociale d'un frère-médecin, d'une sœur avocate. Elle n'a été qu'institutrice, puis bibliothécaire, mais sans joie ni vocation. Sa vocation, c'était la peinture.

Précisément, parce que sa mère s'y opposait, Grazziella, à dix-sept ans, absorbe des barbituriques. On la sauve. Quelques années plus tard, des fiançailles avec un jeune médecin sont rompues. Elle s'ouvre les veines des poignets. Bibliothécaire à la faculté de médecine de Buenos Aires, un professeur la courtise, puis la délaisse. Une fois encore elle cherche la mort. Elle la cherche de nouveau après une longue hospitalisation. C'est ce jour-là qu'une belle restera logée dans sa tête. Il faut vivre de nouveau.

Militante syndicaliste, elle a hébergé un autre syndicaliste menacé par le régime du général Videla. Il s'appelle Clément Saevedra. Il a dix ans de plus qu'elle. Qu'importe ! Ils s'aiment. Mais il faut fuir parce que la police les traque. La France sera la terre d'asile. C'est là qu'ils se marieront en 1975. C'est là que naîtront successivement trois enfants, Livia, Vladimir et enfin Alexis. Mais c'est là aussi qu'il faudra sa faire à la dure condition de réfugiés politiques : pour elle, une place de concubine dans une école privée du dix-neuvième arrondissement ; pour lui, dans ce même établissement, des travaux d'entretien.

Un gardien de la paix parisien désemparé par trafic de faux documents. — M. Michel Bourgeois, trente ans, gardien de la paix au commissariat du huitième arrondissement de Paris, a été écroué, mardi 4 novembre, après avoir été inculpé de « fausses attestations, falsification de documents administratifs et usage, vol, recel, complicité » par M. Claude Grollier, juge d'instruction

Les trois grossesses de Grazziella ont été difficiles. Pourtant, elle a dit que chacune fut pour elle les instants les plus merveilleux de sa vie. Tout le monde dans l'entourage dira la même chose, louera la mère exemplaire. Il reste le passé. Les maux de tête constants, les accès d'angoisse répétés. Clément n'est pas non plus de tout repos. Dans ses moments les plus noirs, l'idée ne lui est-elle pas venue de tuer les enfants pour mourir après eux ?

« En les tuant, elle s'attaquait à elle-même une nouvelle fois », dira l'un des psychiatres, pour conclure, comme ses confrères qui ont examiné Grazziella, que, si la responsabilité peut être atténuée, il n'y a pas, à leur sens, d'irresponsabilité.

Le 24 janvier 1985, tout assaille la jeune mère : tension, fatigue, Livia, sa fille aînée, est en classe. Mais Vladimir et Alexis sont là, qu'il lui faut garder. Elle appelle un médecin pour prendre un rendez-vous et elle se sent au limites du la dépression. Mais qui veillera sur les petits ? Clément, qui travaille et à qui elle a demandé de venir à l'appartement pour qu'elle puisse se rendre chez son médecin, l'a éconduite. Quand il rentrera, sa journée achevée, il trouvera deux corps inanimés et Grazziella, agouillée devant eux, prosternée. Quand elle sortira de sa torpeur, ce sera pour demander où sont les petits. « Je ne sais pas ce qui s'est passé », a-t-elle encore répété tout au long de l'audience.

Voilà donc ce que l'on a vu. Voilà ce qu'a révélé la petite visage de tragédie que les jurés ont eu devant eux pendant ces quatre heures.

Détenue pendant neuf mois, Grazziella avait été remise en liberté le 18 octobre 1985. Depuis, elle a connu l'hôpital psychiatrique, des traitements multiples et, pour finir, le retour auprès de Clément, tout barbu, tout cheu, émouvant dans sa manière de dire à la fois qu'il e pardonné et qu'il e reconnu ses propres fautes. Il y aura aussi Livia, âgée aujourd'hui de huit ans. Il fallait bien parler là-dessus.

Dès lors, une petite demi-heure de délibération sous la présidence de M. Xavier Versini pouvait suffire pour en terminer avec cette affaire dont l'avocat général, en demandant les cinq ans de prison avec sursis qui ont été prononcés, devait dire qu'elle relève autant de la psychiatrie que de la justice.

Autant ? La mot pourra paraître faible. Mais ce n'est pas non plus la première fois que la psychiatrie laisse se débrouiller la justice.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

au tribunal de Paris. Le policier aurait participé à un trafic de faux documents administratifs, notamment de fausses cartes de police. Il e été notamment établi, à la suite de plusieurs perquisitions, que la carte de police du gardien de la paix avait été établie en double par un détective privé, M. Hubert Lohner, trente-deux ans, qui a été lui-même inculpé et écroué.

Au Conseil des vingt et un à Strasbourg

M. Robert Pandraud annonce que la France s'apprête à ratifier la convention européenne pour la répression du terrorisme

STRASBOURG (Conseil de l'Europe) de notre correspondant

Le gouvernement va proposer pour ratification au Parlement, « dans les meilleurs délais », la convention européenne pour la répression du terrorisme du 27 janvier 1977. M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, l'a annoncé, mardi 4 novembre, devant ses vingt collègues des pays membres du Conseil de l'Europe réunis à Strasbourg. M. Pandraud a précisé que, conformément à la Constitution et aux principes généraux du droit

français, la convention s'appliquerait sans rétroactivité.

Le ministre a expliqué que la France ne tolérerait pas que « son territoire devienne un sanctuaire pour les terroristes (...). Quant aux terroristes ayant pour objet la déstabilisation de certaines démocraties européennes, nous considérons, là aussi, qu'il n'y a pas d'asile qui tienne.

Les intéressés ont tout pouvoir de se manifester par le suffrage universel, qui est la véritable expression de la démocratie. Qu'ils aillent se faire voir ailleurs ! », a conclu le ministre.

C'est dans cet esprit, a-t-il souligné, pour « inscrister les terroristes » que cette convention sera utilisée comme un outil de plus dans la « panoplie » de lutte contre le terrorisme. M. Pandraud a ajouté qu'il n'y avait pas la contradiction avec le droit d'asile : « Nous le respectons, mais par forcément sur notre territoire », a-t-il précisé, en évoquant d'éventuelles expéditions vers des pays tiers. Enfin, M. Pandraud a indiqué qu'il ne « comprenait pas ce que voulait dire le droit d'asile » entre pays membres de la CEE.

J.F.

Dix ans de réflexion

Les Etats n'extradent pas les étrangers qui ont trouvé refuge sur leur territoire lorsque ces derniers sont animés par un dessein politique.

La liste est longue des crimes et délits auxquels la convention dénie d'avance tout caractère politique : détournements d'avions, prises d'otages et, selon une formulation extrêmement vague, les actes « graves » contre les biens lorsqu'ils créent « un danger collectif contre les personnes ». Avec ce système, il n'y a guère que les délits de presse qui échappent à la qualification de droit commun.

Un rude débat en perspective

Depuis deux lustres, les critiques de la gauche se sont concentrées sur cette disposition. Si M. Mitterrand laisse faire, aujourd'hui, c'est, explique-t-on à l'Elysée, que M. Chirac s'est engagé à faire jouer une autre clause de la convention, qui permet aux Etats signataires de déclarer, au moment de la ratification, qu'ils se réservent la faculté de refuser, au coup par coup, l'extradi-

tion d'un étranger s'ils considèrent avoir affaire à un vrai militant politique.

Curieusement — ou significativement — M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, a oublié de mentionner cet engagement cohabitationniste, mardi, au cours de sa conférence de presse à Strasbourg. Un simple « oubli », s'empresse-t-on d'expliquer aussitôt au ministère chargé des affaires européennes, où l'on confirmait l'autre engagement du gouvernement : les conventions de Strasbourg et de Dublin n'auront pas d'effets rétroactifs.

Ces assurances données par M. Chirac à M. Mitterrand suffisent-elles à écarter tout danger ? Non, car en vertu de ces deux accords les Etats qui n'extradent pas peuvent être amenés à juger eux-mêmes les militants politiques qu'ils refusent de livrer à un pays étranger. On imagine les risques de représailles que courrait la France si elle avait à traduire en justice des militants irlandais de l'IRA, une forme de terrorisme qu'elle a jusqu'ici évitée.

Le débat risque d'être rude à l'Assemblée nationale lors de la dis-

cussion du projet de ratification. On en avait eu un aperçu le 7 décembre 1977, au Palais-Bourbon, où M. Alain Peyrefitte, alors garde des sceaux, défendait le principe des conventions antiterroristes. Approuvé par M. Michel Debré (RPR), M. Jean-Pierre Chevènement (PS) avait dénoncé « l'abandon définitif du droit d'asile politique ». M. Debré avait même ajouté : « L'extradition ne peut être automatique, c'est contraire au principe du droit français ». Et de se demander : « Où est l'indépendance de la France ? »

Autres temps, mêmes arguments ?

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Sont liés par la convention de Strasbourg : l'Autriche, la Belgique, Chypre, le Danemark, la République fédérale d'Allemagne, l'Islande, l'Italie, le Liechtenstein, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie et le Royaume-Uni. Ne sont pas liés par la convention de Strasbourg : la France, la Grèce, l'Irlande et Malte.

Environnement

Le Rhin fortement pollué après l'incendie d'un entrepôt de l'usine Sandoz

Un « téléphone rouge » pourrait prochainement relier les autorités suisses de Bâle et les autorités françaises de Saint-Louis. Cette proposition a été faite le 4 novembre, soit quatre jours après l'incendie d'un entrepôt du groupe Sandoz proche de Bâle, lors d'une réunion rassemblant des responsables et des élus suisses et français. Ainsi seraient évités les retards de l'information que les Français reprochent aux Suisses. Autres

propositions : la création d'un groupe de travail mixte où se retrouveraient des spécialistes des secours des deux nationalités, et l'envoi d'officiers de liaison dans le cas d'accidents susceptibles d'affecter les zones frontalières. L'ensemble de ces propositions sera soumis le 24 novembre prochain à une commission franco-germano-suisse.

BALE de notre envoyé spécial

A défaut d'avoir jusqu'ici réussi à en déterminer les causes, les autorités locales et les responsables de l'entreprise Sandoz s'appliquent à tirer les premières leçons de l'incendie qui a détruit, dans la nuit du 31 octobre en 1^{er} novembre, un entrepôt du groupe chimique suisse dans la banlieue de Bâle. Tout en cherchant à rassurer l'opinion, des représentants de la société Sandoz ont confirmé, le mardi 4 novembre, en cours d'une conférence de presse, que le Rhin avait été fortement pollué à la suite de l'accident.

En aval du lieu du sinistre, les premières analyses d'eau du fleuve avaient fait apparaître d'importantes concentrations de produits toxiques, en particulier de mercure et de phosphore. Ainsi, le niveau de toxicité, mesuré dans la matinée du 1^{er} novembre, était cent fois supérieur au degré tolérable par les poissons. En revanche, aucune trace de mercure ni d'autres produits toxiques dangereux pour la santé n'a été détectée dans l'air. Des échantillons toxiques ont tout en plus été enregistrés à proximité du lieu de l'incendie, mais en très faibles quantités, « atteignant à peine le cinquième

des concentrations maximales admises sur les lieux de travail ».

Les porte-parole de Sandoz ont également fourni des précisions sur le volume et la composition des stocks de l'entrepôt détruit par les flammes : au total, 1 250 tonnes de produits chimiques, soit d'avantage que ce qui avait été initialement annoncé. Le sinistre dégagé par l'incendie contenait, notamment, du dioxyde de soufre, de l'oxyde d'azote et du mercaptan. L'analyse des filtres de divers bâtiments voisins et des masques de protection des pompiers devrait permettre d'apporter d'autres indications sur les substances qui se sont dégagées dans l'air.

Pour l'heure, les causes du sinistre ne sont toujours pas connues. Le service scientifique de la police de Zurich, chargé de l'enquête, n'a rejeté aucune hypothèse : défaillance technique, incendie criminel ou négligence. En attendant, les autorités bâloises examinent les moyens d'améliorer les normes de sécurité.

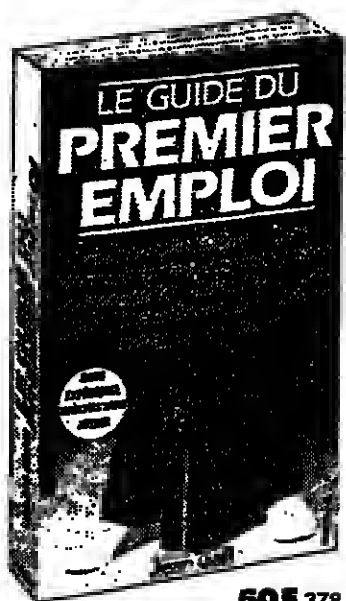
En Suisse, où les problèmes de l'environnement figurent parmi les principales préoccupations de la population, et où les prochaines élections fédérales auront lieu en 1987, tous les partis politiques réclament un renforcement des mesures de contrôle et de sécurité dans l'industrie chimique.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

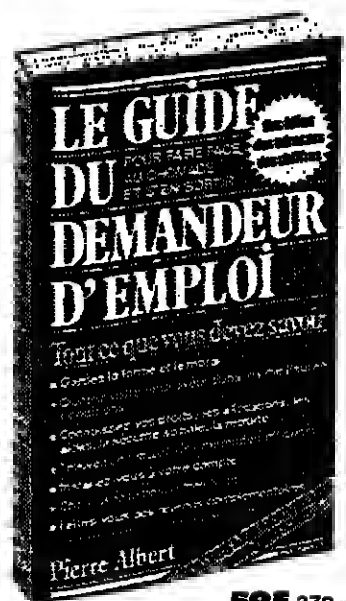
• Émissions toxiques à Louviers (Eure). — Six personnes — quatre policiers et deux pompiers — ont été intoxiquées dans la nuit de lundi 3 à mardi 4 novembre dans un immeuble du centre de Louviers (Eure) par un produit dont la nature n'était toujours pas connue mardi après-midi.

Environ cinquante personnes ont été évacuées de l'immeuble, et elles n'auront pas le droit de revenir tant que le produit toxique ne sera pas identifié. Cent autres personnes évacuées de deux immeubles voisins avaient pu regagner leurs appartements dans la soirée.

EMPLOI ... MODES D'EMPLOI



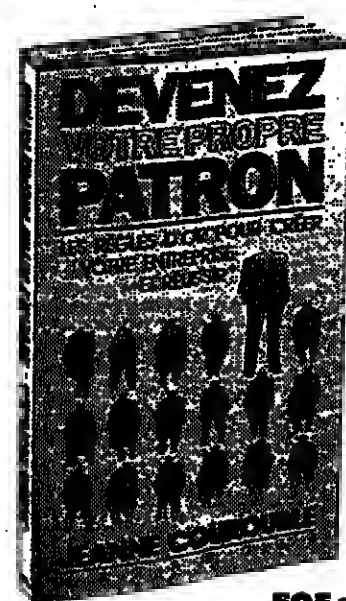
Un instrument précieux pour les jeunes démarrant dans la vie professionnelle. Philippe Seguin, Ministre des Affaires Sociales et de l'Emploi



Voilà un guide qui vous prend, si vous êtes chômeur, quasiment par la main... La Motin



5 millions de Français sont fonctionnaires ! Pourquoi pas vous ?



Ce livre est une boîte à outils souhaitée pour qui veut réellement se lancer sur le sentier de la création d'entreprise et de l'accomplissement de ses ambitions. Bernard Tapie

marabout

هكذا من الأعمال

هكذا من الأهل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

André Boucourechliev parle de Franz Liszt

Le corps piano

Liszt fut le « créateur du piano moderne », le « seul transcritteur heureux » et, peut-être, le « pianiste idéal » : coup de chapeau d'un compositeur de notre siècle à son confrère mort il y a cent ans.

Le fait étonnant, impatience, déconcerte, on ne peut le nier : il s'est joué, et enregistré, en 1986, plus de transcriptions que durant les vingt dernières années, cela à une époque qui ne badine pas avec l'authenticité. Transcription : trahison ? C'est selon. Lorsque Mahler amplifie pour orchestre à cordes le quatuor *Jeune Fille et la Mort*, de Schubert, lorsque Busoni resserre aux dimensions du clavier les pages pour orgue de Bach, le glissement est peu perceptible de l'instrumentation originale à la « seconde lecture ».

Autre chose lorsque Liszt réécrit pour un ou deux pianos les symphonies de Beethoven : on peut alors parler, selon le goût que l'on a du résultat, de nouvelle naissance ou de dévitalisation

entre nature. Autre chose, encore, lorsque Godowski « enjolive » les *Études* de Chopin ou lorsque Schulz et Evler transforment le *Beau Danube bleu* en bis immortel pour pianistes acrobates : le goût de faire mousser l'interprète passe alors clairement avant le respect de l'original.

« La musique de chambre a été écrite pour une « chambre », mais elle ne peut réellement être jouée sous cette forme que par les exécutants eux-mêmes. Dès qu'on la transpose dans une salle de concert, son intimité a déjà disparu », écrivait Mahler pour se justifier face à Schubert : à partir du moment où la musique passe de l'idée à la réalité, il faut marchander. La transcription est une compromission bien intentionnée.

« Il faut voir ce que la transcription fait gagner, et ce qu'elle fait perdre », dit André Boucourechliev, que nous avons interrogé sur le transcritteur le plus acharné, Franz Liszt, dont c'est l'année. Liszt voulait tout prendre, tout jouer, c'était un prédateur. Il ne transcrivait pas par goût du second degré, par alexandrinisme, mais pour dire qu'il était, à travers ce qu'il aimait. Il

fut peut-être le seul transcritteur heureux face à ces fabricants de kitsch que furent les Tausig, les Thalberg. Il ne transcrivait pas n'importe quoi, il choisissait au sommet et il savait ce qu'il risquait d'ainsi se confronter aux compositeurs qu'il admirait. Ses transcriptions des lieder de Schubert sont parfois plus belles que l'original.

Se substituer à l'orchestre

« Avec les symphonies de Beethoven, en revanche, il devait bien savoir que l'entreprise était hasardeuse, mais il l'assumait. Il devait tabler sur sa présence au piano, sur son aura, sur son charisme d'interprète pour oser se substituer à l'orchestre et parler au nom de Beethoven. Celui-ci, musicalement, n'y a rien gagné. Les pianistes qui jouent aujourd'hui ces transcriptions n'y gagnent rien non plus, sauf qu'ils relèvent un défi. Liszt, personnellement, y gagnait peut-être. Celui qui n'a jamais cessé d'y gagner, c'est l'auditeur.

« San plaisir est celui du second degré, certes, et, en ce sens, la vogue actuelle des trans-

criptions peut être assimilée au succès du post-modernisme. Mais ce plaisir passe par le corps d'un pianiste et échappe ainsi au domaine intellectuel.

« Le piano de Liszt n'était pas le réceptacle d'une pensée. C'était son corps, son hystérie, sa volonté de puissance, son langage, sa bouche, sa chair. De là, sans doute, cette soif de transcrire pour posséder le corps d'autrui. C'est par ce côté organique que Liszt est l'ancêtre du piano moderne.

« Il l'est aussi par les couleurs qu'il a su tirer du clavier et qui sans bien autre chose que le décalage en noir et blanc des timbres orchestraux. Il a mené jusqu'à l'aboutissement le plus complet les trouvailles sonores que Beethoven avait menées avec sa brutalité caustique, dans l'*Appassionata* par exemple. Ses traits dans l'extrême grave et l'extrême aigu, ces grands accords arpeggiés, ces trilles interminables, ces trémolos frénétiques, ne sont pas seulement des artifices pour faire durer des accords prompts à s'éteindre, ni des effets de froide virtuosité, mais des atomes sonores éparpillés, des spectres harmoniques projetés dans le temps des couleurs érites et produites, des timbres. Pourquoi, sinon, donner tout ce l'infini aux pianistes ?

« On a beaucoup épilogué sur la virtuosité, essentiellement pour la justifier, alors que la mise en scène que le virtuose offre de lui-même est un défi aux limites, un défi exalté. Le public en tire une exaltation équivalente. Cela mérite le respect. Peu importe que la jubilation particulière qui en découle précède indistinctement du pur et de l'impur, du bien et du mal, du « cirque » et de la difficulté vaincue. La particularité de cette aventure aux limites est qu'elle ne doit jamais échouer. Le virtuose n'a pas le droit de trébucher. D'ailleurs, il ne trébuchait jamais. La virtuosité n'a d'intérêt que pour un pianiste idéal. Ce pianiste, Liszt, peut-être, l'était.



Caricature sur Liszt. Galop chromatique exécuté par le « Diable de l'Harmonie » (18 avril 1843)

cher. D'ailleurs, il ne trébuchait jamais. La virtuosité n'a d'intérêt que pour un pianiste idéal. Ce pianiste, Liszt, peut-être, l'était.

« Le piano de Liszt se prolonge chez Debussy, seul dont est né le piano moderne. Chez Boulez, y compris dans sa première monnaie, chez Messiaen, chez Stockhausen (qui, à partir du cinquième *Klavierstück*, déclare « ne plus composer avec des notes mais avec des sons »), c'est le piano de Debussy que l'on entend. Même dans le premier livre des *Structures* de Boulez, cas limite où le piano semble n'être qu'un fournisseur de sons tant la pensée est rigoureuse et spéculative, il advient que l'instrument réaffirme ses droits, avec les éclats d'acier. Les formes félines qui lui sont propres. Les structures sont différentes, le langage repensé, mais le piano ne s'est jamais ouant affirmé qu'aujourd'hui

dans sa spécificité. Cela n'explique pas que j'aie beaucoup écrit.

« J'ai moi-même été pianiste, pour le piano (notre encadré). Les Archipels procèdent d'une complicité tant au concept que charnelle avec le clavier et prennent en compte le « pianisme » en son entier. Ce sont des œuvres ouvertes, des formes mobiles. Mais la part laissée aux interprètes y est moins mentale que physique. Certes, ils sont les manipulateurs de la forme, puis ils choisissent l'ordre des événements que je leur ai proposés. Mais je leur demande surtout de s'incarner, de se réaliser pleinement en tant que pianistes, à partir de structures labiles dont le corps définitif se constitue dans l'instant. »

Propos recueillis par ANNE REY.

D'archipels en mélodies

On aurait pu attendre d'André Boucourechliev, en cette année du centenaire, le livre définitif sur Franz Liszt qui aurait pris place aux côtés de son Schumann, de son Beethoven, de son Stravinski. D'autres livres sont parus, en grand nombre, que nous avons recensés (le Monde, 26-27 octobre, suppléments radio-télévision). Boucourechliev, nous sommes allés l'interroger et nous avons trouvé, posé sur le pupitre de son Yennah, la *Fantaisie sur Dan Juan de Mozart*, qui n'est pas, loin de là, la paraphrase la plus accessible du compositeur hongrois. A ce morceau de bravoure, le Français

dut autrefois sa licence de pianiste à l'Ecole normale de musique. Il l'avait appris en trois semaines. Et oublié deux jours après.

Né à Sofia il y a un peu plus de soixante ans, cet élève du Geseking pour le piano, compagnon de Bartók et de Maderna au studio de Milan pour la composition, dirige un séminaire à Normale sup, boulevard Jourdan, et enseigne cette année, au sein d'un groupe d'études musicales et musicologiques, la théorie du tempo chez Stockhausen. Comme le piano, auquel il a dédié un concerto, l'enseignement lui est « rivé au corps ».

Sa prochaine œuvre ne sera pas un nouvel Archipel, normalement générique pour ces œuvres ouvertes où l'interprète, seul ou en groupe, est amené « comme sur une carte marine » à exercer pleinement en cours de navigation sa liberté de choix, l'opus à venir sera un cycle de lieder, sur des poèmes de Jean-Pierre Burgart, « du vrai chant chantable, et du piano jouable », dont il existera une version (une transcription ?) pour mezzo et orchestre. Voix et piano : le choix du roi.

A. R.

Un nouveau Messiaen à Düsseldorf

Devant le Saint-Sacrement

LA réputation musicale de Düsseldorf était déjà grande au 19^e siècle : Mendelssohn y dirigea de célèbres Festivals du Rhin, et Schumann y passa les trois dernières années de sa vie active avant de tenter de se fonder dans le fleuve nourricier qu'il avait si bien chanté dans sa 3^e Symphonie.

Aujourd'hui, c'est le nom d'un compositeur français qui rayonne sur la ville natale d'Henri Heine, celui d'Olivier Messiaen : car, pour la quatrième fois (après 1968, 1972 et 1979), un imposant festival de ses œuvres y suscite pendant une semaine l'enthousiasme d'un public nombreux : songez que, trois fois de suite, la *Transfiguration*, superbement interprétée par les Düsseldorf Symphoniker et le Musikverein, sous la direction de Bernhard Klose, a rempli la Tonhalle, très belle salle de deux mille places, tout en rond, sous la coupole d'un ancien planétarium.

Cette fidélité exceptionnelle est due avant tout à la ténacité d'une des plus grandes interprètes de Messiaen, l'organiste Almut Rössler, qui n'a cessé de propager son œuvre à travers le monde. Et Messiaen l'a choisie pour créer sa dernière partition, le *Livre du Saint-Sacrement*, le 1^{er} juillet dernier à Detroit, puis à Londres, Bonn et Düsseldorf, avant qu'elle ne vienne la présenter à Paris en avril prochain.

Au cours d'une présentation familière, le musicien a déclaré notamment : « Cet ouvrage est une petite victoire sur moi-même. J'étais tellement rompu après mon Saint-François d'Assise à

l'Opéra que je pensais ne plus jamais composer... Et puis, pour répondre à une commande antérieure, je me suis remis à ma table et j'ai travaillé pendant un an, en 1984 et en 1985, à cette œuvre qui, d'elle-même, s'est allongée jusqu'à atteindre dix-huit pièces.

« Ce sont, d'une part, des actes d'adoration devant le dieu caché dans l'hostie, d'autre part, des méditations, à la suite de *Dom Martin*, sur les grâces que nous donne le Christ dans les différentes fêtes où nous célébrons sa vie terrestre.

« On y entendra des oiseaux, bien entendu, mais je me suis limité à ceux que le Christ a pu commettre en son temps : je suis allé les écouter dans le désert de Judée, sur la montagne où le Christ a jeûné quarante jours, et entre Massada et la mer Morte. »

Samedi soir, la Johanneskirche, église évangélique toute blanche, était comble pour cette première. Tant en haut resplendissait l'orgue de Rudolph von Beckerath, grand instrument mécanique de type classique allemand construit en 1954. A l'appel d'Almut Rössler, puissante Walkyrie de l'art spirituel qui, tel un ouragan, abolit les difficultés les plus terribles par une virtuosité stupéfiante et remplit les cœurs d'un lyrisme gorgé d'émotion, il donnait une image éblouissante de cette œuvre, écrite cependant pour un orgue moderne à transmission électrique. Et, à la fin, le compositeur et son interprète, rayonnants, churent rester prisonniers pendant dix minutes d'un

public en délire qui refusait de les laisser partir.

Quinze ans après les *Méditations sur le mystère de la Sainte Trinité*, Messiaen est donc revenu à l'orgue. Mais c'est l'atmosphère liturgique qui prédomine ici, la piété très humble de l'organiste qui prie en commentant par ses imprévisibles lectures, dimanche après dimanche, au cours de l'office toujours centré sur le mystère du Saint-Sacrement : la messe. La démarche théologique y est moins lourde que dans son imposant « traité » trinitaire.

De tendres effusions

Le rythme général de l'œuvre fait lui-même penser aux interventions de l'orgue pendant la messe : si l'ensemble dure cent dix minutes, les pièces sont relativement courtes, de deux à huit minutes, excepté le grand tableau dramatique de près d'un quart d'heure (n° 11), qui évoque la rencontre de Marie-Madeleine avec le Ressuscité à la fin de la première partie.

Messiaen alterne des visions spectaculaires « Les Ténébres et la Crucifixion » (n° 9) ; « La Résurrection » (n° 10) ; « Les Deux murailles d'eau de la mer Rouge » (n° 13) ; « La Présence multipliée » (n° 17), impressionnantes, chargées, quelquefois un peu rudimentaires, avec de très tendres effusions personnelles : la soif du croyant devant « La source de vie » (n° 2) s'exprime en un léger dialogue de voix scintillantes ; deux oiseaux et un alle-

luia grégorien célèbrent « Le Dieu caché » sous l'humble apparence du sacrement (n° 3), et le croyant répond par un vigoureux « Acte de foi » (n° 4), apparemment sans réplique.

Ces effusions culminent dans la seconde partie, avec les trois pièces centrées sur la communion (« n° 14, 15, 16 »), en particulier « La joie de la grâce », où le chant calme et lumineux de trois oiseaux illustre merveilleusement l'état de cette âme, baignée de paix, qui savoure la présence en elle de l'amour divin.

Peut-être est-ce à l'influence de son cher saint François d'Assise que l'on doit ce Messiaen plus frais, plus intime, à ses oiseaux en qui il voit des maîtres de liberté, et enfin au grégorien, présent à chaque page ou presque de ce *Livre du Saint-Sacrement*, dont il a dit à Düsseldorf : « J'aime le plain-chant par-dessus tout : c'est la seule musique religieuse qui vaille, car elle n'est pas emparassée de l'harmonie, des accords et des timbres qui nous encombrement... Et puis les moines qui l'écrivaient sont restés anonymes : n'est-ce pas merveilleux ? »

JACQUES LONCHAMPT.

* Les principaux responsables de ce Festival Messiaen, qui se poursuivra jusqu'au 7 novembre, sont, avec Almut Rössler, M. Bernd Diekmann, adjoint à la culture de Düsseldorf, et M^{me} Chantal Rathery, directrice de l'Institut français. Signalons la parution toute récente de *Musique et couleur*, un nouveau volume d'œuvres d'Olivier Messiaen avec Claude Samel, qui renouvelle et enrichit considérablement le livre paru il y a vingt ans (Ed. Belfond, 312 pages, 145 F).

Les disques à écouter

• Les transcriptions de Liszt

Les Symphonies de Beethoven n° 1 et 2 par Jean-Louis Haguenauer, n° 3 par Georges Pridemacher, n° 4 et 8 par Alain Planès, n° 6 par Michel Delbert (Harmonia Mundi), n° 7 par Ronald Smith (Nimbus), n° 8, 7 et 9 par Cyprien Katsaris (Teldec).

Lieder de Schubert : Jorge Bolet (Decca), Vladimir Sofronitzki (Harmonia Mundi), Brigitte Engerer (Philips).

Harold en Italie, transcription alto et piano, par Bruno Pasquier et Jean-François Heiser (Harmonia Mundi).

Wagner-Liszt : par Daniel Barenboim (Deutsche Grammophon).

Chopin (Chants polonais) : Claudio Arrau (Philips).

• Les transcriptions an général
Les Vêpres et Études de Chopin réécrites par Godowski, par

Jorge Bolet (Decca). Transcriptions romantiques par Rian de Waal (Etcetera). Intégrale Bach-Busoni (Ricordi). Deux symphonies « londoniennes » de Haydn transcrites pour quatuor à cordes, piano et flûte par l'auteur : Salomon String Quartet (Decca). *Quatuor et la Jeune fille et la mort* de Schubert transcrit pour orchestre à cordes par Mahler : Jeffrey Tate, English Chamber Orchestra (Pathé Marconi). Josef Lhevinne joue Tausig le *Beau Danube bleu* (Oiseau Lyre, import. Barclay).

• Les événements de l'année Liszt

Sept compact-disques par Jorge Bolet (Decca). Études transcrites, les deux concertos, par Claudio Arrau (Philips). Intégrale de l'œuvre d'orgue par Martin Heselböck (Orfeo). La Légende de sainte Elizabeth, Messe hongroise du couronnement, intégrale des poèmes symphoniques (Hungaroton).

Du 8 au 30 novembre 1986
à Marseille, Théâtre de la Criée

MARTINE PASCAL
MARCEL MARECHAL
dans
CAPITAINE BADA
de JEAN VAUTHIER
mise en scène
MARCEL MARECHAL
décor Jacques Angeniol

EXPOSITION

Les Grands Prix de Rome aux Beaux-Arts

Mythologie de la peinture

Un mois avant l'ouverture du musée d'Orsay, l'Ecole des beaux-arts exhume les œuvres qui ont fait sa gloire et son infamie, les tableaux des Grands Prix de Rome. Deux expositions jumelées qui replacent dans leur contexte ces ricanements de circonstance.

« M. CHIFFLART est un Grand Prix de Rome, et, miracle! il n'a pas une originalité. Le séjour dans la Ville éternelle n'a pas éteint les forces de son esprit; ce qui, après tout, ne prouve qu'une chose: c'est que ceux-là seuls y meurent qui sont trop fatibles pour y vivre, et que l'école n'humilie que ceux qui sont voués à l'humilité. » Chiffart, qui obtint l'illustre récompense en 1851, est resté moins célèbre que l'auteur de ces lignes, Baudelaire, qui exerçait ainsi son sens critique lors du Salon de 1859. Aussi ce n'est pas le tableau du lauréat, *Piricléas au lit de mort de son fils*, si beau, si émouvant soit-il avec son cadavre gris, sa douleur drapée de rouge, sa fenêtre sur Athènes éplorée, qui motive ici l'usage de la citation. Ce n'est pas non plus l'erreur ni la

justesse du jugement porté par l'écrivain. C'est bien plutôt sa façon d'évoquer l'Ecole des beaux-arts et ses prix.

On mieux, c'est tout cela à la fois: et Chiffart et la critique, et l'institution, et aussi les contradictions, les paradoxes qu'une histoire de l'art longtemps trop cambrée a fait naître et a entretenus. Or voici que nous pouvons juger sur pièces. L'Ecole des beaux-arts de Paris, deux ans après, on ne sait pourquoi, un voyage triomphal aux Etats-Unis, présente une exposition passionnante et essentielle pour la compréhension de cette période: « Les concours des Prix de Rome 1797-1863 », ensemble intelligemment complété par celui des concours d'esquisses, sous le titre « Avant les Prix de Rome ». L'une et l'autre sont dotées de catalogues splendides, brillants autant qu'informatifs.

Les Grands Prix de Rome ont eu et ont toujours mauvaise presse. Ils sont le pôle vers lequel convergent en définitive tous les opprobres jetés sur la peinture « académique ». Mais ils sont aussi le meilleur moyen de mesurer la liberté et la distance prise à leur égard par ceux qu'honore une meilleure fortune critique, de Delacroix aux impres-

sionnistes. Thuc ces artistes qui n'ont pas eu besoin du prix pour installer leur chevalet sur le terrain de la renommée. Ceux aussi qui l'ont raté, les Gérault, les Delacroix, les Millet, Moreau, Degas... et d'ont pas eu le terrible privilège d'aller se faire oublier de la scène parisienne, éloigné ans durant à Rome. Ceux enfin qui avaient les moyens du voyage d'Italie et n'avaient nul besoin de se risquer à cette épreuve empoisonnée. Mais qu'était-ce que ce Grand Prix qui ouvrait la route de la Ville éternelle?

Les deux dates qui encadrent l'exposition sont déjà de bons indicateurs. En 1796 est créée l'Ecole des beaux-arts, qui prend la suite de l'Académie royale, fermée en 1793, et qui sera tour à tour impériale et impériale, royale, nationale, enfin nationale supérieure... le jour où l'on commencera à douter, précisément, de sa supériorité. En 1863, deuxième date, est instaurée une profonde réforme qui bouleverse le système éducatif de l'école, selon des modalités qu'une autre exposition de l'école se fera un jour le plaisir de nous faire connaître. C'est donc près de soixante-dix ans, une vie d'homme, que recouvre notre ensemble, pendant lesquels — le paradoxe n'est pas mince pour

une exposition de peinture — tout l'enseignement et toute la vie de l'école sont consacrés au seul dessin.

La peinture, il faut aller l'apprendre à l'extérieur, dans les ateliers privés de maîtres qui s'appellent David, Vincent, Girodet ou Regnault. L'école, elle, se charge d'organiser les concours. Une suite infernale de concours, de plus en plus sophistiqués dans leur définition: anatomie, perspective (la tête noire des élèves), esquisse peinte, figure peinte, demi-figure peinte (nu torse). Une course d'obstacles dont la dernière et formidable barrière est le Grand Prix de Rome soi-même, rituel où nos héros sont susceptibles de communier sous deux espèces. La plus célèbre, et celle qui fait, depuis, s'esbaudir éhonnêtement les esprits « libres », est le Prix de peinture historique. L'autre, créée un peu plus tard (1817) et décernée tous les quatre ans seulement, est le concours de paysage, loi aussi historique comme il se doit de pareille époque.

Si les premiers donnent l'occasion d'acquiescer toute une bimbologie de médailles de premier, deuxième et troisième choix, les deux derniers vous offrent un voyage de cinq années à Rome en



Baudry: « Zanobia retrouvée sur les bords de l'Araxe » (Prix de Rome 1850).

pension complète, tous frais compris, à la Villa Médicis. Quand un prix n'a pas été décerné, il est remis à l'année suivante, ce qui permet alors à deux ou même à trois futures gloires de triompher la même année avec un même thème, comme Abraham Lenoir les pieds aux trois anges (Giacometti, Maillol, Lévy, en 1854), ou mieux *Zanobia retrouvée sur les bords de l'Araxe*. Ce très excitant sujet sera l'occasion, en 1850, des deux vraies et sérieuses splendeurs que sont les tableaux de Paul Baudry et de William Bouguereau, du meilleur de ce Bouguereau redécouvert il y a peu grâce aux musées aimables du Petit Palais.

Il y en a, c'est sûr, qui ricaneront. Mais c'est qu'il faut le gagner ce Prix de Rome! Les concurrents ont à passer trois épreuves. La première est celle de l'esquisse peinte, qui consiste à tracer, sur une minuscule toile « de 6 » un thème imposé, invariablement emprunté aux sucreries de la mythologie ou aux exaltations de la Bible. Les élèves planchent une journée durant. Ils fixent alors à tout jamais les personnages et la composition du grand tableau qui sera leur troisième et plus terrible épreuve. La plupart de ces esquisses peintes ont disparu. On en garde cependant une idée très précise grâce à l'exposition complémentaire de la chapelle des Petits-Angustins. Conservées par l'école, les tableaux vainqueurs du concours d'esquisse peinte y sont en effet réunis, concours autonome mais semblable par son caprice, son sujet, son format imposé, à la première épreuve du Grand Prix.

Les tableaux de la deuxième épreuve, vouée à la figure nue et qui durait quatre fois sept heures, ne restaient pas non plus propriété de l'école. Comme pour l'esquisse peinte, on en retrouve cependant l'équivalent à travers le concours de figure peinte (sur « toile de 25 ») dont quelques exemplaires nous sont présentés dans leur masse.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

MOIS DE LA PHOTO

Jean Sabrier, le puriste

Ainsi que Renger-Patzsch s'acorde: « Le monde est beau! », et que Francis Koller dit: « La France travaille », dans la lignée de Sorez, Jean Sabrier poursuit vingt ans plus tard une réflexion comparable sur les motifs, les lignes, les volumes et les formes. Usant du cadre comme d'un composant fonctionnelle géométrique, il distribue les sujets dans sa surface avec l'aplomb du graphiste dessinant une affiche. Fixant l'attention sur des motifs simples, célébrant l'ordre du quotidien qu'il salue en captant en gros plan un moteur d'avion, une roue de locomotive ou un capot de voiture. Détaillant la beauté de la technique, l'œil voyage dans la lumière à travers une verrière de verre, un sol d'église ou une « pyramide mathématique » d'objets identiques entassés. Sans héros ni pittoresque, cet autodidacte sérieux et anti-touriste qui travaille seulement dix ans anticipe l'approche objective de Bernd et Hilla Becher, et porte à son point d'expression optimal la photographie comme moyen de perception mécanique. — P.R.

* Jean Sabrier, photographe, Caisse nationale des monuments et des sites, hôtel Sally, 62, rue Saint-Antoine, Paris-4, jusqu'au 23 novembre, catalogue conçu par Pierre Barbaud et Jean-Jacques Poulet-Allemaury. Et aussi six monuments en quête d'artiste.

* Annoncé par erreur dans « Le Monde Photo » du 30 octobre, la semaine de débats à la FNAC, du 13 au 18 novembre, n'aura pas lieu durant le Forum du livre à la FNAC-Montparnasse mais à la FNAC située dans le Forum des Halles.



« Gouttes de pluie sur le capot d'une Simca Aronde » (vers 1955).

ADER PICARD TAJAN

COMMISSAIRES-PRISEURS ASSOCIÉS
12, RUE FAVART, 75002 PARIS - (1) 42-61-80-07
TELEX: 212563 F-ADERPIC

VENTE AUX ENCHÈRES
A MONACO - Sporting d'Hiver

Jeudi 13 novembre 1986 à 14 heures
Vendredi 14, samedi 15 novembre à 9 et 14 heures
COLLECTION ARMAND TRAMITSCH

Exceptionnel ensemble
de monnaies antiques
(première vente)

Appartenant à divers amateurs

Monnaies antiques - Royales françaises - Étrangères
Important ensemble de monnaies monégasques

Experts: Jean VINCHON,
Françoise BERTHELOT, Annette GUYONNET

Expositions:

1 - A Paris, chez l'expert
Jean VINCHON, numismatique, 77, rue de Richelieu, 75002 Paris
Tél.: (1) 42-97-50-00 jusqu'au 10 novembre

2 - A Monte-Carlo

Sporting d'Hiver, place du Casino, le jeudi 13 novembre de 9 à 11 heures



art déco jeunes

Des ateliers pour tous les enfants
de 5 à 15 ans
au Musée des Arts Décoratifs

- « Image et Son »: l'atelier vidéo.
- « L'Atelier du Dimanche »: dessiner en famille.
- « Les Mercredis de la Liberté »: réinventer la statue en toute Liberté...
- « La Mode T-Shirt »: le stylisme aux Arts Déco.

Et bien d'autres ateliers encore...

Art Déco Jeunes
Musée des Arts Décoratifs
107, rue de Rivoli, 75001 Paris
Tél.: 42 60 32 14, poste 975

MUSÉE MARMOTTAN

2, rue Louis-Boilly - 75016 PARIS - Tél.: 42.24.07.02

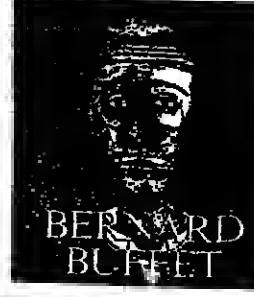
COLLECTION
BENTINCK-THYSEN
De Bruegel à GuardiCOLLECTION
GIVAUDAN

« Les Flacons de la Séduction »

du 22 octobre au 28 décembre 1986

Tous les jours, sauf le lundi. De 10 h à 17 h 30

Maurice Garnier présente en sa galerie
6, avenue Matignon à Paris jusqu'au 13 décembre 1986
une exposition d'œuvres choisies dans
l'Art monumental de BERNARD BUFFET
réunies à l'occasion de la parution du livre
consacré au peintre par Yann le Pichon



مكتبة الفن

CINÉMA

Diane Kurys tourne à Rome

Le rêve américain

Diane Kurys n'en finit pas d'être inquiète. « Le plus difficile pour moi est de garder le fil, de ne pas me laisser déborder par des émotions trop fortes, de ne pas me laisser influencer. Un homme amoureux est mon film le plus angoissant, car il est le plus ambivalent. »

EXPOSITIONS

MOIS DE LA PHOTO

IRVING PENN: THÉÂTRE DES RÉALITÉS. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson. Jusqu'au 9 décembre.

SALGADO. Maison de l'Amérique latine, 217, bd St-Germain. Jusqu'au 17 novembre.

ALVAREZ BRAVO. Musée d'art moderne, 11, av. du Président-Wilson. Jusqu'au 8 décembre.

CINDY SHERMAN. Galerie Crouzet-Huissot, 5 bis, rue des Handrières. Jusqu'au 22 novembre.

DIANE ARBUS. American Center, 261, bd Raspail. Jusqu'au 18 novembre.

EVA RUBINSTEIN. Espace Canon, 117, rue Saint-Martin. Jusqu'au 29 novembre.

BILL BRANDT. Galerie Gabrielle Maubert, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie. Jusqu'au 29 novembre.

WOLFF. Goethe Institut, 17, av. d'Iéna. Jusqu'au 21 novembre.

TRANSPARENCE ET OPACITÉ. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg. Jusqu'au 22 novembre.

RALPH GIBSON. FNAC Monparnasse, 136, rue de Rennes. Jusqu'au 3 janvier.

JOEL PETER WITKIN. Galerie Bandman Lebna, 34, rue des Archives. Du 6 novembre au 6 décembre.

LES ÉCRIVAINS VUS PAR ROBERT DOISNEAU. Maison de Balzac, 47, rue Raynouard. Du 7 novembre au 30 décembre.

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

REINHARD MÜCHA, GILBERTO ZORIO. Galeries contemporaines. Jusqu'au 14 décembre.

SUR LA ROUTE DES VACANCES, L'ÉTÉ ET QUELQUES AUTRES. Grand Foyer, 1^{er} sous-sol. Jusqu'au 10 novembre.

DESIGN : LE PROBLÈME D'ABORD. Jusqu'au 27 octobre. CCI (espace des Brèves).

HANS POELZIG (1869-1936). CCI (espace d'information). Jusqu'au 5 janvier 1987.

PALETTES GRAPHIQUES. Salle d'actualité de la BPL. Jusqu'au 10 novembre.

LES MUSICIENS MCRATEURS. Atelier des enfants. Jusqu'au 15 novembre.

ALBERTO GIACOMETTI. Retour à la « Figure » - 1933-47. Salle d'art graphique. Jusqu'au 4 janvier.

ABSCISSA. Galerie de la BPL. Jusqu'au 19 janvier.

L'OBSERVATOIRE BANLIERES. N° 1 CCI. Jusqu'au 17 novembre.

L'EAU EN FORMES, VITTEL DESIGN 86. (Anselme, Barrois, Cook, Ponce, Bague, Sète, Starck). CCI. Jusqu'au 8 décembre.

Musées

BOUCHER. Grand Palais (entrée avenue du Général-Eisenhower) (42-60-39-56). Sauf mardi, de 10 h à 20 h. Le croci jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 janvier 1987.

ESTÈVE. Grand Palais. Galeries nationales (42-56-09-24). (Voir ci-dessus. Jusqu'au 12 janvier.)

LE TROISIÈME CIEL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston-Churchill, 11, de 12 h à 19 h (ouvert le 11). Jusqu'au 25 mai.

LA GRANDE AVENTURE DE MONTMARTRE DE 1910 à 1930. Salon d'Automne. Grand Palais, avenue Winston-Churchill, porte H (42-59-46-07). De 10 h 30 à 18 h 30. Nocturne le mercredi à 22 h. Entrée : 35 F. Du 7 au 23 novembre.

49^e SALON DES RÉALITÉS NOUVELLES. Grand Palais. (Voir ci-dessus) (42-56-45-11). Tous les jours de 10 h à 18 h. Du 7 au 30 novembre.

LE TRIOMPHE DES MAIRIES 1870-1914. Grand Palais républicain à Paris. Petit Palais, Avenue Winston-Churchill (42-64-12-73). Sauf lundi de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Du 8 novembre au 18 janvier.

HOMMAGE À ANDREA DEL SARTO. Musée de Louvre. Salles du pavillon de Flore (entrée porte Jaurès) (42-60-39-56). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 26 janvier.

BISSIERE. 1886-1964. Jusqu'au 16 novembre. MASQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'Océanie. Jusqu'au 4 janvier. MANUEL ALVAREZ BRAVO. Photographies 1920-1986. LES PHOTOS QUI FAUSSENT L'HISTOIRE. Jusqu'au 12 janvier. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-73-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F.

BRUCE NAUMAN. WOLFGANG LAIB. ARC. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 novembre.

LA STATUE DE LA LIBERTÉ. L'exposition du centenaire. Jusqu'au 1^{er} février. HENRI LE SECO: PHOTOGRAPHIE DE 1898 à 1966. Jusqu'au 30 novembre. L'ARCHÈ DE NOË. Jusqu'au 8 février. LEVIS TOILES DE MATTRES. Jusqu'au 23 novembre. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h; dimanche de 11 h à 18 h.

DONALD SULTAN. gravures contemporaines. Bibliothèque nationale. Rotonde Colbert, 6, rue des Petits-Champs. Sauf dimanche, de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 22 novembre.

LE CORPS ET SON IMAGE. PHOTOGRAPHIES DU XIX^e SIÈCLE.

SIÈCLE. Jusqu'en novembre. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (42-23-26-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15.

GIANNI VERSACE. Dialogues de modes. Des photographies autour d'une création. Palais Galliera. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sicile (47-20-83-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'en 4 janvier.

SHISEIDO. BEAUTÉ ET PUBLICITÉ 1872-1986. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

J.J. HITTORE. architecte. Jusqu'au 4 janvier. PARIS DES ANNÉES FOLIES. Jusqu'au 4 janvier. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-73-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.

BENTINCE-THYSSSEN. De Breughel à Géricault. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (42-24-07-02). Jusqu'au 28 décembre. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 (ouvert les 1^{er} et 11 novembre). Jusqu'au 28 décembre.

ALPHABETS. Musée-Galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (45-55-91-50). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 février.

L'ŒUVRE DE SAM FRANCIS DANS LES COLLECTIONS DU MUSÉE IDEMITSU. Pavillon des Arts, les Halles-Les Halles Rambures (42-33-62-30). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 16 novembre.

LA LUMIÈRE DANS TOUS SES ÉTATS. Jusqu'au 2 novembre : 25 ANNÉES PLASTIQUES. Jusqu'au 4 janvier 1987. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Leprieux (42-78-70-00).

LA LEÇON DE CHARCOT - VOYAGE DANS UNE TOILE. Hôtel de Miramon, 47, quai de la Tourneille (42-77-11-22). Sauf lundi, mardi et jours fériés, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

CHRISTOPHE BART-LES COULISSES DE L'OPÉRA. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 4, rue Vivienne. Sauf dimanche, de 12 h à 18 h. Entrée libre.

LISBETH DELISLE. Musée Bourdelle, 16 rue Antoine-Bourdelle (45-46-67-27). Jusqu'au 30 novembre.

SCIENCE ET TECHNIQUE AU SECOURS DE L'ART. Musée national de la Légion d'honneur, 2, rue de Bellechasse (45-55-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 16 novembre.

SUR L'EAU, SOUS L'EAU. Imagination et technique dans la Marine 1680-1730. Archives nationales - Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'en décembre.

SOLDAT ET SOCIÉTÉ. 1858-1958. Musée de l'Armée, Hôtel des Invalides (45-55-95-30). Tous les jours de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 novembre.

AUTOUR DU PSAUTIER DE LA REINE INGEBOURG. Musée national des monuments français. Palais de Chaillot (aile gauche), place du Trocadéro (42-27-35-74). Jusqu'au 4 janvier. Entrée : 15 F.

CRÉCHES ET TRADITIONS DE NOËL. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue de Mahazine-Gauchi (47-47-49-80). Sauf mardi de 10 h à 17 h 15. Entrée : 11 F (9 F le dimanche, l'exposition seulement). Jusqu'au 16 février.

MÉTIER D'ART FRANÇAIS CONTEMPORAIN. Hôtel de la Marine, 11, quai de Conti (43-29-12-48). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 13 décembre.

JOHN PAUL. Rétrospective (1895-1975). Musée de Montmartre, 12, 14, rue

Cartot (46-86-41-11). Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

LA PEINTURE À L'ÉCOLE DES BEAUX-ARTS AU XIX^e SIÈCLE. LES CONCOUES D'ESQUISSES. POINTS 1816-1863. Jusqu'au 14 décembre. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h; LES CONCOUES DES PRIX DE ROMÉ 1797-1863. 11, quai Malaquais. Jusqu'au 14 décembre.

LA VOIE DES ANCIENS. Musée Dapper, 30, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf le dimanche, de 11 h à 19 h. Du 6 novembre au 7 février.

ART ANIMALIER AU TEMPS DES DERNIERS SIÈGLES 18^e et 19^e. ANIMALS D'ÉDÉ - FONDS CERNUSCHI 1871-1872. Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez (45-63-50-75). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40 (Fermé le 11 novembre). Jusqu'au 30 novembre.

BEAU COMME UN CAMERON. JOUETS DES ENFANTS DU GHANA ET DU CONGO. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. A partir du 7 novembre au 5 janvier.

Centres culturels

MAN RAY CINASTE. Fondation Mona Bismarck, 34, avenue de New-York

Théâtre de la Bastille 43 57 42 14
DERNIÈRE le 8 Novembre à 19 H 30

Sylvie : J'ai 16 ans, sur terre je n'ai pas d'amis.
Peut-être que j'en ai dans l'espace qui m'entendent et que je ne connais pas.
(AQUIL. Oct. 86)

RILKE. Nous introduisons de nouvelles fréquences dans les longueurs d'ondes de l'univers. Nous préparons non seulement des intensités de notre spiritualité, mais qui soit 2^e des corps, des nébuleuses et des constellations nouvelles.

LES ÉLÉGIES de DUINO par Hermine KARAGHEUZ

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.L.H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT SPECTACLE

FLORA DANICA 43-59-20-41 19 h à 22 h. Vue agréable sur le jardin. Spécialités danoises et scandinaves. Bars d'après-dînée, FESTIVAL DE SAUMON, CANARD SALE, MIGNON DE RENNE.

DINERS

LE PÊCHEUR 43-87-56-87 Cuisine familiale. Spécialité de poissons, coquille Saint-Jacques, lotte à la royale, sole, raie, etc., viande. Prix moyen à la carte 120 F.

HIPPOCAMPE 42-89-07-09 Plateau de fruits de mer à 160 F. Grillade de poisson. Cresson et choucroute aux poireaux. Excellent menu à 108 F. Déjeuner, dîners d'affaires. Accueil jusqu'à 23 h 30. Fermé dimanche.

RELAIS BELMANN 47-23-54-42 Jusqu'à 23 h 30. Côté élégant et confortable. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVOLES DU ROYAN. Sûre aux coquilles. FILET A L'ESTRAGON. Glace de fruit.

MAX GOLDENBERG 47-70-89-96 Restaurant spécialisé juifs d'Europe centrale à déguster sur place ou à emporter. Env. 120 F. Brunch le dim. F. lunch.

AU PETIT BACHE 47-70-68-68/47-70-86-50 Son étouffant menu à 100 F. a.s.c. Vis de laire. Décor 1880. Salon de 6 à 50 personnes. Déjeuner, dîners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouot.

DOUCET EST 42-06-40-42 J. 24 h. Ambiance sympathique. Braserie, menus 60/95 et 91/60 F.a.c. et carte. Restaurant gastronomique au 1^{er} Spéc. : POISSONS, choucroute, FOIE GRAS fins maison.

ILE DE KASHMIR 47-23-77-78 2 restaurants indiens sur une même place, face à la tour Eiffel. Le Lotus : composition votre dîner. 200 F. Dg. buffet chaud 125 F.a.c. Dîner à la carte. Le Jardin de Shalimar pour vos soirées privées. Tl.J. Parking.

MICHEL COMBY 43-80-88-68 «AMATEURS DE GIBIER». Cuccette sauvage, râble de lièvre, perdreaux. Une seule adresse : Michel Comby, maître cuisinier de France. Carte : env. 250 F.

EL PICADOR 43-87-28-87 Dg., dîner J. 24 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zucchini, gambas, baccalà, calamars durs. Entrées 150 F. Formule à 79,80 F. a.s.c. avec spécialités.

MARIUS 46-51-67-80 Déjeuners, dîners. Tous les fruits de mer, spécialités provençales, bouillabaisse, langoustes, etc. le vendredi. F. dim. soir et lundi.

YVONNE 47-20-98-15 VIEILLE CUISINE FRANÇAISE. HUITRES. SPÉC. de POISSONS. Plats régionaux. Carte 150 à 200 F. Fermé vendredi soir et samedi. Ouvert dimanche.

ANNICK et FRANCES VALLOT au SANTIEN 42-27-88-44 A trois pas de l'École, dans leur décor Napoléon III. Grande carte et menus au déjeuner. Spécialité de poissons. Vins de propriétaires. Dîner aux chandelles. F. dim. soir et lundi.

RIVE GAUCHE

LE MAHARAJAH 43-54-26-07 J. 23 h 30. SPÉC. INDIENNES, PAKISTANAISES : Biriani, Tandoori, PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paris. «GRILL D'OR 86» de la gastroonomie indienne.

VARTAN 43-26-20-68 Vingt ans d'expérience de cuisine arménienne. Service constant de midi à minuit. Le soir musique d'ambiance au piano. Parking assuré.

TIEMO 46-33-12-12 Nouveau décor. Cuisine russe traditionnelle : spécialités OKROCHKA, SMARODINNIK, caviar «OHOTNIK». Menu : 90-130 F. et carte grand choix de VODKA. Dîners aux chandelles. Musique.

LA CHÔPE D'OR 43-26-49-76 La taverna «jeune» aux 140 tables. Clip sur vidéo-laser. Son menu brasserie, ses spés. à la bière, ses vins et ses prix «CINEMA» (gardez votre billet).

LE JOCKEY 46-34-23-00 Déjeuner, dîners. Tous les jours jusqu'à 2 heures du matin. Foie gras. Poisson. Huitres toute l'année. Plats traditionnels. PARKING au sous-sol (accès rue de Chevreuse).

Le restaurant «CHEZ M^{me} ANNA» est toujours au 5, rue Sainte-Berthe, 45-48-07-22

CHEZ FRANÇOISE 47-05-49-03 Adroque des Invalides, 7^e F. dim. soir et lundi.

RESTAURANT THOUILLERIE 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7^e

RAVI 42-61-17-28 Dans le 7^e, un quartier calme, une cuisine traditionnelle indienne vous invite au voyage 7 jours à 7. Deux formules au dîner 95 et 110 F. Dîner à la carte, dans un décor raffiné. Serv. assés jusqu'à 23 h.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE À PARIS Tl.J. 43-26-89-36 9, pl. Saint-Amand-des-Frères, 6^e. Spécialités CHOUCRUTES, Grillades, POISSONS. Régimes d'HUITRES et COQUILLAGES.

CHARLOT, «NON DES COQUILLAGES» 12, place Clichy - 46-74-44-64 Accueil jusqu'à 2 h du matin. GOUTEZ VAIN DU LARGE TOUTE L'ANNÉE DANS CE RESTAURANT VOIE À TOUTES LES SPÉCIALITÉS DE LA MER, L'UNE DES MEILLEURES BOULABASSES DE PARIS.

LES RESTAURANTS DE LA NUIT OUVERTS MÊME LE JOUR

AU PIED DE COCHON 6, rue Courtille - 42-36-11-73 «LE FAMEUX RESTAURANT DES HALLES». Un moment gastronomique la vie nocturne parisienne. Huitres et fruits de mer toute l'année.

LE GRAND CAFÉ 4, bd des Capucines - 47-42-75-77 «LE RESTAURANT DE LA MER DE L'OPÉRA». La histoire du poisson. La histoire du crabe. Magique bar à Huitres. Époustouffant décor-spectacle 1900.

LA MAISON D'ALSACE 39, Champ-de-Mars - 43-59-44-24 «L'AMARQUE GASTRONOMIQUE PALACE». Vous y dégusterez des fruits de mer et tous premiers indicateurs. La brasserie du Tout-Paris.

(42-73-38-88). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h 30; le vendredi de 12 h à 19 h 30. Du 6 novembre au 15 décembre.

MOBIER MINIATURE-OBJETS DE MAÎTRES XVII^e-XIX^e. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). Du 7 novembre au 1^{er} mars.

CHRISTIAN BOLTANSKI MONUMENTS - LEÇONS DE TENÈRES. Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital. De 13 h à 19 h. Sauf samedi. Jusqu'au 9 novembre.

HOMMES DE VERRE. Verrières françaises contemporaines. Bibliothèque Forney. Hôtel de Sene, 1, rue du Fignier (42-78-14-60). Du mardi au samedi, de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 novembre.

JEAN SABBRIER. Photographie. MONUMENTS EN QUÊTE D'AUTEUR. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). Jusqu'au 20 novembre.

ARCHI-CONNU. Photographies de Gérard Dufresne; PERSPECTIVES RÉFRACTÉES. Photographies de Dominique Souchay. Galerie d'actualité, 6 bis, rue de Tournai. Jusqu'au 15 novembre.

CHARLES HARBUTT. Galerie Colbert, 2, rue Vivienne. Sauf dimanche, de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 29 novembre.

L'ART DANS L'USINE. Théâtre laotien de la Collection Peter Segouin. Institut international, 121, rue de Lille (47-05-85-99). Sauf le lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 30 novembre.

PASCAL COLARD. Habitat, habitats, habitats. Maison de la culture des Hauts de Belleville, 43, rue du Barrage (43-64-68-13). Jusqu'au 12 novembre.

RAYMOND E. WYDELL. Centre national des arts plastiques, 11, rue Beryer. De 11 h à 18 h, sauf mardi. Jusqu'au 9 novembre.

ARTA KOKONAKI. L'œuvre de papier. Hôtel du Grand Orient de France, 16, rue Cadet. Sauf dimanches et fêtes, de 14 h 30 à 17 h. Jusqu'au 27 novembre.

40 ANS : UNE GÉNÉRATION MONDIALE. 40 peintures de 40 ans de 40 pays. Palais de l'Union, place Fontenay (45-68-26-56). Jusqu'au 14 novembre.

Galerie

PIERRE CHARREAU, ROBERT MALLET-STEVENS. Galerie Michel Odou, 5, rue Cassini-Delaigrie (46-34-79-72). Jusqu'au 15 novembre.

LES MODERNES CLASSIQUES. E. Beothy, M. Cahn, S. Charbonneau, H. Closon, etc. Galerie Franka Bernini, 11, rue de l'Écluse. Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 15 novembre.

LOS AMERICANOS. Peintures et sculptures d'Amérique latine. Arcueil, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 22 novembre.

GRAVURES. LES ANNÉES 1958-1960. Hommage à Marceline Lacombe. Galerie Lacombe Frères, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 15 novembre.

DE LA LIGNE AU GESTE. Galerie Galère, 13, rue Mazarine (45-25-90-84). Jusqu'au 22 novembre.

KEITH HARING; PETER HALLEY. Galerie Daniel Templeton, 1, impasse Beaubourg (42-74-14-10). Jusqu'au 22 novembre.

MATISSE; ALLINGTON. Galerie Adrien Maeght, 42, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 22 novembre.

LES AUTRES, VENS 1958 (Ramon, Landry, Leydard...). Galerie Arnoux, 27, rue Godefroid (46-33-04-66). Jusqu'à fin novembre.

BEAU GESTE, COSTA, LOULOU PICASSO. etc. Galerie Jean-Marc Patras, 7, rue de Montlouis (43-56-23-82). Jusqu'au 15 novembre.

BERLIN 86. Les Barbares; Christo Dickson; Albert Metz; Thomas Wachter. Galerie Krief-Raymond, 50, rue Marengo (43-29-32-37). Du 6 au 29 novembre.

MATRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES. Galerie Daniel Maeght, 26, avenue Matignon (43-66-60-33). Du 7 novembre au 20 décembre.

DIX ANS DE PEINTURE 1946-1956. Galerie Valtre Sorocou, 34, rue de Seine (46-34-05-84). Jusqu'au 15 décembre.

DOMINIQUE AREL; OLIVIER THOMÉ. Galerie Antoine Candau, 15, rue Kellie (48-67-86-99). Du 6 novembre au 3 décembre.

JEAN-MARIE QUENEAU ET WOLF. Landry-paysage. Galerie Jean Peyrolle, 14, rue de Sévigné (42-77-74-59). Jusqu'au 22 novembre.

ANSEEL. Galerie Jean-Pierre Lavigne, 15, rue Saint-Louis-du-Til (46-33-56-02). Jusqu'au 29 novembre.

ARENAL 1948-1963. Galerie Montali, 18, rue de Seine (43-25-32-18). Jusqu'au 8 novembre.

STÉPHANE BRACONNIER. Galerie Lucien Durand, 19, rue Mazarine. Du 6 novembre au 6 décembre.

BRUCHEL, PIERRE D'ENFER ET JEAN DE VELOURS. Galerie Saint-Hippolyte, 267, rue Saint-Hippolyte (42-60-15-05). Jusqu'au 30 novembre.

VICTOR BURGIN. Office et aigle. Galerie Liliane et Michel Durand-Dessert, 3, rue des Handrières (42-77-63-60). Du 6 novembre au 20 décembre.

JEAN COCTEAU; dessin, pastels. Galerie Provençal, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 29 novembre.

ROGER DERIEUX. Peintures de 1950 à 1960. 22, rue de Bourse (42-61-20-63). Jusqu'au 8 novembre.

HUBERT DE CHALVON. Salon-Louis. Galerie Gilles-Louis-Salomon, 37, rue du Temple (42-78-11-71). Du 6 novembre au 6 décembre.

HENRI HAYDEN. Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger (42-96-37-96). Jusqu'au 21 novembre.

GOTTFRED HONEGGER. Black and white. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 17, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 29 novembre.

PHILIPPE BURTEAU. Galerie Charles Carwright, 36, rue des Archives (48-04-86-86). Jusqu'au 15 novembre.

STEFAN DE JAEGER. Galerie Jey Brachet, 35, rue Godefroid (43-54-22-40). Jusqu'au 22 novembre.

YAVOR KUSAMA. Christian Chasson Galerie, 30, rue de Lisbonne (45-63-36-06). Jusqu'au 10 novembre.

LARDEIRA. Galerie Eric-Gallard, 2, rue de Meaux (45-62-45-60). Jusqu'au 6 décembre.

LOREDO. Peintures en relief. L'œil de bouff, 58, rue Quincampoix (42-78-36-66). Jusqu'au 20 décembre.

ROB MALLET-STEVENS. «Une cité moderne». Galerie Fanny Guillou-Laffitte, 133, boulevard Haussmann (45-63-52-00). Jusqu'au 22 novembre.

CHARLES MARQ. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (46-33-90-86). Jusqu'au 6 décembre.

JAES NIELSEN. Paris-Copenhague 1912-1919. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Jusqu'au 13 décembre.

PAUL OSIPOW. Galerie Loif Stahl. Cour Delaplane, 37, rue de Charente (48-07-24-78). Jusqu'au 6 décembre.

MICHEL POTAGE. Matsons. Œuvres récentes. L'aire du Versant, 119, rue Vieille-du-Temple. (48-04-86-40). Jusqu'au 20 novembre.

RAPHAEL-CASAMADA. Galerie Cb-vages, 46, rue de l'Université (42-96-60-57). Jusqu'au 13 décembre.

EKKHART RAUTENSTRAUCH. Images spatiales. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Du 7 novembre au 6 décembre.

VIEIRA DA SILVA. Galerie Joanne Bucher, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 22 novembre.

JEAN-MICHEL SOLVES. Peintures. «Verrières», 18, rue de Chabrol (40-44-77-19). Du 12 au 16 novembre.

PIERRE SOULAGES. Peintures de 1964 à 1986. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 13 décembre.

GERALD THUPPNER. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 29 novembre.

TOBIAS. Galerie Saphir, 84, boulevard Saint-Germain (43-26-54-22). Jusqu'au 10 janvier.

TOMISLAV. Galerie d'art international, 12, rue Jean-François (45-48-84-28). Jusqu'au 30 novembre.

ZARCATI. Galerie Pascal Galbert, 80, rue Quincampoix (48-04-94-84). Jusqu'au 15 novembre.

En province

ARRAS. Barrière. Centre culturel Nord, 6, rue des Capucins (21-71-30-12). Jusqu'au 21 décembre.

BORDEAUX. Marie-Françoise Pouty (sculptures 1984-1986). Richard Tuttle («Vivre places» 1972). Musée d'art contemporain, entrée L. rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 23 novembre.

BOURG-EN-BRESSE. Valère Novarina. Musée du Brion, 63, boulevard de Brion (74-22-22-31). Jusqu'au 31 novembre.

SALIERE. SALON D'ART CONTEMPORAIN. Place Grenette (74-22-57-36). Du 8 au 23 novembre.

CAEN. Matthes première. Musée des beaux-arts, 25, rue de Richelieu (21-97-99-00). Jusqu'au 15 novembre. Daniel Anselme. Galerie de l'Association Poésie, 13, boulevard Gambetta (21-36-67-14). Jusqu'au 23 novembre.

DION. Bertrand Lavier. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (80-30-31-11). Jusqu'au 17 novembre.

GRENOBLE. Magnelli, Arles et collègues et Ange Leccia. Musée de sculpture et de sculpture, place de Verdun (76-54-09-82).

LILLE. Matthes, peintures et dessins du musée Pouchesse et du musée de l'Érudite. Place de la République. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h, sauf mardi. Jusqu'au 5 janvier 1987.

LIMOGES. Raoul Hausmann. 80 photos, photographes, photographes et photographes. Centre culturel Jean Gagnant, Avenue J. Gagnant (55-33-70-10). Jusqu'au 25 novembre.

LYON. Alexandre Trummer, 59 rue de la Chapelle. Institut Lumière, 25, rue du Premier-Foyer (78-00-86-68). Jusqu'au 14 décembre. Œuvres des arts : Abramovic/Ulay; Georges Brecht; Gottfried Honegger; Musée Saint-Pierre au contemporain, 16, rue du Président-Edmond-Herrie (78-30-50-66); Jean-Michel Sane-Jouan. Palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux (78-30-57-66); Guillaume Buj. Musée des expositions de Lyon, place Bellecour (78-30-50-66).

MARSEILLE. Mury/Bello et deux revues pour l'art contemporain. Musée Cantini, 19, rue Grignan (91-54-77-75). Jusqu'au 16 novembre. Muriel-Hell. Jusqu'au 4 janvier. Côté à l'art contemporain, 2, rue de la Charité (91-54-77-75). Jusqu'au 9 décembre. Centre de la Vieillesse, 2, rue de la Charité (91-54-77-75). Jusqu'au 22 novembre.

MARCO-EN-BARCEL. Le symbole et le jeu. Fondation Septentrion (20-46-26-57). Jusqu'au 30 novembre.

NOGENT-SUR-SEINE. Biennale internationale des arts. Agorà. Complexe socio-éducatif. Avenue du Cardinal. Jusqu'au 15 novembre.

POITIERS. La nouvelle photographie en France 1919-1939. Musée Saint-Croix, rue Saint-Simplice. Jusqu'au 15 novembre.

RENNES. Gloria Freidmann. Huites centrales. Place Honoré-Commanville (99-78-18-20). Jusqu'au 29 novembre.

ROCHECHOUART. Raoul Hausmann (rétrospective, peintures, photos, photographes, collages, dessins). Musée départemental d'art contemporain (55-77-42-81). De 14 h à 18 h, sauf mardi. Jusqu'au 14 décembre.

SAINT-BRIEUC. Histoire, espaces et sociétés du département des Côtes-de-Nord au XIX^e siècle. Norman musée, rue des Lycéens-Martyrs. Centre-ville (96-33-39-12).

STRASBOURG. Jean Arp. Musée d'art moderne, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons (88-32-46-07). Jusqu'au 16 novembre.

TOULON. Kijko, treize ans de l'art. Jusqu'au 7 décembre. Didier Dreyer. Jusqu'au 12 novembre. Musée, 113, boulevard Leclerc (94-93-15-54).

TROYES. Jean Escoffier. L'œuvre gravée. Musée d'art moderne, place Saint-Pierre (25-80-57-30). Jusqu'au 15 novembre.

VALENCE. L'œil et la machine. Les anachronismes italiens. Jusqu'au 30 novembre. Musée de Valence, 4 place des Oméras.

VILLENEUVE-D'ASCO. Gian Pao - La Siganda d'été 84/86. Musée d'art moderne, allée du Musée. Jusqu'au 7 décembre. Six peintures contemporaines contemporaines. Musée d'art moderne (20-05-42-66). Jusqu'au 4 janvier.

مكتبة المجلد

Communication

M. Gabriel de Broglie a été élu président de la CNCL

M. Gabriel de Broglie a été élu, le 4 novembre, président de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), pour cinq ans, durée de son mandat de membre de la commission. Il a fallu cinq tours de scrutin pour dégager une majorité absolue comme les treize « sages » s'en étaient fixés la règle.

C'est dans le cadre d'un peu solennel d'une salle de la section du contentieux au Conseil d'Etat, mais dans un climat qualifié de « paisible et serein » que les treize membres de la CNCL se sont retrouvés sous la présidence de M. Pierre Sabbagh, doyen d'âge. Trois candidats étaient en lice : outre M. de Broglie, nommé par le président du Sénat, M. Pierre Huet, représentant le conseil d'Etat, et M. Michel Benoist, élu de la Cour des comptes. M. Jean Autin avait

renoncé à se présenter, sans doute sur les conseils du président du Sénat.

Dès le premier vote à bulletin secret, les suffrages se partageaient entre les trois candidats. M. de Broglie arrivait, semble-t-il, en tête. C'est le retrait de M. Huet qui a permis au cinquième tour l'élection de M. de Broglie par sept voix contre six à M. Benoist.

M. de Broglie, désormais d'un président, la CNCL devrait fixer rapidement son calendrier de travail, établir son règlement intérieur, constituer son administration avant de s'attaquer aux nominations des présidents des sociétés publiques de l'audiovisuel, à la rédaction des cahiers des charges et à l'attribution des chaînes privées. Son installation officielle n'aura lieu

que le 12 novembre, lors d'une cérémonie présidée par M. Jacques Chirac.

L'élection de M. de Broglie a été accueillie avec satisfaction à Matignon et sans émoi dans les milieux professionnels. Membre pendant quatre ans de la Haute Autorité, le nouveau président a l'avantage de donner une certaine continuité à la gestion de l'audiovisuel français.

Un peu d'amertume cependant parmi les six membres siégeant encore à la Haute Autorité. Car ils sont six, en effet, à continuer à faire partie de l'institution créée par la loi du 29 juillet 1982 et juridiquement maintenue en place jusqu'à la publication de la loi Létard sur les concentrations, qui doit être examinée en dernière lecture, le 8 novembre, par l'Assemblée nationale.

Indépendance

La Commission nationale de la communication et des libertés est à peine nommée que déjà les observateurs analysent sa composition pour soupeser son degré d'indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. Nul besoin d'être grand clerc pour savoir que la cour de la nouvelle autorité de la communication penche nettement à droite, alors que celui de l'ancienne battait plutôt à gauche. Rien de surprenant si l'on songe au mode de désignation des treize « sages ». Rien de choquant non plus si l'on compare la CNCL à ses modèles étrangers, notamment la Commission fédérale des communications (FCC) américaine, laquelle ne cache pas ses sympathies républicaines.

Un dosage plus scrupuleux dans la présentation de tous les courants politiques aurait-il suffi à garantir l'indépendance de l'institution ? L'expérience de la Haute Autorité montre que cette vertu cardinale s'acquiert plus qu'elle ne se décrète. Entre la logique du petit monde de l'usage et le regard que portent sur lui les hommes politiques, la distance est telle que toute institution en charge de l'audiovisuel en vient tôt ou tard à prendre ses distances vis-à-vis du pouvoir, quelle que soit sa sensibilité politique.

« La télévision est un terrain de prédilection pour le syndrome de Cantorbéry », résumait malicieusement un ancien président de chaîne rappelant l'histoire de Thomas Becket, nommé archevêque par son ami Henri II et s'opposant à lui jusqu'à la mort au nom des intérêts supérieurs de l'Eglise. C'est en affirmant ses compétences que la CNCL trouvera le plus sûrement la chemin de son indépendance. Ses compétences ? Là aussi, les critiques ne se sont pas fait attendre. Certains reprochent aux nouveaux élus leur manque de connaissances techniques ou économiques. D'autres notent avec inquiétude la forte proportion de serviteurs de l'Etat. D'autres enfin redoutent que les pionniers de la radiotélévision ne puissent se forger une vision de l'avenir de la communication.

En famille

Les treize « sages » ont voulu peut-être y répondre en portant à leur tête un conseiller d'Etat de cinquante-cinq ans, bon juriste, ancien directeur général de Radio-France, président de l'Institut national de l'audiovisuel et véritable second de M. de Broglie. De plus, M. de Broglie n'a qu'un mandat de cinq

ans, comme quatre autres membres de la Commission, ce qui laisse une porte ouverte pour l'avenir.

Chacun guette aujourd'hui les premiers actes de la CNCL : la nomination des présidents du service public, la vente de TF 1, la réattribution des réseaux de la « 5 » et de TF 6. Mais il y a fort à parier que ces dossiers, symboles même de l'alternance, seront préparés au plus haut niveau de l'Etat avant d'être examinés par la commission.

Paradoxalement, la tâche risque d'être plus lourde lorsqu'il s'agira de réguler au jour le jour l'équilibre du marché, d'organiser la concurrence entre les différents médias, d'opérer des choix dans le déploiement des réseaux de télécommunications.

La CNCL pourra certes s'appuyer sur les analyses et les études de sa propre administration. On parle peu de ces deux cent cinquante fonctionnaires, ingénieurs des télécommunications ou techniciens de Télédiffusion de France qui vont alimenter quotidiennement les dossiers de la commission. Le risque est grand pourtant de les voir reproduire les rapports de forces entre grands corps de l'Etat, historiquement divisés sur les choix technologiques. Face à ce pouvoir administratif, indubitablement tant d'arbitrer sans conflits « en famille », les treize membres de la CNCL auront fort à faire pour conserver une réelle autorité.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

EN BREF

● **Aménagements graphiques** à « Libération ». La revue du quotidien *Libération*, lancée début septembre, va être retouchée par les « aménagements graphiques » (simplification de la maquette, pages plus claires, etc.) à partir du mercredi 5 novembre. Selon la direction, la nouvelle formule aurait augmenté la diffusion (136 640 exemplaires) de 17 % à 18 %.

● **UPI perd le « New York Times »**. — Le quotidien *New York Times* a décidé de résilier son abonnement à l'agence de presse américaine United Press International (UPI) le 31 décembre, l'agence ayant répondu à ses besoins. La décision du *New York Times*, l'un de ses clients les plus importants, se traduit par une perte d'environ 1 million de dollars par an pour UPI. Un coup dur pour l'agence, rachetée cet été par l'éditeur mexicain Mario Vasquez-Rana (le *Monde* du 10 juillet) après des mois de déficit, et qui n'aurait pas pu évaluer le départ d'une centaine de ses abonnés depuis le début de cette année.

● **TF1 primée aux Saintes-Maries-de-la-Mer**. Le premier Festival international du film animalier des Saintes-Maries-de-la-Mer vient de primer une émission de TF 1 « la Guerre de l'ivoire ». Ce document, tourné en Centrafrique par Patrick Forestier, grand reporter à Paris Match, et Jean-Pierre Garnier, cameraman à TF 1, décrit le trafic fructueux, illicite et périlleux des défenses d'éléphant.

SPORTS

● **RUGBY** : Tournée des All Blacks. — Quatre jours avant leur premier test-match contre l'équipe de France, les All Blacks néo-zélandais ont remporté, mardi 4 novembre à Bayonne, la cinquième victoire de leur tournée française en battant une sélection de la Côte basque par 21 à 9.

● **BASKET-BALL** : Coupe des coupes. — Battus de onze points au match aller, les basketballeurs villorbanais se sont qualifiés pour les quarts de finale de la Coupe des coupes en s'imposant, mardi 4 novembre à Villorbanne, face aux israéliens d'Neopol Holon par 75 à 64.

ARCHÉOLOGIE

Le ballon de Bonaparte trouvé à Aboukir

Les archéologues français qui fouillaient l'épave du navire *Le Patriote*, coulé devant Aboukir en 1798, ont trouvé un fragment de ballon que Bonaparte avait emporté dans la campagne d'Egypte pour avoir ses vues « aériennes » des champs de bataille. Les plongeurs ont aussi ramassé des tiges provençales, des bouteilles, des pièces de vaisselle et une brigue. Cette dernière trouvaille prouverait de façon certaine que Bonaparte avait fait fabriquer l'hydrogène nécessaire au gonflage du ballon. — (UPL)

Le Carnet du Monde

Naissances

— **Chris et Dan GUTKIN**, ont la joie d'annoncer la naissance de **Jonathan** le 28 octobre 1986. 47, rue Monge, 75005 Paris.

— **M. et M^{me} Charles-Marie SANVITI** sont heureux d'annoncer la naissance de **Romain**. Milan, le mercredi 29 octobre 1986.

Décès

— **Léon et Annie Forgia** et leurs enfants, ainsi que toute la famille ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marguerite RANCIE-GRILLOT survenu le 29 octobre 1986. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— La fondation Marcel-Jousse fait part du retour à Dieu, survenu le 4 novembre 1986, de sa fondatrice présidente,

Gabrielle BARON.

L'enterrement aura lieu en l'église de Fresnoy-sur-Sarthe, le vendredi 7 novembre, à 11 heures. Le même jour sera célébrée l'Exultation de l'église Notre-Dame-de-Lorette, Paris-9, à 17 h 30.

— **M^{me} Lise de Bruy-Bonstein**, Steven Michael Bonstein, Anne Deborah Bonstein, ont la douleur de faire part du décès de

M. Larry BLONSTEIN, responsable de marketing de Satecon International British Aerospace-Matra

leur époux et père, survenu le 31 octobre 1986, à l'âge de cinquante-neuf ans, à Paris.

La cérémonie aura lieu le jeudi 6 novembre, à 9 h 45, à l'Amphithéâtre de l'Institut médico-légal, 2, place Mazas, Paris-12, où l'on se réunira. 374, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

M^{me} Amor Dayan, Ses enfants, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Amor DAYAN, survenu le 30 octobre 1986. Ses obsèques ont eu lieu le 31 octobre 1986.

22, avenue Les Pins, Château Coudré-les-Oliviers, 13013 Marseille. 13, Rehov-Sokolov, Hertzia (Israël).

— **Nimes**. **M^{me} Jacques Gautier**, Les docteurs Claudine et Jean-Pierre Baldocchi, leurs enfants Laurent et Marion, M. Bruno Buzzi et M^{me} Sylvie Gautier, M. le chanoine André Gautier, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques GAUTIER, survenu le 22 octobre 1986, dans sa soixante-cinquième année.

Il a ainsi rejoint sa fille **Magali**, décédée accidentellement en montagne le 1^{er} mars 1982, à l'âge de vingt-cinq ans.

Selon son désir, le corps a été remis à la Faculté de médecine. Cet avis tient lieu de faire-part et la famille remercie tous ceux qui s'associent à leur grande peine. 3, avenue Jean-Jaurès, 30000 Nîmes.

« Celui qui croit en moi vivra éternellement. » Saint Jean.

M^{me} Georges Pochon, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Henri Girard-Carrabin, Agnès Girard-Carrabin, religieuses bernardines.

Le docteur et M^{me} André Girard-Carrabin, leurs enfants et petite-fille, M. et M^{me} Bernard Delahaye et leurs enfants. Les familles Ranchosp, Dell'Accio, Gancet, Bobé, Pierron, Villot, de La Boeghe, Légar, Vuilliot, M^{me} Grosson, sa fidèle gouvernante, font part du retour à Dieu, le 29 octobre 1986, dans sa quatre-vingt-douzième année, dans la paix et l'espérance de la Résurrection de

M. Gabriel GIRARD-CARRABIN, ingénieur civil des mines, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, médaille des Evénements.

Le décès religieux a été célébré le vendredi 31 octobre, à 8 h 30, en l'église Saint-Charles de Mantes-la-Jolie, 22 bis, rue Legendre, Paris-17, à Paris.

L'inhumation a eu lieu au cimetière d'Emilly (Rhône). Cet avis tient lieu de faire-part.

11, avenue de Villiers, 75017 Paris.

— Nous apprenons le décès de

M^{me} Robert GUILLEMIN, née Jacqueline Joffré, une de nos plus anciennes vendeuses de journaux, survenue le 29 octobre 1986, à l'âge de soixante-dix ans.

243, rue Saint-Denis, 75002 Paris.

— **José et Jacqueline Guirlet**, leurs enfants et petite-fille, Michel et Janine Guirlet et leurs enfants, Claude et Marie-Anne Guirlet et leurs enfants, Alain et Annick Guirlet et leurs enfants, Annick et Patrice Naudet et leurs enfants, Joël et Elisabeth Guirlet et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean GUIRET, née Madeleine Riches, leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, survenue le 29 octobre 1986 à Clamart (Hauts-de-Seine).

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité le lundi 3 novembre 1986 à Bourg-la-Reine.

Guirlet, 29, rue de la Fontaine-Grolot, 92340 Bourg-la-Reine.

— Sa famille et ses proches, ont la grande douleur de faire part du décès subit de

Jacques LAFONT, 10, rue Chauzy, 24700 Montpou-Ménestrol, 10, avenue de la République, 75011 Paris.

— **M. et M^{me} Jean Louis-Pineau**, M^{me} Jacqueline Pineau, M. et M^{me} Jean-Michel Aubouin, ses enfants, Benoît et Nathalie Louis-Pineau, Anne-Sophie Pineau, Jean-Philippe Aubouin, Laurent et Marie-Odile Prot, Louis-Michel et Genevieve Aubouin, ses petits-enfants, Emilie, Fanny, Olivier, Stéphanie, Delphine, Grégoire, Clotilde, Armand et Perrine, ses arrière-petits-enfants, ont le chagrin d'annoncer le rappel à Dieu de

M^{me} Louis PINEAU, née Suzanne Bastard, le 29 octobre 1986 à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité en l'église de Flay (Yonne), le 31 octobre 1986.

De s'associer à son souvenir celui de

Lois PINEAU, directeur de l'Office national des combustibles liquides, décédé le 18 septembre 1950.

13, rue Bonaparte, 75006 Paris. 37, avenue Daumesnil, 75007 Paris.

— **M^{me} Jacques Roux**, son épouse, François Roux, Anne-Elisabeth et Bernard Ladam, ses enfants, M^{me} Robert Roux, sa mère, M. et M^{me} Jean-Pierre Roux et leurs enfants, Les familles Debary, Ladam, Remy ont la douleur de faire part du décès survenu le 1^{er} novembre 1986, de

M. Jacques ROUX, principal du CES de Chantilly, dans sa cinquante-cinquième année.

Les obsèques ont été célébrées le lundi 3 novembre dans l'intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.

CES des Bourgeois, 60500 Chantilly.

Remerciements

— M. Simon Perelmutter, son épouse, Stéphane et Richard Perelmutter, ses enfants, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M^{me} Jacqueline PERELMUTER, née Lersah, survenue le 27 octobre 1986.

Remettent à remercier toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

Anniversaires

— Pour le sixième anniversaire du décès de

docteur Jacques **PODRABINEK-BERNACKI**, une pensée affectueuse de la part de ceux qui l'ont connu et aimé.

Avis de messes

— La messe annuelle à la mémoire des anciens élèves diplômés des Ecoles des mines de Paris, Saint-Etienne et Nancy, sera célébrée le dimanche 16 novembre, à 9 heures, en la chapelle Notre-Dame-sous-Terre, du collège Stanislas, 22, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, par le Père Maurice Billot OP, aumônier du groupe catholique des élèves de l'Ecole des mines de Paris.

Messes anniversaires

— La messe paroissiale de 19 heures du samedi 8 novembre 1986, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard de Montparnasse, Paris-6^e, sera célébrée par le Père André Verry, à l'intention de

M^{me} Marthe VERNY, née Rousseau, décédée le 30 juin 1986, et de son époux,

M. Georges VERNY, décédé le 8 février 1965.

De la part des familles Guimiot et Rober.

Communications diverses

— A l'occasion du seizième anniversaire de la mort du général de Gaulle, une conférence-débat sur sa personnalité et son œuvre aura lieu le mercredi 5 novembre, de 20 heures à 23 heures, dans les salons de l'Edifice, 38, avenue de Friedland, à Paris-8^e. Les débats seront animés par Jean-Claude Vajou, Y. participera MM. Maurice Schumann, Yves Guéna, Jean Carroussel, Daniel Costant, Bruno Bourg Broc, Jean-Pierre Delalande et Jean Lacouture. Renseignements : 47-05-63-23.

— « Stratégie et hypnose Ericksonienne », conférence organisée par l'Institut Milton Erickson de Paris, docteur Malgouyres, vendredi 7 novembre à 20 heures, Doms Medica, 60, boulevard Latour-Maubourg, 75007 Paris.

— Les Journées Interdiocésaines du service d'entraide des prêtres de la Maison Mission Ecclésiastique de Paris, docteur Malgouyres, vendredi 7 novembre à 20 heures, Doms Medica, 60, boulevard Latour-Maubourg, 75007 Paris. CCF IADP Paris 46341 B.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les interventions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

(Publicité)

Cures thermales d'hiver au soleil

Vous supporterez mieux la mauvaise saison si vous bénéficiez d'une cure thermique et de détente au soleil du midi, dans les stations de la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL (Association de Thermalisme Français) ouvertes en hiver :

HYDROMINÉRALES ET TRAUMATOLOGIE : En Haute-Provence : Gréoux-les-Bains (04) Dans les Cévennes Méridionales : Lamalou les Bains (34) En Roussillon : Amélie-les-Bains (66) En Aragnou : Barbotan-les-Thermes (32) Dans les Landes de Gascogne : Eugénie-les-Bains (40) Au cœur du Pays Basque : Cambo-les-Bains (64).

VOIES RESPIRATOIRES o.r.l., Pneumologie : En Haute-Provence : Gréoux-les-Bains (04) En Roussillon : Amélie-les-Bains (66) Au cœur du Pays Basque : Cambo-les-Bains (64).

VOIES URINAIRES, Colicéolons, OMSITE roules en France : Dans les Landes de Gascogne : Eugénie-les-Bains (40) GASCONE VERNHEUSE : En Aragnou : Barbotan-les-Thermes (32).

NEUROLOGIE : Dans les Cévennes Méridionales : Lamalou les-Bains (34) Corps médical et paramédical de spécialistes dans toutes les stations. Equipement thermal complet et exclusif (de 10 à 30 soins différents permettant un traitement personnalisé). Possibilité de traiter simultanément 2 affections (double handicap). Toutes formes d'hébergement.

Documentation gratuite N° 89 (théoriquement et cures) aux THERMES de chaque station concernée ou à la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, MAISON DU THERMALISME, 32, av. de l'Opéra 75002 PARIS. Tél. (1) 47.42.67.91 +

loterie nationale **SUSPENSE**
TRANCHE (N°205) DU
TIRAGE DU MARDI 4 NOVEMBRE 1986
LE NUMÉRO 307893 GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F
LES BILLETTS SE TERMINANT PAR 581 GAGNENT 1 500,00 F
AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

loterie nationale **SUSPENSE**
TRANCHE (N°205) DU
TIRAGE DU MERCREDI 5 NOVEMBRE 1986
LE NUMÉRO 184040 GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F
LES BILLETTS SE TERMINANT PAR 908 GAGNENT 1 500,00 F
AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

مكتبة العالم

مكتبة الأمل

Le Monde EDUCATION

Mais si ! les universitaires font de la recherche

Le titre à la une du Monde du 16 octobre
« La moitié des universitaires ne font pas de recherche »
a fait mouche ! Indignation, précisions, suggestions...
Le débat lancé par le rapport du Comité national
d'évaluation sur la recherche universitaire bat son plein.

Trop ou trop peu...

En annonçant, sous la forme d'un constat, que « la moitié des universitaires ne font pas de recherche », le Comité national d'évaluation a fait ce qu'en termes journalistiques on appelle un scoop.

Il est évident que les universitaires ont besoin de ce type de critiques. Encore faudrait-il que ces critiques aient toujours une vertu constructive, qui m'échappe quelque peu dans ce rapport qui fait grand bruit. Je passe sur les recommandations, au demeurant fort raisonnables, et dont certaines sont déjà entrées en application. Je me garderai bien de résumer les erreurs reprochées à l'administration dans la répartition des moyens : la politique constructive de la direction des recherches comme le bilan de la recherche universitaire publié récemment à la Documentation française, permettront au ministre, s'il le juge nécessaire, de défendre son administration. C'est sur les insuffisances de la communauté universitaire que je prends le risque d'être taxé de naïveté.

Me voilà, il est vrai, conforté sur un point : les présidents de Strasbourg et de Pau m'avaient convaincus de la qualité de leur politique de recherche. Le Comité national d'évaluation me rassure. Il s'agit de bons, d'excellents produits. Tout — ou presque tout — va très bien dans les deux premières universités expertisées. Et, remarquez-le bien, dans ces deux universités, bien plus de la moitié des universitaires poursuivent normalement une activité de recherche !

Est-il, dans ces conditions, important de penser que tout n'est pas noir dans les soixante-quinze universités qui attendent, désormais dans l'angoisse, la visite des évaluateurs ? Et je suis prêt à parier que, dans une large majorité d'entre elles, les universitaires sauront démontrer que s'il y a d'exagéré et de manichéisme dans ce rapport « Recherche et université ».

« La moitié des universitaires ne font pas de recherche » : ce serait un constat accablant s'il résultait de l'expertise de toutes les universités. Fort heureusement, la démonstration paraît légère et pour le moins prématurée. Sans doute s'agit-il plutôt d'une hypothèse, d'un « sentiment », que de constats scientifiques établis.

Il serait absurde de prétendre à l'inverse que tous les universitaires poursuivent une activité de recherche : une minorité, en effet — et de nombreux recensements permettent d'avancer que leur nombre décroît — mais très inférieure à celle qui figure dans le rapport, — est censée toute activité de recherche. L'expérience courante indique que ces derniers participent souvent activement à l'enseignement ou à la gestion des universités. Une autre minorité d'universitaires, plus importante sans doute, poursuivent une activité de recherche intense, mais la notoriété de la production scientifique demeure, trop souvent, confidentielle. Il est juste et indispensable de souligner avec la même force que toutes les mesures quantitatives de la notoriété des travaux de recherche français montrent que des universitaires très nombreux figurent en bonne place aux côtés des chercheurs des organismes.

Faut-il rappeler que l'on n'aide pas la recherche universitaire en chargeant les organismes de recherche de tous les maux. Pas plus que l'on ne défend des grands orga-

nismes de recherche en soulignant, sans vérification suffisante, les faiblesses de l'enseignement supérieur.

C'est la diversité des comportements des universitaires en matière de recherche qui a justifié la modulation des services d'enseignement introduite en 1984. En assurant une évaluation rigoureuse et détaillée de l'activité de chaque département, le Comité peut, à l'évidence, favoriser sa mise en application.

En fait, la vraie question, ce n'est pas tant de savoir combien d'universitaires ne font pas de recherche — comme il est dit dans le rapport, ce

phénomène est mondial, — mais de réfléchir dans quelle université et dans quelle discipline. En lançant une affirmation générale — et que j'estime exagérée, — le Comité national d'évaluation se manquera pas d'intéresser le ministre du budget. En précisant dans quelle discipline, et dans quelle université, il rendra service à la communauté universitaire. Aujourd'hui, il en a trop dit... ou pas assez.

BERNARD DECOMPS,
professeur à l'université Paris-MIII,
ancien directeur de la recherche,
au ministère de l'Éducation nationale.



Les grandes et les petites

Je partage — mais ce n'est qu'une intuition — en grande partie ce que le Monde prétend être les conclusions d'un rapport du Comité. Je suis, par contre, assez sûr que mes collègues (du moins ceux qui s'intéressent à leur mission et à leur université), très étonnés, sinon choqués, par certains termes.

En effet, le Comité d'évaluation n'a évalué que deux universités, dont une petite (ou plutôt une jeune), et est en train d'évaluer une autre jeune (Angers). La pratique scientifique veut que toute affirmation soit étayée par de nombreuses observations. Celles-ci ne peuvent, en l'état actuel des choses, que provenir de l'expérience personnelle des auteurs et des travaux faits sur les universités précitées.

Je constate que la phrase « la gestion (du ministère) a eu pour objectif de développer les premiers cycles techniques et les petites universités au profit des grandes universités » est le fait de collègues appartenant à de grandes universités ou à des orga-

nismes nationaux, et qu'aucun d'entre eux n'est actuellement en poste dans une jeune université. (...)

En outre, il y a de la recherche dans les jeunes universités. Proportionnellement au nombre d'enseignants, il y en a peut-être même plus que dans les grandes. Elle est quelque peu en prise avec la vie économique régionale que dans les grandes universités, ce qui est peut-être une tare pour certains mandarins. Mais elle existe et elle est utile.

En fait, le débat ainsi soulevé ne concerne qu'anecdotiquement la recherche. C'est un aspect d'un débat plus large dans lequel les enseignants se divisent sur le rôle des jeunes universités. Un comité composé de membres de ces dernières dirait probablement pas que perdre du népotisme des vieilles universités. La valeur scientifique de cette affirmation rejoindrait (pour moi) celle de la précédente. (...)

J. DEBENEST,
professeur de sciences économiques
à l'université d'Angers.

A quoi bon !

La recherche est un travail difficile. Il faut être motivé, surtout quand, isolé, on ne bénéficie pas de l'entraînement de grosses équipes. Je l'étais quand je préparais un doctorat d'État nécessaire à mon inscription sur la liste dite large afin d'améliorer ma situation : pas de postes de professeurs ou pas d'accès à de meilleurs indices. De plus, de nombreux collègues qui n'ont pas fait de recherche, car ils n'ont pas fait de thèse d'État, ont la même carrière que moi. Alors, à quoi bon !

On ne fait peut-être pas de bonne recherche pour de l'argent, mais sans elle on n'en fait pas du tout.

UN MAÎTRE
DE CONFÉRENCES.

Ceux qui ne peuvent ou ne veulent plus

Les enseignants ne sont pas tous assujettis, par leur statut, à faire de la recherche. Ce qui était naguère règle absolue ne l'est plus aujourd'hui : l'accroissement du nombre des étudiants et la diversification des filières de formation ont conduit le ministère de l'Éducation nationale à créer dans les universités et dans les IUT qui leur sont rattachés des postes dits de second degré, occupés, dans les disciplines où ces concours existent, par des professeurs agrégés ou certifiés venus des lycées. Ceux-ci ne sont tenus à aucune recherche ; mais leurs tâches pédagogiques sont en revanche deux fois plus importantes que celles des autres enseignants. Dans l'université que je connais le mieux, 63 postes (dont 26 pour l'UER d'éducation physique et sportive, et 10 postes d'IUT) sur 343 sont ainsi pourvus... soit 18 % de l'ensemble.

L'accroissement des tâches pédagogiques contribue en second lieu à peser sur la situation de la recherche. Dans cette même université, l'effectif des étudiants a crû, en cinq ans, de 50 %, et celui des enseignants de 14 %. Or les copies, les examens, se corrigent, et les cours en amphithéâtre ne sont pas les moins fatigants. Ajoutons à ce tableau la lenteur croissante des procédures ministérielles, qui, pour remplacer un collègue malade ou parti en retraite, s'étendent souvent sur

plus de deux années : dans l'université de Rennes-II, en octobre 1986, 24 postes ne sont pas pourvus ou ne le sont que très provisoirement, mais ne sont pas moins comptabilisés dans un potentiel théorique d'enseignement... et de recherche.

L'alourdissement du travail pédagogique entraîne parmi d'autres raisons celles des tâches d'administration et de gestion, dont il faut rappeler que les enseignants assurent une large part, accrue de surcroît par l'insuffisance numérique de plus en plus criante du personnel administratif, dont l'effectif n'a nullement suivi celui des étudiants. Faut-il souligner, de plus, que cette pénurie frappe encore plus directement les équipes de recherche dans leurs moyens de secrétariat et de gestion ?

En-dehors du quotidien — mais selon une fréquence qui s'en approche, — comment ne pas être frappé par les milliers d'heures consacrées à la mise en application de lois successives, qui découragent bien des collègues, quelles que soient par ailleurs leurs préférences. On invite dans le même temps les universités de province à collaborer de plus en plus étroitement avec les partenaires régionaux, politiques, économiques ou culturels. A-t-on parfois réfléchi au temps qu'absorbent ces évolutions et remises en cause, par ailleurs nécessaires ?

Juger de la qualité d'une recherche par l'appartenance à un laboratoire reconnu à un certain niveau par le ministère de l'Éducation nationale ou par le Centre national de la recherche scientifique me semble également trancher rapidement un problème complexe. Bien que les choses évoluent heureusement sur ce point, l'attractivité d'un programme de recherche n'a longtemps été évalué qu'à partir du moment où il supposait une aide financière ou matérielle. Or, dans le domaine des lettres et des sciences sociales et humaines, certains travaux d'individus ou de groupes n'entrent pas dans cette catégorie. (...)

Si des enseignants, dans les universités, ne font pas de recherche, c'est selon les cas parce qu'ils n'ont pas à en faire, parce que, faute de temps, ils ne le peuvent pas ou ne le veulent plus, ou enfin parce qu'ils ne le veulent pas. Un titre trop sommaire confondait apparemment ces trois catégories. Avant de concevoir, en fonction d'un certain nombre de critères, une modulation des services qui, rendant moins inégale la charge pesant sur les uns et les autres, ne me semble nullement anormale, il conviendrait de les distinguer soigneusement. (...)

JEAN QUENMART,
vice-président du conseil scientifique
de l'université de Rennes-II.

Café du Commerce

La Commission nationale d'évaluation (CNE) est un organisme dont le SGEN-CFDT avait approuvé la création. Ses exécutifs n'ont pas eu de mesure de dresser un panorama sérieux de l'activité de l'enseignement supérieur (enseignement et recherche). Au lieu de cela, on met la charrette avant les bœufs. On réunit trois universitaires qui ont « des références très franches ». Un comité du commerce, très fréquenté par de brillants consommateurs.

Relevons quelques « peu-pris ou contre-vérités » :
● Il est absurde de mesurer l'activité de recherche à l'appartenance à un laboratoire reconnu ou associé au CNRS ou à l'INSERM. Cette condition n'est ni nécessaire (l'importance de la recherche universitaire dans certaines disciplines) ni, malheureusement, suffisante. Le taux de 50 % d'universitaires-chercheurs est alors une hypothèse gratuite.

● Ces dernières années on a vu la dégradation des conditions contractuelles en matière de formation et de recherche. Cette méthode permet justement de tenir compte dans la répartition des moyens budgétaires de critères autres que quantitatifs. Le renouveau éventuel du financement dépend justement d'une évaluation des résultats.

● La recommandation implicite de ne plus soutenir les premiers cycles rénovés, l'enseignement technologique et les universités mal encadrées, au profit des grands centres périodiquement rénovés, si elle était suivie, « des conséquences matérielles et psychologiques très négatives ». La CNE ne le signale pas, mais il arrive que certains universitaires ne fassent que cinquante heures de cours, voire dix heures, dans toute l'année, faute d'étudiants de leur spécialité dans leur établissement. La réduction que nous appelons de nos vœux favorise aussi la constitution d'équipes de recherche dans tous les établissements.

● Il arrive en recherche aussi que ce qui est petit et nouveau soit performant. La recherche d'excellence peut naître aussi dans les petites universités.

Ce rapport sait trop bien prendre en compte les « intérêts catégoriels » d'une partie des établissements. Il s'agit souvent à la « dérogation corporative » de certains notables scientifiques.

Nous savons que la CNE continue son travail sur le terrain. Nous espérons qu'il sera maintenu dans la nouvelle loi. Espérons qu'il sera capable demain de faire preuve sur ce sujet de la qualité et de la rigueur scientifique qui lui font défaut aujourd'hui.


SGEN-CFDT.

Inutile d'en rajouter


Votre titre-choix ne me paraît pas relever d'une bonne conception de l'information. En effet, non seulement le Comité d'évaluation ne dit pas cela (d'après votre propre résumé), il déplore que la moitié des enseignants-chercheurs échappent à un réel contrôle, ce qui n'est pas une preuve d'inactivité, mais il se fonde sur des critères difficilement applicables aux lettres et aux sciences humaines (très peu représentées au sein), à savoir « le rattachement à un laboratoire reconnu et recommandé ».

Je préfère, pour ma part, considérer comme « non-chercheur » le collègue qui en quatre ou cinq ans n'a publié aucun article, présenté aucune communication dans un colloque ou soutenu aucune thèse. Il y en a malheureusement un certain nombre dans ce cas, mais il m'étonnerait que cela dépasse 20 % de l'effectif. C'est déjà assez scandaleux pour qu'il soit inutile d'en rajouter !

JEAN-CLAUDE BOYER,
professeur de géographie,
université Paris-VIII.



LOGICIELS AU BANC D'ESSAI :
● MORE : un traitement d'idées épatant
● ÉVOLUTION : l'un des meilleurs traitements de texte pour IBM PC.
● REFLEX FOR THE MAC : pour bien gérer vos fichiers sur Macintosh.



LES IMMIGRÉS ET L'EMPLOI

JEAN MOTTIN

- Deux défis majeurs
- Un même problème ?
- Une analyse objective secteur par secteur

168 pages - 85F (Franco : 95F)

27, place Dauphine, 75001 PARIS 28, rue Soufflot, 75005 PARIS

CCP PARIS 8556F Toute commande doit être accompagnée de son montant



Supplément gratuit sur l'enseignement supérieur

Prochain numéro :
19 NOVEMBRE 1986
(avec le Monde daté du 20 Nov.)

L'émotion des présidents

La conférence des présidents d'université d'été a été l'occasion pour les universitaires de l'enseignement supérieur de se réunir et de discuter de la situation de l'enseignement supérieur. Elle se résume, après examen du rapport, de répondre point par point aux interrogations auxquelles il est fait référence, et dont l'enseignement supérieur a pris connaissance. Les enseignants, dans leur immense majorité, consacrent à la recherche tout le temps qu'ils ne consacrent pas à l'enseignement et aux autres missions.

LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS D'UNIVERSITÉ (note de l'enseignement).

OFFRES D'EMPLOIS

NACAM

Groupe Européen de production mécanique pour l'industrie automobile, recherche pour son secteur France

Ingénieur
Technico-Commercial
Basé à VENDÔME

Rattaché à la Direction Commerciale, sa mission consiste à :

- Obtenir l'introduction de la Société sur les nouveaux projets de développement des constructeurs automobiles.
- Négocier, en accord avec la Direction Commerciale, les contrats d'études de pré-séries et de grandes séries et en assurer le suivi commercial.
- Assurer la liaison entre les clients et les services internes (études, prototypes - qualité - production - méthodes).

Profil du candidat :

- 28 ans minimum.
- Ingénieur Arts et Métiers, INSA ou équivalent.
- 5 ans minimum en industrie : expérience souhaitée en bureau d'études mécaniques ou dans un poste similaire.
- Sens aigu de la négociation commerciale et de la relation clients/fournisseurs.
- Pratique de l'anglais ou de l'allemand indispensable.

De nombreux déplacements sont à prévoir.

Envoyer lettre de candidature et C.V. sous référence NFM à l'Institut de Gestion Sociale qui vous adressera une définition du poste.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Département Conseil

28, rue de la Trémouille - 75008 PARIS

- Diagnostic stratégique et financier.
- Redressement d'entreprises en difficulté.

Si vous êtes passionné (e) par des missions de ce type.

Si l'assistance de Conseils d'Entreprises dans des conditions parfois difficiles ne vous rebute pas.

Si vous pensez que le redressement d'une entreprise passe aussi par la valorisation de ses ressources humaines.

Si le conseil auprès de structures du secteur associatif et de l'économie sociale vous attire.

Si vous êtes désireux de mettre à leur disposition votre réflexion et votre imagination.

Si vous souhaitez vous associer au développement d'un cabinet en plein développement, de dimension nationale.

Si vous êtes disponible et motivé (e) à assumer des responsabilités.

Si votre expérience et votre formation (HEC, ESSEC, SUP de Co, etc.) vous ont permis (e) à travailler avec nous.

Transmettez votre C.V. et vos prétentions sous n° 8.157 M.

LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Diriger à Abidjan
une équipe de consultants

Assumer la direction d'une société de conseil déjà solidement implantée dans le milieu des affaires ivoiriennes, une opportunité exceptionnelle pour un consultant dans sa mi-trentaine attiré par la vie en Afrique.

Il pourra dans ce poste conjuguer son aptitude à conseiller avec son désir d'être opérationnel. En effet, tout en ayant pour fonction à gérer et développer l'activité du cabinet, il n'en continuera pas moins à exercer personnellement son métier de conseil tant auprès d'entreprises européennes que pour le compte de responsables ivoiriens.

Diplômé d'une grande école de commerce, il a une bonne expérience du métier de conseil en organisation pour l'avoir pratiqué essentiellement dans les domaines de la gestion : audit comptable et financier, informatique, ...

Les candidats retenus rencontreront à Paris le Président du groupe concerné fin novembre. Écrivez sous référence 3.117 ALM à Eliane Rolland.

50, Boulevard de Courcelles
75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

INFO'ROP

recherche pour

TOULOUSE

INGÉNIEUR

AÉRONAUTIQUE

Expérimenté en

avionique numérique

pour travailler sur le

PROJET HERMES

Env. candidature (manuscrite

C.V. + photo à M. Le Maire

Chargé Général des Recrutements

Hôtel de Ville

75138 Les Mureaux Cedex.

Tél. 1° Lundi 43-71-42-45.

La ville des Mureaux (79)

36.000 habitants

Département de la Seine

C.E.S. - Lynde - L.E.P.

3 bibliothèques

recherche pour préparer

sa future médiathèque :

1 SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

option lecture publique

(C.A.F. B. 2000)

poste disponible à partir

du 1^{er} janvier 1987

Env. candidature (manuscrite

C.V. + photo à M. Le Maire

Chargé Général des Recrutements

Hôtel de Ville

75138 Les Mureaux Cedex.

Tél. 1° Lundi 43-71-42-45.

La ville des Mureaux (79)

36.000 habitants

Département de la Seine

C.E.S. - Lynde - L.E.P.

3 bibliothèques

recherche pour préparer

sa future médiathèque :

1 SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

option lecture publique

(C.A.F. B. 2000)

poste disponible à partir

du 1^{er} janvier 1987

Env. candidature (manuscrite

C.V. + photo à M. Le Maire

Chargé Général des Recrutements

Hôtel de Ville

75138 Les Mureaux Cedex.

Tél. 1° Lundi 43-71-42-45.

La ville des Mureaux (79)

36.000 habitants

Département de la Seine

C.E.S. - Lynde - L.E.P.

3 bibliothèques

recherche pour préparer

sa future médiathèque :

1 SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

option lecture publique

(C.A.F. B. 2000)

poste disponible à partir

du 1^{er} janvier 1987

Env. candidature (manuscrite

C.V. + photo à M. Le Maire

Chargé Général des Recrutements

Hôtel de Ville

75138 Les Mureaux Cedex.

Tél. 1° Lundi 43-71-42-45.

La ville des Mureaux (79)

36.000 habitants

Département de la Seine

C.E.S. - Lynde - L.E.P.

3 bibliothèques

recherche pour préparer

sa future médiathèque :

1 SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

option lecture publique

(C.A.F. B. 2000)

poste disponible à partir

du 1^{er} janvier 1987

Env. candidature (manuscrite

C.V. + photo à M. Le Maire

Chargé Général des Recrutements

Hôtel de Ville

75138 Les Mureaux Cedex.

Tél. 1° Lundi 43-71-42-45.

La ville des Mureaux (79)

36.000 habitants

Département de la Seine

C.E.S. - Lynde - L.E.P.

3 bibliothèques

recherche pour préparer

sa future médiathèque :

1 SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

option lecture publique

(C.A.F. B. 2000)

poste disponible à partir

du 1^{er} janvier 1987

Env. candidature (manuscrite

C.V. + photo à M. Le Maire

Chargé Général des Recrutements

Hôtel de Ville

75138 Les Mureaux Cedex.

Tél. 1° Lundi 43-71-42-45.

La ville des Mureaux (79)

36.000 habitants

Département de la Seine

C.E.S. - Lynde - L.E.P.

3 bibliothèques

recherche pour préparer

sa future médiathèque :

1 SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

option lecture publique

(C.A.F. B. 2000)

poste disponible à partir

du 1^{er} janvier 1987

Env. candidature (manuscrite

C.V. + photo à M. Le Maire

Chargé Général des Recrutements

Hôtel de Ville

75138 Les Mureaux Cedex.

Tél. 1° Lundi 43-71-42-45.

La ville des Mureaux (79)

36.000 habitants

Département de la Seine

C.E.S. - Lynde - L.E.P.

3 bibliothèques

recherche pour préparer

sa future médiathèque :

1 SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

option lecture publique

(C.A.F. B. 2000)

poste disponible à partir

du 1^{er} janvier 1987

Env. candidature (manuscrite

C.V. + photo à M. Le Maire

Chargé Général des Recrutements

Hôtel de Ville

75138 Les Mureaux Cedex.

Tél. 1° Lundi 43-71-42-45.

La ville des Mureaux (79)

36.000 habitants

Département de la Seine

C.E.S. - Lynde - L.E.P.

3 bibliothèques

recherche pour préparer

sa future médiathèque :

1 SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

option lecture publique

(C.A.F. B. 2000)

poste disponible à partir

du 1^{er} janvier 1987

Env. candidature (manuscrite

C.V. + photo à M. Le Maire

Chargé Général des Recrutements

Hôtel de Ville

75138 Les Mureaux Cedex.

Tél. 1° Lundi 43-71-42-45.

La ville des Mureaux (79)

36.000 habitants

Département de la Seine

C.E.S. - Lynde - L.E.P.

3 bibliothèques

recherche pour préparer

sa future médiathèque :

1 SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

option lecture publique

(C.A.F. B. 2000)

poste disponible à partir

du 1^{er} janvier 1987

Env. candidature (manuscrite

C.V. + photo à M. Le Maire

Chargé Général des Recrutements

Hôtel de Ville

75138 Les Mureaux Cedex.

Tél. 1° Lundi 43-71-42-45.

La ville des Mureaux (79)

36.000 habitants

Département de la Seine

C.E.S. - Lynde - L.E.P.

3 bibliothèques

recherche pour préparer

sa future médiathèque :

1 SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

option lecture publique

(C.A.F. B. 2000)

poste disponible à partir

du 1^{er} janvier 1987

Env. candidature (manuscrite

C.V. + photo à M. Le Maire

Chargé Général des Recrutements

Hôtel de Ville

75138 Les Mureaux Cedex.

Tél. 1° Lundi 43-71-42-45.

La ville des Mureaux (79)

36.000 habitants

Département de la Seine

C.E.S. - Lynde - L.E.P.

3 bibliothèques

recherche pour préparer

sa future médiathèque :

1 SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

option lecture publique

(C.A.F. B. 2000)

poste disponible à partir

du 1^{er} janvier 1987

Env. candidature (manuscrite

C.V. + photo à M. Le Maire

Chargé Général des Recrutements

Hôtel de Ville

75138 Les Mureaux Cedex.

Tél. 1° Lundi 43-71-42-45.

La ville des Mureaux (79)

36.000 habitants

Département de la Seine

C.E.S. - Lynde - L.E.P.

3 bibliothèques

recherche pour préparer

sa future médiathèque :

1 SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

option lecture publique

(C.A.F. B. 2000)

poste disponible à partir

du 1^{er</}

صكنا من الدول

Economie

... Le Monde • Jeudi 6 novembre 1986 23

L'assemblée générale d'Usinor

« Saint Antoine de Padoue, retrouvez nos sous »

« Monteur », « voleur », « incapable », on ne croyait revenu au bon temps des matches de boxe, salle Wagram, lors de l'assemblée générale d'Usinor. Pourtant, cette fois, les murs ne vibraient plus des coups des supporters, mais de ceux des trois cent cinquante petits porteurs, n'écarter par les « coups d'accordéon » décidés par l'Etat actionnaire sur le capital de « leur » société, réduisant à zéro la valeur de leurs titres.

Le spectacle était dans la salle : trois heures durant, on a pu voir des messieurs d'un âge généralement respectable (les dames sont rares à assister aux assemblées générales) perdre toute contenance, liner, vociférer ou applaudir, ponctuer les propos des uns ou des autres de sons de trompettes de farces et attrapes...

Un de ces débus d'Usinor prêtait s'en remettre au patron des objets perdus : « Saint Antoine de Padoue, retrouvez nos sous », affichait-il sur une pancarte brandie au bout d'un simple manche à balai.

Confiné dans le rôle de punching-ball, le tout nouveau président d'Usinor (et de Sacilor), M. Francis Mer, a essuyé avec sang-froid les quolibets de ses détracteurs. Pédagogue lorsqu'il s'agissait d'expliquer à un ouvrier sidérurgiste en t-shirt et bretelles les arcanes financières du dossier, il s'est cependant montré ferme à plusieurs reprises, notamment pour récusar les accusations de malhonnêteté.

Une agglomération nouvelle autour d'EuroDisneyland. — Le conseil régional d'Ile-de-France a donné mardi 4 novembre son feu vert à la création d'une nouvelle agglomération regroupant les cinq communes de Marne-la-Vallée inscrites dans le périmètre d'implantation du futur EuroDisneyland. Les conseillers communistes ont voté contre ceux du Front national s'abstenant. Une des communes concernées, Serris, ayant refusé son accord, la création devra être décidée par décret du Conseil d'Etat.

L'heure n'était pas vraiment à l'argumentation. M. Mer a inlassablement insisté sur la nécessité de respecter une « stricte égalité » entre les actionnaires, opposant sans cesse la valeur du capital de la société (4,726 milliards de francs) au gouffre de ses pertes (22 milliards).

Ses opposants ont voué aux gémonies les divers présidents de la sidérurgie, les gouvernements (socialistes mais aussi, bien que moins fréquemment, les dirigeants actuels), certaines informations qui les auraient induits en erreur... C'est un actionnaire belge, affirmant représenter avec deux citoyens un million de titres, qui l'a emporté à l'appel nominal : « Nous sommes mécontents par les procédures utilisées par la société. Nous sommes très inquiets pour la France à la veille des dénationalisations. »

Le vendredi 19 septembre 1986, les personnes privées qui détenaient encore 19 % du capital d'Usinor et 8 % de celui de Sacilor, les deux groupes sidérurgiques nationalisés, apprenaient avec stupeur que non seulement la cotation des actions de ces sociétés était suspendue, mais encore que ces actions étaient purement et simplement annulées. Perte pour les actionnaires, dont cinq mille Lorrains : 400 millions de francs dans le cas d'Usinor au cours de 6,10 F et 60 millions de francs dans celui de Sacilor au cours de 21,50 F.

C'était le « coup d'accordéon » bien connu des financiers et toujours très douloureux pour les actionnaires, surtout quand ils sont minoritaires et totalement impuissants.

Le coup d'accordéon

Le capital social d'Usinor est d'abord augmenté et porté de 4 726 millions de francs à 5 765 millions de francs par conversion d'obligations rachetées par l'Etat — qui possède 80 % du capital de la société — au Fonds d'intervention sidérurgique.

Il est ensuite réduit à zéro : la totalité des actions de 12,50 F le composant sont annulées. L'actionnaire ne possède plus rien sauf, s'il le désire, le droit de souscrire préférentiellement à l'augmentation de capital suivante.

Cette seconde augmentation de capital sera de 23 560 millions de francs par émission de 1 884 milliard d'actions nouvelles de 12,50 F. Elle sera ouverte au public, mais la souscription portera obligatoirement sur 157 actions (soit à débours

une somme de 1 962,50 F) ou un multiple de ce nombre.

Enfin, une deuxième réduction de capital sera opérée : afin d'apurer les pertes cumulée au 31 décembre 1985 et de constituer une réserve, il sera ramené de 23 560 millions de francs à 1 500 millions de francs. Les paquets de 157 actions souscrites au titre de l'augmentation de capital précédente seront échangées contre 10 actions nouvelles de 12,50 F.

Donc, pour posséder 10 actions nouvelles de 12,50 F (soit une somme de 125 F), le nouvel investisseur doit déboursar une somme de 1 962,50 F.

A l'issue de cette opération, le capital d'Usinor s'élèvera à 1,5 milliard de francs, tandis qu'une réserve de 5,8 milliards de francs sera constituée.

La responsabilité de l'actionnaire principal

Dans le cas présent, ces derniers crient bien haut leur indignation et ont créé une association pour défendre leurs droits, en invoquant « l'abus, par l'Etat, de situation dominante » et mettant en cause la responsabilité de la Commission des opérations de Bourse (COB) : « Sachant ce qui allait se passer, elle n'a pas suspendu les cotations plus tôt, permettant ainsi à des investisseurs institutionnels de se dégoûter, ce qui constitue un délit d'initié. »

Pour la COB, cette procédure de suspension n'est justifiée que lorsqu'il y a absence d'informations de l'entreprise concernée, ce qui, selon elle, n'était pas le cas. En effet, les assemblées générales de juin 1984, constatant la disparition des fonds propres en raison des pertes répétées, avaient décidé la poursuite de l'activité industrielle, avec l'obligation légale de reconstituer ses fonds propres dans un délai de deux ans, c'est-à-dire avant la fin de 1986, d'où les opérations en cours.

La recommandation de la Cour des comptes

Mais pourquoi avoir annulé au préalable les actions existantes au lieu d'utiliser la méthode déjà retenue en 1981, à savoir une augmentation préalable du capital suivie d'une réduction pour apurer les pertes ?

La Cour des comptes, dans un référé en date du 25 avril 1986 et dans son rapport public pour 1986, avait fortement recommandé à la puissance publique d'utiliser la méthode de l'annulation préalable.

La Cour constatait en effet qu'en 1981 la réduction de capital après incorporation des créances de l'Etat

avait eu pour effet d'accroître à l'avantage des actionnaires autres que l'Etat la part relative du déficit supporté par ce dernier.

Quant aux dirigeants des deux sociétés, ils s'étaient de la colère des actionnaires minoritaires qui « devaient s'y attendre ». La lecture des bilans et les mises en garde exprimées publiquement à plusieurs reprises constituaient autant d'avertissements sur la valeur réelle de l'action. Ajoutons enfin, pour compliquer encore les choses, qu'en 1985 M. Kiffer, député appartenant RPR de la Moselle et maire d'Amneville, incitait les Lorrains à acheter des actions Sacilor pour « préserver le droit à l'actionnariat de l'entreprise sidérurgique ».

A vrai dire, personne n'est vraiment complètement innocent dans cette affaire. Les acheteurs de titres croyaient ou parfois feignaient de croire, contre toute vraisemblance, que l'affaire se terminerait bien grâce à l'Etat.

Ce dernier a mis un grand retard à régler le problème de la reconstitution des fonds propres, opération qui aurait dû être effectuée en 1984 ou 1985, comme l'a reconnu, au nom de M. Ballardur, M. Michel Noir, ministre chargé du commerce extérieur, répondant, le 3 octobre dernier à l'Assemblée nationale, à M. Kiffer.

Quant aux dirigeants des sociétés, qui estiment avoir effectué les publications légales, ils s'abritent derrière l'Etat, principal actionnaire.

En fait, ce principal actionnaire aurait dû, très tôt, et à coût très réduit faire une OPA sur des titres encore détenus par le public pour être en mesure d'effectuer tranquillement les opérations chirurgicales nécessaires. Cela eût été à la fois habile et moral...

FRANÇOIS RENARD.

REPÈRES

Chômage

Sensible recul en RFA

La RFA comptait 2,02 millions de chômeurs fin octobre, soit 6 % de moins qu'un an auparavant, annonce l'Office fédéral du travail à Nuremberg. En données brutes, le recul est de 1 % sur un mois. Une amélioration persistante mais « lente », selon le président de l'office, M. Heinrich Franke, essentiellement due à la création de postes dans le secteur des services. En septembre 1986, le nombre de personnes employées était supérieur de 300 000 à son niveau de septembre 1985. Cette évolution a permis au taux de chômage d'être ramené à 8,1 % en octobre, contre 8,8 % au même mois de 1985, et constitue un facteur encourageant supplémentaire pour le gouvernement Kohl, à moins de trois mois des élections législatives.

Réserves monétaires

Saignée pour défendre la livre sterling

Le Trésor britannique a révélé le 4 novembre l'importance de la saignée des réserves monétaires à laquelle il a dû consentir pour défendre la livre sterling, avant de se résigner à augmenter les taux d'intérêt : en octobre, l'encaisse de la Banque d'Angleterre a diminué d'un montant record de 868 millions de dollars, contre 372 millions en septembre et 141 millions en août. Depuis l'aggravation des pressions sur la devise britannique, fin juillet dernier, les réserves monétaires ont ainsi été réduites de 1,19 milliard de dollars, plus du quart des 4 milliards de dollars empruntés en septembre par le gouvernement pour reconstituer son matelas de devises. Les pertes du Trésor fait état auraient été encore plus fortes si l'institut d'émission ouest-allemand, la Bundesbank, n'était pas, elle aussi, intervenue pour soutenir la livre, conformément à l'accord passé entre les pays de la CEE, pour tenter de stabiliser les monnaies européennes vis-à-vis du dollar.

ACTIONNAIRES D'ELF AQUITAINE

MERCI D'ETRE PASSÉS A L'ACTION.

En passant à l'action, vous avez contribué à ce que soit plus que doublé le nombre de nos actionnaires. Je tenais à vous remercier très sincèrement de la preuve de confiance que vous nous avez ainsi manifestée. Cette confiance a été partagée par les investisseurs étrangers, qui ont totalement répondu au placement de l'émission obligataire.

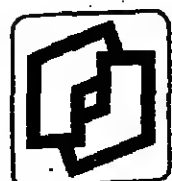
Grâce à vous, nous poursuivrons les efforts engagés avec l'ensemble du personnel pour continuer à faire d'Elf Aquitaine une entreprise française à vocation internationale de premier plan.

Je considère qu'il est de mon devoir de vous informer régulièrement de la situation de votre société afin que vous puissiez tirer avantage de ses efforts et de ses succès.

Comme vous le savez, l'activité pétrolière traverse actuellement une période d'incertitude qui est tout à la fois une source de difficultés et d'opportunités.

L'amélioration très sensible de la situation financière d'Elf Aquitaine ces dernières années, l'extension de ses activités dans les domaines de la chimie la plus évoluée, de la pharmacie et des biotechnologies, devraient permettre à votre Groupe de traverser cette période difficile et d'en sortir renforcé. Il garde intactes ses ambitions pétrolières et considère que la mise à jour de nouvelles réserves profitables reste l'un de ses principaux objectifs ; il est encouragé en cela par les succès récents obtenus en Afrique, en Mer du Nord et dans le Bassin parisien.

Le Président
Michel PECQUEUR



elf aquitaine

Affaires

La quarante-deuxième assemblée générale de l'IATA

Le transport aérien international à l'heure américaine

MONTREUX
de notre envoyé spécial

L'Association de transport aérien international, IATA, meurt à petit feu. Au cours de sa quarante-deuxième assemblée générale annuelle, réunie du 2 au 4 novembre à Montreux (Suisse), elle n'a pu que constater que les comptes des cent quarante-quatre compagnies aériennes membres demeuraient médiocres. Tchernobyl, chute du dollar et terrorisme aidant, l'année 1986 devrait se traduire par un déficit global de 800 millions de dollars, succédant à un bénéfice de 200 millions en 1985.

La crise de l'IATA réside principalement dans le fait que l'IATA, qui représentait, jusqu'à la fin des années 70, un efficace cartel destiné à contrôler les tarifs aériens internationaux, se trouve de plus en plus incapable d'organiser le fonctionnement du transport aérien. Le vent du libéralisme venu d'Amérique et le renforcement de la concurrence ont mis bas les règles féodales de ce club de vieux complices.

Lancée par l'administration Carter, la déréglementation a consisté, aux États-Unis, à partir de 1978, dans l'autorisation donnée à tout transporteur de créer des relations aériennes entre n'importe quelle ville et à n'importe quel prix. Les guerres tarifaires qui ont résulté de ce libéralisme sauvage aboutissent au résultat paradoxal de concentrer le transport aérien américain, par fusées ou par dépôt de bilan, entre les mains de cinq ou six « mégacompanies », dont Texas Air, American et United Airlines sont les plus beaux exemples (1).

Face à ces colosses sans une once de mauvaise grâce, les membres de l'IATA n'ont pu, pas plus cette année que les précédentes, sortir de l'argumentation suivante : « Le transport aérien est trop spécifique pour qu'on lui applique brutalement les règles du marché ; la révolution libérale aboutirait à nuire à la sécurité et à la qualité du transport ; en revanche, une évolution mesurée et progressive nous permettrait de concilier les intérêts tarifaires du consommateur et la nécessité pour nous de préparer l'avenir et de faire des bénéfices. »

La vague de la privatisation

C'est dans la Communauté européenne des douze que ce discours modéré résonne le mieux à se faire entendre. Depuis le 30 avril dernier, la Cour européenne de justice a déclaré dans l'arrêt « Nouvelles Frontières » que les règles du traité de Rome sur la concurrence s'appliquent au transport aérien, mais elle a confié aux États membres le soin de les faire respecter en attendant l'adoption d'un règlement définitif. On assiste depuis cette date au spectacle ordinaire d'une Commission européenne désireuse d'appliquer le traité de Rome le plus rapidement possible et d'un conseil des ministres divisé sur les solutions à retenir. Les Britanniques et les Néerlandais veulent supprimer les tarifs imposés, les limitations de sièges offerts et les interdictions de créer des lignes sans autorisation. Les Grecs, les Espagnols et les Italiens se refusent à démanteler ces règlements qui protègent leurs com-

pagnies. Les Français et les Allemands cherchent une voie médiane. Le conseil des ministres des Douze se réunira le 10 novembre, ainsi qu'au mois de décembre pour parvenir à un accord.

Si le système IATA résiste encore dans l'Europe politique, il craque partout ailleurs. On ne dénombre désormais pas moins de vingt-trois pays ayant adopté ou renforcé une législation protectrice de la concurrence. La vague de la privatisation a pour résultat de réduire au silence les compagnies qui y sont promises, comme Japan Air Lines ou British Airways.

Le pire est, en fait, à venir. La puissance américaine sortie renforcée de la déréglementation tend à installer une légion de « mégacompanies » (1). Celle-ci est déjà tarifaire, et M. Auxence Ickonga, président d'Air Afrique, a protesté contre les compensations financières en base que les Américains imposent aux compagnies africaines transportant leur clientèle. L'hébergement sera aussi technologique. United et American Airlines déclarent 80 % du marché des agences de voyages américain grâce à leurs systèmes de réservation informatisés « Apollo » et « Sabre ». Les autres compagnies sont obligées de s'adresser à elles et d'accepter leurs tarifs si elles veulent vendre leurs billets sur le marché nord-américain. Que se passera-t-il si Apollo et Sabre étendent leur oligopole à l'Europe et à l'Asie ?

M. René Laporte, président d'UTA, est, lui, surtout sensible, tout comme M. Heinz Rulman, président de Lufthansa, au risque couru par les Européens, menacés « d'être dévorés » par les compagnies améri-

caines parce qu'elles négocient des droits de trafic en ordre dispersé. L'Europe aérienne saura-t-elle parler d'une seule voix ?

S'il n'a guère été question de ces enjeux à la tribune de la quarante-deuxième assemblée générale de l'IATA, c'est que le libéralisme a déjà distillé ses effets. Désormais, l'égoïsme sacré de chaque compagnie aérienne, désireuse de résister à la concurrence en améliorant sa compétitivité, exclut que l'IATA redonne le lien d'un véritable consensus. A moyen terme, l'Association subsistera sous forme d'un outil technique économiquement avantageux et stratégiquement neutre pour les compagnies sœurs désormais ennemies : une chambre de compensation pour rétribuer commodément le transport des passagers et du fret affectés pour le compte d'une compagnie tiers, une mutuelle d'assurance pour ne plus subir la loi et les tarifs des assureurs professionnels, des programmes de formation de personnel, notamment ceux des compagnies des pays en voie de développement, etc.

Le transport aérien international sera assujéti progressivement aux règles de fonctionnement classiques des secteurs économiques mondains, moins stratégiques ou moins prestigieux. La banalisation est en marche (2).

ALAIN FAIJAS.

(1) United possède environ trois cent cinquante avions ; Air France, cent six ; UTA, onze.

(2) M. Luis Mendosa, président de la compagnie vénézuélienne Viasa, a été élu président de l'IATA pour une durée d'un an.

La crise de la construction navale

La Pérouse « made in Corée »

Double coup dur pour les Chantiers navals de l'Atlantique à Saint-Nazaire. L'armateur américain SITMAR, dirigé par M. Vissani, qui a déjà commandé un paquebot de croisière aux chantiers, livrable fin 1988, a annulé le 31 octobre l'option qu'il avait réservée sur un second navire du même type qui aurait dû être terminé à la fin de 1989. Pour l'entreprise de Saint-Nazaire et ses quatre mille six cents salariés, ce sont 2,5 millions d'heures de travail qui disparaissent et un contrat de 150 millions de dollars.

Alstom s'est fait souffler la commande par les chantiers italiens Financieri, qui ont proposé à SITMAR un montage financier original. Paris va saisir la commission de Bruxelles sur la « transparence » des aides que reçoivent les chantiers italiens.

Alstom, toutefois, considère ce contretemps comme un simple incident de parcours. L'entreprise continue des négociations avec d'autres armateurs de croisière norvégiens ou américains, et notamment Carnival Cruises. Il reste que le marché des paquebots, qui était croissant jusqu'à maintenant à des chantiers allemands et finlandais, s'est dirigé vers l'Italie, ce qui risque d'accentuer un peu plus la concurrence.

Au même moment, le gouvernement a autorisé, après des semaines d'attentes, la Compagnie générale maritime (CGM) à passer commande d'un gros navire porte-conteneurs à l'entreprise sud-coréenne Samsung. C'est-à-dire qu'il a accordé à la CGM (groupe public) la licence d'importation nécessaire.

Or les Chantiers de l'Atlantique convoitaient cette commande.

Devant l'Institut français de la mer, le 4 novembre, M. Ambroise Guéhen, secrétaire d'État à la mer, a déclaré que seule la loi sur le droit de rachat (NORMED) (aujourd'hui en recensement judiciaire) avait répondu à l'appel d'offres lancé pour ce navire par la CGM, mais le prix proposé était au moins deux fois plus élevé que la cotation des Coréens (1). Le gouvernement n'a donc pas voulu dégrader les subventions nécessaires. Du plus, cela aurait prolongé artificiellement la vie de NORMED, ce que les pouvoirs publics ne souhaitent évidemment pas.

En fait, Alstom avait répondu à la CGM que son offre l'intégrait à condition que le porte-conteneurs soit, dans ses caractéristiques, voisin du navire standard de ce type que les Chantiers de l'Atlantique proposent à leurs clients dans leur catalogue. Mais la CGM, qui doit exploiter son navire avec d'autres armateurs, avait formulé des exigences particulières quant à la disposition du château, c'est-à-dire les cabines et la tonnerie, et aux conditions de logement des équipages. Voilà pourquoi la Pérouse, c'est son nom, portera l'estampille « made in Corée », les chantiers de ce pays étant prêts à tout, y compris à faire de faux clients, pour décrocher des commandes.

FRANÇOIS GROSCHRIED.

(1) Il coûtera environ 250 millions de francs à la CGM. Au ministère de l'Industrie on précise que NORMED, en mai, avait coté à 840 millions !

Mise en redressement judiciaire des Chantiers navals de Normandie près de Rouen

Le tribunal de commerce de Rouen a prononcé, le 4 novembre, la mise en redressement judiciaire des Chantiers de Normandie (330 salariés) de Grand-Quevilly, près de Rouen, une filiale du groupe Manche SA (construction navale). Un administrateur judiciaire devra être nommé afin d'assurer le paiement des salaires d'octobre qui n'ont pas été effectués par les Chantiers de Normandie. La direction avait indiqué, le 31 octobre, qu'elle demanderait le dépôt de bilan « immédiat », si un navire en cours d'achèvement n'était

pas « libéré » par les salariés qui l'occupent depuis le 11 octobre à l'appel de la CGT et de la CFDT. Les syndicats ont indiqué qu'il n'était toujours pas question de « libérer » le navire, une drague destinée au port de Boulogne-sur-Mer. Les deux autres chantiers du groupe, les Ateliers et Chantiers de la Manche (ACM) de Dieppe (300 salariés) et ceux de Saint-Malo (220 salariés) ont été eux aussi placés en redressement judiciaire le 30 septembre.

Pour se prémunir contre une prise de contrôle

Goodyear cherche à revendre Celeron

Le groupe américain Goodyear, numéro un mondial du pneumatique, s'apprête à revendre sa filiale pétrolière Celeron. Selon son président, M. Robert Mercer, cette cession sera l'une des pièces maîtresses du plan de restructuration de son capital lancé par la firme d'Akron, avec l'aide des sociétés de courtage Goldman Sachs et Drexel Burnham Lambert (le Monde du 1^{er} novembre) en vue de faire échec aux efforts déployés par le financier franco-britannique Sir James Goldsmith pour prendre le contrôle de l'affaire. (Le Monde du 4 novembre).

Vingt et une compagnie pétrolière aux États-Unis, Celeron avait été rachetée par Goodyear au début de 1983 pour 779 millions de dollars (5,2 milliards de francs). Actuellement, les actifs de Celeron sont évalués, 825 millions de dollars (5,52 milliards de francs) par les uns, 1,3 milliard (8,6 milliards de francs) par les autres. En tirant un bon prix des intérêts pétroliers du groupe, M. Mercer espère faire monter la valeur boursière de Goodyear et décourager ainsi Sir James Goldsmith.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES
DE L'ÉNERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT
RECHERCHE D'UN PARTENAIRE ASSOCIÉ
À LA GESTION DU SECTEUR URBAIN DE L'EAU

Le ministre des Ressources naturelles, de l'Énergie et de l'Environnement de la République de Guinée a décidé d'associer le secteur privé aux activités d'exploitation dans le domaine de la distribution d'eau potable urbaine dans l'ensemble du pays.

Alors que la définition et la réalisation des investissements du secteur seront confiées à une société d'économie mixte où l'État ne détient qu'une part minoritaire du capital.

Le choix du partenaire étranger, détenteur d'intérêt dans le cadre de la société d'économie mixte sera fait à l'issue d'une procédure en deux phases :

1. Une phase de préqualification permettra de sélectionner les partenaires éventuels répondant aux conditions nécessaires pour que leur candidature puisse être envisagée.
2. Une phase de choix définitif permettra de désigner, parmi les entreprises qualifiées, celle qui proposera les conditions économiques les plus satisfaisantes pour le gouvernement guinéen. Cette entreprise sera alors appelée à entrer en négociation avec le gouvernement pour la constitution de la société d'économie mixte et la conclusion d'un contrat d'exploitation des installations d'eau sur la base de l'offre qu'elle aura remise.

Un dossier définissant de façon précise les conditions de préqualification peut être retiré à partir du 6 novembre 1986 auprès :

- De l'Entrepris Nationale de Distribution d'Eau de Guinée, DEG - Châtillon d'eau, quartier Almamy, Conakry I, République de Guinée.
- Des représentations diplomatiques à Conakry des pays membres de la Banque mondiale.
- De l'Ambassade de Guinée à Paris.

Les dossiers de préqualification devront être remis à l'Entrepris Nationale de Distribution d'Eau de Guinée avant le 22 décembre à 15 h.

20 ANS D'INFORMATIQUE VOUS CONTEMPLER

Mar 1966 : création de l'OI Informatique, premier journal d'une industrie en pleine naissance.
Fin 1986 : 21 ans de vie active, d'expérience et d'avenir plus que jamais la référence du monde de l'informatique.
Trésor d'informations pour les professionnels : Support N° 1 du marché de l'emploi. Trois éditions : un hebdo, un magazine mensuel et un annuaire devenu source précieuse de la culture informatique.
20 ans c'est plus qu'une fête : c'est une base solide pour les années à venir.

20 OI

OI conjugue ses 20 ans au futur

OI Informatique est une publication du groupe Teco, filiale de CEF Communication.

Le Premier journal français d'informatique

هكنا من الأول

Agriculture

Les éleveurs français veulent être protégés contre le mouton britannique

La FNSEA et la Fédération nationale ovine (FNO) exigent à nouveau du gouvernement une renégociation immédiate du règlement communautaire, afin de permettre aux éleveurs français de moutons de lutter contre leurs concurrents britanniques, favorisés par l'actuelle réglementation.

Les deux organisations professionnelles ont suggéré, lors d'une conférence de presse le mardi 4 novembre, que la France pousse l'initiative de rouvrir le dossier dès le prochain conseil des ministres de l'agriculture. Les éleveurs demandent le déclenchement de l'intervention publique pour soutenir les cours et le versement de primes pour reconstituer la trésorerie des exploitations. Un comité de gestion du marché qui doit se tenir à Bruxelles les 6 et 7 novembre sera l'occasion pour les agriculteurs de tester la volonté politique du gouvernement.

Le prix de la viande de mouton a baissé de plus de 12 % depuis le début de l'année, et les éleveurs prévoient une diminution de 5 à 8 % de leur revenu en 1986, malgré les primes dont ils bénéficient déjà. « Le marché s'est effondré du fait d'une hausse des importations de moutons en provenance de Grande-Bretagne, rendus plus compétitifs

par la baisse de la livre sterling vis-à-vis du franc », soulignent-ils, le problème de fond restant la disparité de traitement entre les éleveurs français et britanniques. « Ou bien nous aurons satisfaction, ou bien les manifestations continueront », ont-ils déclaré.

C'est ainsi qu'à Nevers deux cents agriculteurs ont mis en place des barrières, dans la nuit de lundi à mardi, pour contrôler la provenance de la viande de mouton transportée en camion frigorifique. « Puisque les pouvoirs publics ne font pas la police contre ces importations abusives, nous la faisons nous-mêmes », déclare M. Hubert Delorme, secrétaire général de la FNSEA de la Nièvre. Nous voulons manifester contre un règlement communautaire qui permet aux Anglais de mettre le mouton à 5 F le kilo sur le marché quand nous ne pouvons pas le produire à moins de 22 F.

À Rodez, dans l'Aveyron, cent cinquante éleveurs se sont rassemblés mardi matin pour protester, et se sont rendus ensuite à la préfecture où ils ont remis un troupeau de trente ovins au représentant du gouvernement, en lui demandant de « les offrir aux Restaurants du cœur ».

POINT DE VUE

par Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne (UDF), président du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue.

La formation professionnelle a vingt ans. La loi du 3 décembre 1966 a fixé des objectifs, défini des structures, qui n'ont pas été modifiés. L'organisation est interministérielle : les décisions sont prises dans l'accord des partenaires sociaux.

La loi de 1966 a aussi affirmé une ambition : faire pour la formation professionnelle ce que la III^e République a réalisé pour l'enseignement primaire. « Dans la seconde partie du vingtième siècle, déclare M. Michel Debré à l'Assemblée nationale, la formation professionnelle prend, au regard de l'Etat, une importance égale à ce que fut à la fin du dix-neuvième siècle l'obligation d'apprendre les rudiments » (1).

Une telle priorité a été perdue de vue. Certes, la décentralisation de la formation professionnelle — intervenue en 1983 — a compliqué le système. Les régions ont reçu une compétence de droit commun en matière d'apprentissage et de formation professionnelle continue. Dans l'enjeu de la formation professionnelle, écrit avant les élections, j'estime que la réforme était « à mi-gue » (2). Elle l'est restée.

Social

Le sursaut

Depuis six mois, l'organisation gouvernementale du travail n'est pas bonne. Chaque ministère agit comme il l'entend, sans que soit définie une politique d'ensemble. On s'agit d'apprentissage ou de formation professionnelle continue, les relations entre l'Etat et les régions souffrent d'un manque de concertation, les études et les décisions des différents ministères d'un défaut de coordination.

L'anniversaire de la loi doit être l'occasion d'un sursaut.

D'abord, il existe une forte contradiction entre le transfert législatif, qui confie une compétence de droit commun aux régions, et le transfert des moyens financiers consacrés à la formation. Les régions ont disposé l'année dernière de 3,8 milliards de francs, alors que les crédits laissés à l'Etat s'élevaient à 13 milliards. Les sommes inscrites dans la loi de finances pour 1986 et dans le projet de budget pour 1987 renforcent ce déséquilibre. En 1986, la dotation de décentralisation relative à la formation professionnelle et à l'apprentissage a été accrue de 4,6 %, alors que les crédits de l'Etat augmentaient de 18,1 %. En 1987, la première augmentera de 5,1 %, alors que les seconds s'accroîtront de 7,1 %, voire même de 34 % si l'on intègre dans les crédits de la formation professionnelle les sommes consacrées à la prise en charge par l'Etat des cotisations sociales des employeurs.

Que la compétence de droit commun des régions ne soit pas assortie des moyens financiers nécessaires à sa mise en œuvre, ce fait n'est pas pourtant l'élément le plus inquiétant de la situation actuelle. Malgré le souhait du gouvernement d'agir rapidement, il est regrettable que la détermination du contenu et des modalités de l'ordonnance relative à l'emploi des jeunes n'ait pas donné lieu à un examen des conditions dans

lesquelles les efforts des conseils régionaux pouvaient amplifier les initiatives décidées au niveau national. Un tel examen aurait sans doute conduit à retenir d'emblée un dispositif qui ne poserait pas d'interrogation juridique sur la possibilité pour les chefs d'entreprise de bénéficier des exonérations de charges sociales lorsque les jeunes suivent des stages de formation financés par les régions ou lorsque, parallèlement à leur embauche, ils s'inscrivent à des stages organisés par celles-ci.

De même, les conseils régionaux devraient être associés à l'élaboration des mesures en faveur de l'apprentissage, dont se préoccupe notamment le ministre du commerce, de l'artisanat et des services. En effet, les régions assument le poids financier d'une telle formation depuis 1983, et elles souhaitent participer à part entière, en liaison avec les professions, à la mise en œuvre de la réforme décidée par le conseil des ministres.

Plus généralement, il serait souhaitable que les orientations prioritaires en matière de formation professionnelle, déterminées au niveau national sur le fondement de l'article L. 910-2 du code du travail, le soient après avis des régions.

Et quand l'Etat envisagera-t-il clairement l'avenir des missions locales, dans lesquelles sont engagés tant d'élus ? Quand comprendra-t-il qu'il ne peut abandonner — comme il le fait maintenant — les actions antérieurement lancées en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté ?

Par ailleurs, l'expérience du fonctionnement du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation continue, que je préside depuis sa mise en place en 1985, me conduit à estimer que sa composition n'est pas satisfaisante. Les représentants des organisations professionnelles et syndicales, qui participent assidu-

ment à ses travaux, pensent — non sans raison — que leur rôle fait double emploi avec leur participation au comité de gestion de la formation professionnelle. Les représentants de l'Etat, peu présents, n'apportent guère de contribution aux réflexions engagées. Les régions, juridiquement représentées par douze élus, ne peuvent se sentir toutes concernées, puisque plus de la moitié d'entre elles, dans la réalité, ne sont pas représentées. Une réforme du comité de coordination est donc nécessaire, à seule fin d'assurer une meilleure liaison entre l'Etat et les régions.

Un temps précieux a été perdu. Une réaction s'impose.

La caractéristique interministérielle de la politique de formation professionnelle doit être réaffirmée. La coordination des actions de l'Etat doit être mieux assurée. La collaboration avec les régions doit être plus soutenue.

Mais les difficultés rencontrées ne me paraissent pas conduire à la suppression de la délégation à la formation professionnelle, envisagée par les pouvoirs publics. Bien au contraire, favoriser la concertation interrégionale, clarifier la diffusion de l'information, unifier les actions conduites par les différents ministères, affirmer les liens entre la politique de formation et la politique de l'emploi, telles devraient être les fonctions d'une délégation renouée.

Puisse le gouvernement, à l'occasion de l'anniversaire de la loi de 1966, qu'il s'appareille à célébrer, définir une politique d'ensemble capable d'entraîner les régions et les partenaires sociaux dans un effort commun.

(1) Michel Debré, Assemblée nationale, 5 octobre 1966.

(2) Jean-Pierre Soisson, Jean-François de Martel, Bruno Rinaud, *L'Enjeu de la formation professionnelle*, Fayard, 1986.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SFI	
Société Française d'Investissement	
SICAV	
Société d'investissement à Capital Variable	
Situation au 30 septembre 1986	
Valeurs françaises	51,1 %
Valeurs étrangères	42,1 %
Liquidités	6,8 %
Valeur liquidative	567,66 F
Dividende net attribué en 1985	20,82 F
Rappel de la valeur liquidative au 31/12/85	473,85 F
Régime fiscal : placement Caisse des Dépôts Charge Porteur 5 A	

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX

Augmentation de capital en numéraire (1 milliard de francs)
Attribution gratuite d'actions

La Compagnie générale des eaux va procéder, à partir du 10 novembre prochain, à une double opération concernant son capital :
— attribution gratuite d'actions, à raison d'une action nouvelle pour dix actions anciennes ;
— émission d'actions à souscrire en numéraire, à raison d'une action nouvelle pour dix anciennes au prix de 850 francs.
Les souscriptions globales provenant de cette émission s'élèveront à près de 1 milliard de francs.
La justification des actions nouvelles, attribuées gratuitement et souscrites en numéraire, est fixée au 1^{er} janvier 1986.
L'émission d'actions nouvelles est destinée à contribuer au financement de très importants investissements, industriels et financiers, dans les secteurs d'activité traditionnelle et nouveaux du groupe.

SPECIAL ASSOCIATIONS

ASSOCIATION BIEN GERÉE EST VOUEE AU SUCCES.

Vous êtes gestionnaire d'une association. La Caisse d'Épargne Écureuil peut vous aider à la gérer, à la financer et à la développer comme une véritable entreprise. Grâce à sa vocation et à son expérience de gestion associatif et de l'économie sociale, l'Ami Financier vous propose, en plus du compte chèques Écureuil et de la Carte Épargne, plusieurs services spécialement adaptés aux préoccupations spécifiques des associations :

- Le Livret A "Spécial Associations" : ses intérêts décaissés et son plafond 5 fois supérieur à celui des particuliers permettent de rentabiliser les disponibilités temporaires.
- Les Cédents-Rolets de l'Écureuil : ils couvrent des besoins momentanés de trésorerie en finançant sur courte durée et à un taux privilégié certains rejets de recette.
- Les "Prêts Associations Écureuil" : ils financent le développement de votre association grâce aux possibilités de prêts à l'équipement et à l'investissement, à court, moyen et long terme.
- La gamme complète de placements : SICAV/Associations, SICAV de trésorerie, SICAV long terme, FCP.

Avec l'Écureuil, votre association deviendra rapidement un succès. Demandez dès maintenant, à votre Caisse d'Épargne, la brochure de l'Ami Financier "Spécial Associations".

Robert & Partners CENEP 06 80 32 00 07

L'AMI FINANCIER Caisse d'Épargne Écureuil

EDIMBOURG ABERDEEN: UNE NOUVELLE LIGNE.



Air France, c'est, à partir du 26 octobre, deux nouvelles destinations en Grande-Bretagne : Édimbourg et Aberdeen. Trois vols par semaine : mardi, jeudi et dimanche vous sont proposés en Boeing 737 avec le choix de la Classe Affaires et de la Classe Économique. Édimbourg et Aberdeen, encore des preuves de la volonté d'Air France d'innover sans cesse afin de mieux répondre aux attentes de ses passagers.

AIR FRANCE INNOVE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Réuni le 28 octobre 1986 sous la présidence de M. Pierre Suard, le Conseil d'administration d'Alcatel a approuvé les opérations qui doivent être exécutées par la Compagnie pour mettre en œuvre l'accord en cours de finalisation entre les groupes CGE et ITT.

Cet accord vise à constituer, par la réunion des activités de télécommunications des deux groupes au sein d'une société commune de droit néerlandais qui vient d'être créée, un ensemble d'environ 10 milliards de dollars de chiffre d'affaires qui se situerait au deuxième rang mondial de l'industrie des télécommunications.

Le Conseil a examiné les conditions de constitution du nouvel ensemble.

Alcatel apporterait à la société française Alcatel Télécommunications, récemment constituée, ses activités industrielles et commerciales propres ainsi que les participations qu'elle détient dans ses filiales dont les activités sont directement liées aux siennes, soit pour l'essentiel la totalité des activités du Groupe Alcatel en télécommunications publiques; en rémunération de ces apports, la Compagnie recevrait des actions émises par Alcatel Télécommunications. Alcatel resterait par ailleurs propriétaire des titres qu'elle détient dans Alcatel Electronique, Locatel, Olivetti et Fortune Systems notamment.

Alcatel apporterait ensuite ses participations dans Alcatel Télécommunications et Alcatel Electronique à la société commune. En rémunération de ces apports, Alcatel détiendrait une participation de l'ordre du tiers dans la capital de cette société qui recevrait par ailleurs les activités de télécommunications d'ITT. Le processus envisagé pour la constitution du nouvel ensemble prévoit que, simultanément, la Compagnie Générale d'Electricité complètera la participation de son groupe dans la société commune pour la porter au total à plus de 50 %.

Pour réaliser ces opérations, le Conseil a décidé de convoquer les actionnaires de la Compagnie en Assemblée générale extraordinaire le 22 décembre 1986, pour leur soumettre :

- un projet d'apport partiel d'actif d'Alcatel à Alcatel Télécommunications.
- un projet d'apport à la société commune des participations d'Alcatel dans Alcatel Télécommunications et Alcatel Electronique.
- des adaptations des statuts d'Alcatel destinées essentiellement à les mettre en harmonie avec la situation de la Compagnie qui résulterait des opérations décrites ci-dessus.



Le Simco

UNION POUR L'HABITATION

Le montant des loyers émis par la société au cours des trois premiers trimestres de l'année 1986 est le suivant comparé à celui de 1985 :

	1985 (francs)	1986 (francs)
1 ^{er} trimestre ...	62 712 176	67 181 776
2 ^e trimestre ...	59 188 418	64 239 568
3 ^e trimestre ...	61 288 806	65 786 136
Total	183 189 400	197 207 480

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

INFORMATION SICAV AU 30 SEPTEMBRE 1986

BANQUE WORMS

Sociétés d'investissement à Capital Variable	HAUSSMANN EUROPE 5.03.84	HAUSSMANN FRANCE 25.06.86	HAUSSMANN OBLIGATIONS 13.12.82	HAUSSMANN EPARGNE 23.07.84	HAUSSMANN COURT TERME 17.10.83	HAUSSMANN ASSOCIATIONS 5.12.83	HAUSSMANN OBLIGATIONS 22.10.84
ORIENTATION	Valeurs mobilières et européennes	Valeurs mobilières françaises	Obligations françaises et étrangères	Obligations françaises	Obligations françaises	Obligations françaises	Obligations françaises
ACTIF NET (MF)	462,5	173,89	1 106,2	905,4	609,7	687,9	467,3
VALEUR LIQUIDATIVE (F par action)	1 836,69	1 003,68	1 515,60	1 399,64	1 129,51	1 294,70	1 330,53
PERFORMANCE en % (composés inclus) :							
- depuis l'origine	+88,77 %	+0,368 %	+86,27 %	+39,20 %	+37,07 %	+47,02 %	+32,45 %
- depuis le 1.01.86	+30,54 %	n.s.	+22,43 %	+18,11 %	+6,03 %	+14,69 %	+17,56 %
RÉPARTITION DE L'ACTIF NET (%) :							
a) en France - actions	21,64 %	63,30 %	4,44 %	—	8,26 %	5,30 %	14,87 %
- obligations	28,61 %	33,08 %	82,12 %	99,76 %	85,78 %	91,07 %	83,52 %
b) à l'étranger - actions	45,16 %	—	—	—	—	—	—
- obligations	4,23 %	3,62 %	0,04 %	0,24 %	5,96 %	3,63 %	1,61 %
c) autres éléments d'actif	—	—	—	—	—	—	—

Les souscriptions et les demandes de rachats, ainsi que les notes trimestrielles d'information, sont reçues et disponibles aux guichets de la BANQUE WORMS — 45 boulevard Haussmann 75009 PARIS — Téléphone (1) 42.66.90.10.

Depuis le 3 novembre 1986, le droit d'entrée maximum perçu à l'occasion de souscriptions sur SICAV HAUSSMANN FRANCE, HAUSSMANN EUROPE ET HAUSSMANN OBLIGATIONS est passé de 4,75 % à 3,75 %.



Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

4 novembre

Calme et résistants

Le calme le plus plat a continué de régner mardi rue Vivienne. Comme la veille, les cotations ont été expédiées au pas de charge. Cependant, malgré la mesure des échanges sur les valeurs françaises (589 millions de francs lundi), celles-ci n'ont pas trop mal résisté. Si l'irrégularité a derechef été au rendez-vous, un nombre à peu près égal de hausses et de baisses ont été répertoriées. Dans la matinée, l'indicateur instantané avait réussi à redevenir très légèrement positif (+0,32 %). A l'issue de la grande séance, il se maintient en retrait de quelques fractions (—0,07 %).

Le seul fait marquant de la journée a été la hausse d'Alcatel (+5,6 %), dont la cotation, suspendue vingt-quatre heures auparavant, fut initialement réservée en raison du déséquilibre entre l'offre et la demande. L'on sait en effet que l'accord CGE-ITT est échu aux câbles téléphoniques et aux fibres optiques et que, dans ce cadre, Alcatel apportera au nouvel ensemble ses activités dans ce domaine.

Au premier étage, la tendance était plutôt lourde sur le marché obligataire. La MATIF n'avait pas bien meilleure mine.

NEW-YORK, 4 novembre

Irrégulier mais soutenu

Ferme en début de semaine, Wall Street a resté mardi avec l'irrégularité. Des ventes bénéficiaires se sont produites. Mais elles ont été bien absorbées dans l'ensemble et, un instant, le marché a faibli. L'indice des industriels s'est établi en clôture à 1892,43, soit à 1,83 point seulement en dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée est même demeuré positif. Sur 1 996 valeurs traitées, 874 ont monté, 690 ont baissé et 422 n'ont pas varié.

Les professionnels ne se dissimulent guère de la réaction du marché, normale à leur yeux après le galop de la veille. Beaucoup attendaient le résultat définitif des élections pour se faire une opinion. Mais, de l'avis général, une victoire démocrate n'aurait qu'un faible impact sur la Bourse. Pour l'instant, les affaires particulières, c'est-à-dire touchant aux tentatives d'OPA, ont continué de retarder l'activité générale. L'action Goodyear a continué d'être activement recherchée. Mais tous les regards se sont tournés vers Gillette (2,17 millions de titres échangés), qui a monté de 6 %. Des rumeurs circulent selon lesquelles le groupe agro-alimentaire Unilever chercherait à prendre le contrôle de l'entreprise.

L'activité s'est accélérée et 163,24 millions de titres ont changé de mains, contre 138,22 millions lundi.

VALEURS	Cours de 3 nov.	Cours de 4 nov.
Alcatel	37 1/4	37
A.T.T.	52 1/2	51 3/4
Banque	30 3/8	30 7/8
Chase Manhattan Bank	38 3/8	38 1/4
De Beers	64	63 3/4
Eastman Kodak	88 5/8	70
Exxon	53 1/4	54 1/8
General Electric	77 3/8	78 1/2
General Motors	72 1/2	73 3/8
Goodyear	48 1/4	48 1/4
I.B.M.	128 1/8	125 7/8
I.T.T.	54 5/8	54 1/4
Intel	38 3/8	38 1/4
Philips	60 3/8	59 7/8
Schweitzer	31 7/8	32 1/8
Union Carbide	22	21 7/8
U.S. Steel	67 1/4	67 1/4
Westinghouse	67 7/8	68
Xerox Corp.	87 7/8	88

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,68 F ±

L'avance des démocrates aux élections américaines et, surtout, leur prise de contrôle du Sénat, a provoqué un repli modéré du dollar, après une réaction initiale plus vive : le parti démocrate est réputé plus laxiste par le parti républicain, notamment en matière d'inflation. Le billet vert a fléchi davantage en Europe qu'au Japon, où il ne perdait que 0,60 yen mercredi matin.

FRANCFORT	4 nov.	5 nov.
Dollar (en DM) ..	2,8588	2,8460
TOKYO	4 nov.	5 nov.
Dollar (en yen) ..	164	163,48

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (5 nov.)

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES
2 La réunion des élections aux États-Unis. 3 La reprise du dialogue soviéto-américain à Vienne. 4 Le quarantième anniversaire de l'UNESCO. 6 Le sort des otages occidentaux au Liban. — Violents combats à Beyrouth.	8 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. — La réforme du code de la nationalité. 9 M. Mitterrand fait entendre sa différence. — Le gouvernement et les pieds-noirs.	12 M. Pandoz annonce que la France s'apprête à ratifier la convention européenne pour la répression du terrorisme. — Le Rhin « fortement pollué » après l'incendie de l'usine Sandoz.	13 André Boucourechliev parle de Franz Liszt. 14 Les grands prix de Rome aux Beaux-Arts. 15 Paul Lederman et le disque des « Records ». — Diane Kurys tourne à Rome. 20 M. Gabriel de Broglie a été élu président de la CNCL.	23 L'assemblée générale des actionnaires d'Uzinor. 24 La réunion de l'IATA. 25 Point de vue : le sursaut, par Jean-Pierre Soisson. 26-27 Marchés financiers.	Radio-télévision 19 Petites annonces 22 Carnet 20 Météorologie 19 Mots croisés 19 Suspense 20 Programmes des spectacles 16 à 18

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : remaniement gouvernemental

Les ministres de l'intérieur et de l'information vont quitter leurs fonctions

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Deux ministres controversés, MM. Louis Le Grange (loi et ordre) et Louis Nel (information) vont quitter leurs fonctions le 1^{er} décembre, date de l'entrée en vigueur du remaniement ministériel annoncé mardi 4 novembre par le président de la République, M. Pieter Botha.

M. Le Grange qui occupait ce poste depuis 1982 est candidat à la présidence du Parlement blanc. Ayant subi avec succès un traitement anticancéreux, il souhaitait quitter le portefeuille exposé et trop lourd de la répression qu'il a administré avec tant de fermeté. Il sera remplacé par M. Adrian Vlok, actuel ministre adjoint de la loi et de l'ordre ainsi que de la défense, qui passe pour être un technocrate ambitieux.

Louis Nel est actuellement au centre d'une polémique à propos de la promotion d'une chanson intitulée « Tous ensemble, construisons un avenir meilleur », un hymne à la réconciliation raciale, œuvre du bureau de l'information qu'il dirigeait et qui a coûté à l'État la modeste somme de 13 millions de francs. Plusieurs postes lui ont été proposés, mais il n'a pas encore fait son choix.

Son successeur, Stoffel Van der Merwe, a la réputation d'un libéral.

Mis à part ces deux remplacements, le nouveau cabinet n'a pas été profondément modifié. Les détenteurs des postes clés restent inchangés. Quatre ministres ont fait valoir leur droit à la retraite. Ils n'auront pas de successeurs, leurs portefeuilles ayant été attribués à d'autres ministres dans le souci de réduire l'importance du cabinet. Cependant, dix postes de ministres adjoints ont été créés pour épauler notamment les secteurs des affaires étrangères et des finances.

A noter également, la nomination à la tête du Parti national à l'Assemblée blanche de M. Frederick Willem de Klerk, en remplacement de M. Hendrik Schoeman, ministre des transports, qui prend sa retraite. Une nouvelle promotion pour M. de Klerk, actuel favori à la succession du chef de l'État.

Enfin, le ministre des affaires étrangères a annoncé le même jour la nomination de M. Les Manly au poste d'ambassadeur aux Nations unies en remplacement de M. Kurt von Schmidt, qui était président de la Fondation sud-africaine, organisme de réflexion indépendant et influent. M. Manly a été un artisan du pacte de Nikmaté signé en 1984 avec le Mozambique.

MICHEL BOLE-RICHARD.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 5 novembre

Baisse

Après avoir maintenu l'équilibre au cours des deux premières séances de la semaine, la Bourse de Paris s'est franchement orientée à la baisse, mercredi matin, pour la session préliminaire. Le mouvement est allé en s'accroissant. D'abord en repli de 1,04 %, l'indice instantané s'inscrivait en clôture à 1,47 % en dessous de son niveau précédent. Lourdier d'Alstom (- 6,5 %), de Pernod-Ricard (- 3,7 %), de Doux de France (- 3,3 %), de Compagnie Bancaire (- 3,2 %) et de Peugeot (- 2,4 %).

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Alcatel	430	427	426
Agropar	2018	2010	2006
Alcatel (L)	688	680	680
Alcatel (S)	1100	1090	1085
Bouygues	2246	2220	2220
Bouygues	1316	1305	1305
B.S.M.	4320	4240	4245
Carrefour	3025	3001	3005
Compagnie S.A.	1336	1353	1353
Châtelain	695	690	688
Orléans	1536	1510	1495
Orléans	1360	1340	1325
S.F.A. (L)	318	315	314 50
Enlèvement	3200	3200	3190
Lafarge	1348	1340	1330
Michelin	2420	2400	2370
Mid (L)	1598	1580	1565
Mid (S)	2280	2270	2265
Neuf, Mouton	1088	1080	1060
Orléans (L)	3505	3500	3500
Peugeot	1171	1150	1150
Peugeot-Ricard	1028	1012	990
Renault	1081	1058	1055
Santel	685	648	625
Suez	813	808	800
T.M. (L)	2800	2805	2805
Thomson	1928	1905	1905
Thomson	428 50	426	422 50
T.T.T.	2140	2100	2100
Vallo	514	507	504

Le numéro du « Monde » daté 5 novembre 1986 a été tiré à 465 536 exemplaires

PROMENADE CULTURELLE

ENSEIGNEMENT PRIVÉ À DISTANCE

A LA DÉCOUVERTE DU MONDE

pour occuper vos loisirs apprendre et connaître...

Beaux-arts | Musique

Littérature | Cinéma

Histoire | Techniques

etc.

Documentaire gratuit sur demande

ECS

1 rue Théard - 75005 Paris

Tél. (1) 46.34.21.99

A B C D E F G

Un coopérant français détenu au Ciskei depuis deux semaines

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Un lecteur français de l'université de Fort-Hare, M. Pierre-André Albertini, est détenu depuis le 23 octobre par la police du Ciskei, homeland indépendant sur le territoire duquel est situé l'établissement. Il semble que c'est en tentant de récupérer son passeport, qui lui avait été confisqué depuis quelque temps, que M. Albertini, âgé de vingt-huit ans, a été appréhendé. Aucune explication n'a été fournie sur les raisons de cette arrestation précédée d'une rafle dans les milieux de l'UDF (Front démocratique uni).

Antérieurement, M. Albertini avait fait l'objet de deux perquisitions. Coopérant au titre du service national, il effectuait sa période complémentaire. Son contrat venait à échéance à la fin de l'année au 1^{er} janvier l'université de Fort-Hare, actuellement administrée par l'Afrique du Sud, doit passer sous le contrôle du Ciskei.

Les démarches effectuées par l'ambassade de France à Pretoria n'ont pour l'instant pas abouti. Paris, comme toute la communauté internationale, ne reconnaît pas le Ciskei, ces démarches se font par l'intermédiaire du gouvernement sud-africain. Après avoir essayé un premier refus la semaine dernière, le consul de France au Cap a pu rendre visite à M. Albertini mardi 4 novembre.

D'après ses proches, il serait détenu en vertu d'une loi sur la sécurité interne calquée sur le modèle sud-africain, qui permet la détention illimitée sans jugement.

M. B.-R.

MOZAMBIQUE

Des manifestants ont incendié l'ambassade du Malawi et lancé des pierres sur la mission sud-africaine

Plusieurs centaines de jeunes manifestants ont saccagé et incendié l'ambassade du Malawi et lancé des pierres sur la mission commerciale d'Afrique du Sud mardi 4 novembre à Maputo.

Les manifestants, de retour d'une marche pacifique pour célébrer l'élection lundi du président mozambicain Joaquim Chissano, ont attaqué les deux immeubles, protestant contre ce qu'ils considéraient comme la responsabilité de Pretoria dans la mort du président Samora Machel le 19 octobre et contre le soutien à la guérilla de la Résistance nationale du Mozambique (RNM) dont Maputo accuse le Malawi.

Les manifestants, membres de l'Organisation de la jeunesse du Mozambique, ont lancé des engins incendiaires dans l'ambassade du Malawi, arraché et brûlé le drapeau. Les deux étages de l'ambassade ont été entièrement détruits par le feu.

Plusieurs fenêtres de la mission commerciale sud-africaine, qui tient lieu de représentation de Pretoria à Maputo, ont été brisées par des jets de pierres.

M. Mitterrand rappelle les principes de la défense

Le président de la République a rappelé au cours du conseil des ministres réuni mercredi 5 novembre, les principes de la stratégie de défense de la France qu'il avait énoncés au camp de Caylus, le 13 octobre. Ces principes sont les suivants :

1) L'emploi éventuel de l'arme nucléaire préstratégique à la valeur d'un ultime avertissement et se situe dans le cadre de notre stratégie globale de dissuasion ; elle ne peut être un élément d'une guerre conventionnelle ou d'une riposte graduée ;

2) La force océanique stratégique (les sous-marins) doit recevoir tous les moyens prévus pour sa modernisation de façon à rester la pointe de diamant de la force de dissuasion ;

3) La nouvelle deuxième composante terrestre de notre force de dissuasion sera basée à Albi.

Le président a constaté que le projet de loi de programmation militaire est conforme aux orientations fondamentales qu'il avait lui-même arrêtées.

■ Condamnation d'un policier marseillais. — Le tribunal correctionnel de Marseille a condamné, mardi 4 novembre, Georges Bouillard, quarante-et-un ans, officier de police judiciaire à Marseille, à un mois de prison avec sursis et cinq mille francs d'amende pour « violation du secret professionnel ». Georges Bouillard avait été interpellé le 16 octobre 1985 à la suite d'une enquête sur des vols de meubles anciens opérés dans la région d'Avignon. Les gendarmes qui avaient placé sur écoute téléphonique plusieurs suspects parmi lesquels Emile Lovino, quarante-six ans, champion de pétanque, demeurant à Rognac (Bouches-du-Rhône), avaient acquis la certitude que le policier prélevait les valeurs des opérations de police. Pour sa défense, celui-ci avait expliqué qu'il avait été conduit à donner des renseignements pour gagner la confiance des voleurs.

Maputo, ont été brisées par des jets de pierres.

Le ministre mozambicain de la sécurité, M. Sergio Vieira, a dit intervenir personnellement pour que les manifestants s'éloignent de l'édifice.

M. Roelof « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a affirmé, pour sa part, que le gouvernement sud-africain considère comme un « acte grave » l'attaque de sa mission commerciale et a accusé la police mozambicaine de n'avoir rien fait pour arrêter les manifestants.

Enfin, selon la RNM, plus de cinq mille soldats tanzaniens sont arrivés au Mozambique. — (AFP.)

RECTIFICATIF

— Une erreur nous a fait écrire dans le portrait de M. Joaquim Chissano (le Monde du 5 novembre) qu'il s'était « tenu à l'écart des discussions internes » du FRELIMO. Il fallait évidemment lire des « discussions internes » du FRELIMO.

Cheikh Yamani aurait racheté Vacheron et Constantin

Cheikh Yamani, ancien ministre saoudien du pétrole, récemment démis de ses fonctions, va-t-il se reconverter dans l'horlogerie ? D'après le quotidien helvétique *la Suisse*, il aurait pris le contrôle de la célèbre manufacture Vacheron et Constantin, Heurter de l'horlogerie suisse.

M. Jacques Kottler, administrateur délégué de la firme, également principal actionnaire, a refusé de confirmer ou de démentir la nouvelle, se bornant à reconnaître que Cheikh Yamani est un vieil ami et qu'il possède quelques actions de la société. Il a d'autre part reconnu que la manufacture Vacheron et Constantin était confrontée à quelques difficultés, mais « ni plus ni moins que les autres » sociétés horlogères suisses de haut de gamme.

Si la Suisse dit vrai, la prise de contrôle de Vacheron et Constantin par Cheikh Yamani se pourrait être qu'un simple placement... parmi d'autres. De toute façon, on ne le saura jamais. Depuis deux siècles, les montres et le silence sont d'or chez Vacheron et Constantin.

■ Le tourisme à Angkor. — A la suite de l'offre faite par une agence thaïlandaise d'organiser des visites des ruines d'Angkor (le Monde du 3 octobre), l'agence parisienne Asia-Tours, voyageur français spécialiste de l'Asie, nous signale que les départs précédemment proposés par cette agence de Bangkok ont été annulés et que la résistance khmère a mis en garde les touristes étrangers contre « les très graves dangers » encourus en se rendant à Angkor.

Asia-Tours, 20, rue du Quatre-Septembre, tél. : 42-56-93-39.

En Une Demi Heure, vos Repas CHEZ VOUS par « LAYRAC à domicile » en téléphonant à 46.34.21.40 (Vos repas chez vous sont MINUTÉS à 43.31.24.34) Prix nets • Livraison gratuite

COMPATIBLE AVEC L'IBM PC-AT
COMPAQ DESKPRO 386
LE MICRO-ORDINATEUR LE PLUS PUissant DU MONDE.
Au banc d'essai dans SVM.

24^e SALON DES ANTIQUAIRES TOULOUSE
6 au 16 Novembre 1986
« La plus importante manifestation d'Antiquaires en Europe »
(la presse)
Boulevard NARBONNE S.A.
c. rue de Narbonne 31000 TOULOUSE
Tél. 42.22.22

Sur le vif Bébé objet

Ce matin, dans les couloirs du journal, les copies me sont tombées dessus. Qu'est-ce que l'attendu pour oser un scandale ? Ces gamins abandonnés ou déchirés par des parents indignes, tu trouves ça normal ? Ce petit Cédric cramponné à son papa, il a fait des centaines de kilomètres en autostop pour le rejoindre, et on l'oblige à retourner chez sa mère. Ce petit Sébastien sanglotant en bord de piste à l'aéroport de Toulouse. Son père l'y a expédié en colte recommandée avec une étiquette autour du cou et sa mère n'est même pas venue le ramasser ! Enfin quel, remue-toi. Tu vas pas nous dire que ça te laisse froid.

Non, pas du tout. Je suis indignée. En voilà des histoires ! Si on ne peut plus jeter ou casser son propre enfant sans susciter l'indignation des foules, où va-t-on ? Non, mais qu'est-ce que vous croyez ? Quand on s'offre un croque-mitaine, c'est pour faire plaisir à qui ? Certainement pas à lui, on sait même pas qui c'est. C'est pour se faire plaisir à soi. Point à la ligne.

On s'achète un jouet, un gadget, et on le paye assez cher pour être entièrement libre d'en

disposer ensuite à sa guise. Regardez ce que ça peut coûter de nos jours à la fabrication : faut louer des ventres, passer à la banque prendre du sperme, commander des ovules sur catalogue, se procurer des embryons. Et je ne vous parle pas de l'érection. Là, plus ça va, plus ça coûte, plus on dépense.

Alors, si plus tard, pour une raison ou une autre, on en a marre, si on a envie de les mettre à la poubelle ou de les défaire, ou de les jeter en l'air pour en faire une arme de guerre contre son ex-conjoint, je ne vois vraiment pas qui pourrait y trouver à redire.

D'ailleurs, les magistrats d'Alsace-Provence sont entièrement d'accord. Est-ce qu'ils lui ont demandé son avis au petit Cédric avant de l'arracher à son père, son frère, ses grandes-sœurs pour le renvoyer dans le camp de la mère et de son amant ? Bien sûr que non ! On ne va pas commencer à se pencher sur les états d'âme du buffet ou de la baignoire que se disputent les couples divorcés. On tranche. Affaire suivante.

CLAUDE SARRAUTE.

Un tribunal de Paris La demande d'un expulsé malien est rejetée

M. Yves Monnet, président du tribunal de Paris, statuant en référé, a rejeté le 4 novembre la demande de M. Founké Ouhaly. Ce ressortissant malien, expulsé le 13 octobre avec cent de ses compatriotes, entendait faire constater que la mesure dont il a été l'objet constitue une voie de fait et qu'il convenait de condamner MM. Charles Pasqua, Robert Pandoz et le préfet du Val-de-Marne à mettre à sa disposition tous les moyens pour qu'il puisse au plus tôt regagner la France (le Monde du 1^{er} novembre).

L'ordonnance rendue constate que M. Ouhaly avait été condamné définitivement par la cour d'appel de Paris à douze mois de prison avec sursis et à la frontière à l'expiration de sa peine et à cinq ans d'interdiction du territoire français pour provocation à l'usage illicite de stupéfiants. Elle rappelle qu'il fut pris en charge par l'autorité administrative à la maison d'arrêt où il purgeait cette peine en vue de l'exécution de la mesure de reconduite à la frontière et qu'il n'appartient pas aux juges civils de faire la révision d'un arrêt de la cour d'appel. Elle ajoute que la reconduite à la frontière a été décidée dans la mesure où il s'agissait d'une affaire de stupéfiants en application de l'article L. 630, alinéa 1^{er} du code de la santé publique et que si cet article prévoit des exceptions, celles-ci ne concernent que les mesures d'expulsion administrative et non une mesure prise par l'autorité judiciaire. Ainsi, la reconduite à la frontière dont a été l'objet M. Ouhaly « ne présente pas les caractères d'une voie de fait ».

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

LES ENSEIGNANTS AMATEURS D'APPLE CHOISISSENT LES - 30% D'INTERNATIONAL COMPUTER LES DEVIENNENT DES FRUITS SECS.

Un Macintosh 512 800 et 10 logiciels freeware au choix.
12.950 F HT ou 15.358 F TTC
INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4^e • 42.72.25.26
64, av. du Prado Marseille 13006 • 91.37.25.03

مكتبة المجلد